



Ministère de la Transition Digitale,
des Postes et des Communications
Electroniques

Direction Générale des Etudes
et des Statistiques Sectorielles



TABLEAU DE BORD STATISTIQUE 2023



Octobre 2024



www.mdenp.gov.bf

AVANT PROPOS



Aminata ZERBO/SABANÉ
Ministre de la Transition digitale, des Postes
et des Communications électroniques

Depuis quelques décennies, l'unanimité se dégage sur les réelles opportunités que représentent le numérique et les communications électroniques pour notre pays dans la perspective de relever les grands défis du développement.

Mon Département ministériel a ainsi le plaisir de mettre à la disposition des utilisateurs et des décideurs, des informations détaillées sur le sous-secteur du numérique et des postes, à travers l'élaboration de son tableau de bord statistique au titre de l'année 2023.

Ces informations, au-delà de leur importance dans la planification et le suivi des interventions publiques, telles que le Plan d'Action de la Transition et les Stratégies nationales de développement de l'économie numérique et postal, permettent d'apprécier la dynamique du sous-secteur au cours des dix (10) dernières années.

Le rôle de l'information statistique, faut-il le rappeler, est fondamental dans la prise de décision. Ce rôle s'inscrit dans la démarche qui veut que la prise de décision par les autorités en matière de politiques économiques et sociales efficaces se fasse sur la base d'informations fiables et pertinentes.

Le présent tableau de bord, en tant qu'outil de redevabilité, s'inscrit dans le processus de capitalisation et de diffusion des données statistiques du Ministère et des acteurs de l'écosystème du numérique et de la poste. Il se veut un guide analytique des principaux indicateurs du sous-secteur présentés de façon brute dans l'annuaire statistique 2023. Il permet d'apprécier les efforts déployés par le ministère et ses partenaires pour l'amélioration de l'accès et de la qualité des services de communications électroniques et des postes. Il présente également une vue d'ensemble des défis qui restent à relever pour donner plus de dynamisme au sous-secteur et améliorer les performances des différentes parties prenantes de l'écosystème.

Le document combine la narration et la représentation graphique pour présenter les données sur les ressources humaines et financières, l'environnement socio-économique, les communications électroniques, les infrastructures de communications électroniques, la promotion et l'usage des TIC, la diffusion des TIC, la sécurité des systèmes d'information, la concurrence dans le domaine de l'économie numérique, l'évolution des indicateurs des émetteurs de monnaie électronique et les services postaux et financiers. Il est accessible en ligne sur le site web du Ministère, à l'adresse www.mdenp.gov.bf.

Fruit d'un processus participatif et rigoureux de collecte, de traitement et d'analyse de données, le document reste cependant perfectible. Ainsi, mes services techniques restent disponibles pour toutes observations, critiques ou suggestions pouvant contribuer à l'amélioration de la qualité des prochaines éditions.

J'exprime ma gratitude aux structures publiques et privées ainsi qu'à nos partenaires pour leur contribution et leur franche collaboration pour la production de ce document. J'adresse également mes félicitations à l'équipe du Ministère qui a conduit le processus d'élaboration du présent document, en collaboration avec toutes les parties prenantes.

La Ministre de la Transition Digitale, des
Postes et des Communications
Électroniques



Dr Aminata ZERBO/SABANÉ

Officière de l'Ordre de l'Étalon



TABLE DES MATIERES

AVANT PROPOS

Erreur ! Signet non défini.

TABLE DES MATIERES	B
SIGLES ET ABBREVIATIONS	D
Liste des tableaux.....	E
Liste des graphiques	F
RESUME	1
Chapitre 1 : Ressources humaines et financières	4
I.Ressources humaines	5
1.1 Évolution des effectifs du personnel des structures centrales du MTDPCÉ.....	5
1.2 Évolution des effectifs des structures rattachées	8
1.2.1 LA POSTE BF	8
1.2.2 L'Agence Nationale de Promotion des TIC (ANPTIC).....	10
1.2.3 Evolution du personnel des opérateurs de réseau de téléphonie	12
II.Ressources budgétaires	14
II.1 Évolution des ressources budgétaires des structures centrales du MTDPCÉ	14
II.2 Évolution des ressources budgétaires des structures rattachées.....	17
II.2.1 Évolution du budget de l'ANPTIC	17
II.2.2 Évolution du budget de LA POSTE BF	19
Chapitre 2 : Données synoptiques.....	21
I.Données économiques	22
II.Ressources énergétiques.....	24
III.Technologies.....	25
Chapitre 3 : Communications électroniques.....	27
I.Réseaux de téléphonie fixe	29
II.Réseaux de téléphonie mobile	32
III.Indicateurs d'accès à Internet	36
Chapitre 4 : Infrastructures de communications électroniques, promotion et usage des TIC. 40	
I.Infrastructures de communications électroniques	41
II.Promotion et usage des TIC.....	44
Chapitre 5 : Volume d'activités et concurrence dans le domaine de l'économie numérique. 48	
I.Trafics voix et SMS.....	49
II.Chiffre d'affaires et investissements.....	53
III.Tarif de la téléphonie mobile et de l'Internet	55
Chapitre 6 : Diffusion des TIC et sécurité des systèmes d'information.....	58
I.Diffusion des TIC	59

II.Gestion de la sécurité des systèmes d'information.....	61
Chapitre 7 : Evolution des indicateurs des émetteurs de monnaie électronique	64
I.Accès aux services de la monnaie électronique	65
I.1. Evolution des Services financiers via la téléphonie mobile.....	65
I.2. Evolution des comptes de monnaie électronique.....	67
I.3. Evolution des transactions et des transferts.....	69
Chapitre 8 : Services postaux et financiers.....	72
I.Service Colis Postaux.....	73
II.Services courriers	75
III.Services financiers de LA POSTE BF.....	77
III.Evolution du nombre de Boites Postales (BP)	82
IV.Couverture géographique	84
ANNEXES	i



SIGLES ET ABBREVIATIONS

2G	: Deuxième génération de la téléphonie mobile
3G	: Troisième génération de la téléphonie mobile
4G	: Quatrième génération de la téléphonie mobile
ADSL	: Asymmetric digital subscriber line
ANPTIC	: Agence nationale de promotion des technologies de l'information et de la communication
ANSSI	: Agence nationale de sécurité des systèmes d'informations
BP	: Boîtes postales
CCP	: Compte courant postal
CIL	: Commission de l'informatique et des libertés
CNE	: Caisse nationale d'épargne
FAI	: Fournisseurs d'accès à internet
G-CLOUD	: Cloud Gouvernemental
Go	: Giga octet
MENPTD	: Ministère de l'économie numérique, des postes et de la transformation digitale
MTDPCE	: Ministère de la transition digitale, des postes et des communications électroniques
PBNT	: Projet Backbone national des télécommunications
PTF	: Partenaires techniques et financiers
PIB	: Produit intérieur brut
PSSM	Pilotage et soutien aux structures du ministère
RESINA	: Réseau informatique national de l'administration
SI	: Système d'information
SITARAIL	: Société internationale de transport africain par rail
SMART BP	: Boîtes postales virtuelles
SMS	: Short message system
SONABEL	: Société nationale d'électricité du Burkina Faso
TAMA	: Taux d'accroissement moyen annuel
TEN	: Transformation et écosystème numériques
TIC	: Technologies de l'information et de la communication
TTC	: Toutes taxes comprises
UEMOA	: Union économique et monétaire ouest africaine
VTS	: Virtual technologies solution



Liste des tableaux

Tableau 1 : Evolution du personnel du MTDPCE selon le sexe de 2015 à 2023.....	7
Tableau 2 : Evolution du personnel de LA POSTE BF selon le sexe	9
Tableau 3 : Evolution du personnel de l'ANPTIC selon le sexe	11
Tableau 4 : Evolution du personnel des opérateurs selon le sexe	13
Tableau 5 : Evolution des prévisions budgétaires par nature de dépenses du MTDPCE.....	16
Tableau 6 : Evolution des ressources budgétaires par source de financement de l'ANPTIC	18
Tableau 7 : Evolution des ressources budgétaires par source de financement de LA POSTE BF entre 2014 et 2023	20
Tableau 8 : Evolution du parc des abonnements à la téléphonie fixe active	31
Tableau 9 : Evolution du parc des abonnements à la téléphonie mobile active	35
Tableau 10 : Evolution du parc des abonnements à internet mobile et fixe.....	38
Tableau 12 : Evolution de la longueur du réseau fibre optique	42
Tableau 13 : Indicateurs relatifs à la promotion et à la diffusion des TIC	46
Tableau 13 : Evolution du trafic voix de la téléphonie fixe et mobile	51
Tableau 14 : Evolution du trafic SMS total des opérateurs	52
Tableau 15 : Evolution du chiffre d'affaires des opérateurs de téléphonie	54
Tableau 16 : Evolution du coût réel d'un Go de 2020 à 2023 par opérateur de téléphonie (en F CFA)	57
Tableau 17 : Evolution du coût réel de la minute d'appel de 2020 à 2023 par opérateur de téléphonie (en F CFA)	57
Tableau 18 : Evolution du nombre de canaux de diffusion.....	60
Tableau 19 : Gestion de la sécurité des systèmes d'information	63
Tableau 20 : Evolution des transactions et transferts	71
Tableau 21 : Evolution du volume du courrier au niveau national et à l'international	76
Tableau 22 : Evolution du nombre de comptes CNE et CCP	78
Tableau 23 : Evolution du parc de boîtes postales virtuelles entre 2019 et 2023	83
Tableau 24 : Répartition des agences postales par région et par commune en 2023 (Nombre)	86

Liste des graphiques

Graphique 1 : Evolution de l'effectif du personnel du MTDPCCE de 2015 à 2023.....	7
Graphique 2 : Evolution du personnel du MTDPCCE selon le sexe de 2015 à 2023 (En %).....	7
Graphique 3 : Répartition du personnel du MTDPCCE par catégorie en 2023 (En %).....	7
Graphique 4 : Evolution du personnel selon le type d'emploi de 2016 à 2023 (En %).....	7
Graphique 5 : Evolution de l'effectif du personnel de LA POSTE BF de 2016 à 2023 (Nombre).....	9
Graphique 6 : Evolution du personnel de LA POSTE BF par sexe (Nombre).....	9
Graphique 7 : Personnel de LA POSTE BF par catégorie en 2023.....	9
Graphique 8 : Evolution du personnel de LA POSTE BF selon les emplois (En %).....	9
Graphique 9 : Evolution de l'effectif du personnel de l'ANPTIC de 2015 à 2023.....	11
Graphique 10 : Evolution du personnel de l'ANPTIC selon le sexe (%).....	11
Graphique 11 : Répartition du personnel de l'ANPTIC par catégorie en 2023.....	11
Graphique 12 : Evolution du personnel de l'ANPTIC selon les emplois (En %).....	11
Graphique 13: Evolution de l'effectif du personnel des opérateurs de téléphonie mobile.....	13
Graphique 14: Evolution de l'effectif du personnel des opérateurs de téléphonie mobile par opérateur.....	13
Graphique 15 : Répartition du personnel féminin par opérateurs de téléphonie mobile en 2023....	13
Graphique 16 : Evolution du personnel des opérateurs de téléphonie mobile selon le sexe.....	13
Graphique 17 : Evolution des dotations et de l'exécution des dépenses courantes du MTDPCCE (En millions de FCFA et en %)......	16
Graphique 18 : Evolution des dotations et de l'exécution des dépenses en capital du MTDPCCE (En millions de FCFA et en %)......	16
Graphique 19 : Répartition des dotations d'investissements par source de financement en 2023 .	16
Graphique 20 : Répartition des dotations budgétaires par programme en 2023 (hors financements extérieurs).....	16
Graphique 21 : Evolution des ressources budgétaires de l'ANPTIC selon les sources de financement entre 2015-2023 (en millions de F CFA).....	18
Graphique 22 : Evolution des ressources budgétaires de l'ANPTIC entre 2015-2023 (En millions de F CFA).....	18
Graphique 23 : Exécution budgétaire par nature de dépenses de l'ANPTIC en 2023 (En millions de F CFA).....	18
Graphique 24: Evolution des recettes propres.....	18
Graphique 25 : Evolution des ressources budgétaires de LA POSTE BF (En millions de F CFA)..	20
Graphique 26 : Evolution des parts allouées aux investissements dans le budget prévisionnel de LA POSTE BF (En pourcentage).....	20
Graphique 27 : Evolution de l'exécution budgétaire de LA POSTE BF (En millions de F CFA).....	20
Graphique 28 : Exécution budgétaire par nature de dépenses de LA POSTE BF en 2023 (en millions de F CFA).....	20
Graphique 29 : Evolution de la contribution au PIB du secteur des postes et des télécommunications (en millions de FCFA et en %)......	23
Graphique 30 : Evolution comparée du taux d'électrification dans les pays de l'UEMOA de 2014 à 2022 (En %).....	24
Graphique 31 : Evolution comparée du taux de pénétration de la téléphonie fixe dans les pays de l'UEMOA de 2014 à 2022 (En %)......	26
Graphique 32 : Evolution comparée du taux de pénétration de la téléphonie mobile dans les pays de l'UEMOA de 2014 à 2022 (En %)......	26
Graphique 33 : Evolution du nombre de lignes téléphoniques principales fixes filaires de ONATEL SA en service.....	31
Graphique 34 : Evolution de la capacité des commutateurs publics locaux par région de ONATEL SA Burkina (en nombre d'abonnés).....	31

Graphique 35 : Répartition du parc d'abonnements à internet mobile et fixe en 2023	38
Graphique 36 : Evolution du Trafic Internet sur les réseaux de téléphonie mobile (En millions de Go)	38
Graphique 37 : Evolution du trafic Internet moyen mensuel par abonnement en Go par opérateur entre 2020 et 2022	39
Graphique 38 : Evolution du taux de.....	39
Graphique 39 : Evolution de la capacité de la bande passante achetée auprès des fournisseurs internationaux (en Gigabits par seconde)	39
Graphique 40 capacité de la bande passante internationale disponible par opérateur (en Gigabits par seconde) en 2023	39
Graphique 41 : Evolution du ratio entre le nombre d'abonnement à l'Internet mobile et le nombre d'abonnement à la téléphonie mobile	39
Graphique 42 : Ratio entre le nombre d'abonnement à l'Internet mobile et le nombre d'abonnements à la téléphonie mobile des opérateurs de la téléphonie mobile en 2023	39
Graphique 43 : Evolution du nombre de bâtiments administratifs connectés au RESINA	42
Graphique 44 : Répartition du nombre de bâtiments administratifs connectés au RESINA selon le type de connexion en 2023	42
Graphique 45 : Evolution du nombre de types de services réseaux utilisés	43
Graphique 46 : Evolution du débit de connectivité de l'administration (Gbps).....	43
Graphique 47 : Répartition par région du nombre d'Agréments Techniques en matière Informatique (ATI) délivrés en 2023	47
Graphique 48 : Evolution du nombre de personnes sensibilisées au bon usage des TIC	47
Graphique 49 : Évolution du nombre de plaintes traitées par la CIL	47
Graphique 50 : Evolution du nombre de déclarations de traitements	47
Graphique 51 : Evolution du nombre de missions de contrôle de traitements de données auprès des structures publiques et privées	47
Graphique 52 : Répartition du trafic voix par opérateur en 2023.....	51
Graphique 53 : Répartition du trafic voix selon	51
Graphique 54 : Evolution de la durée moyenne de communication (D/A) par ligne (abonnements) en min par mois.....	51
Graphique 55 : Evolution de la durée moyenne de communication (D/A) par ligne (abonnements) en min par opérateur et par mois	51
Graphique 56 : Répartition du trafic SMS par opérateurs en 2023.....	52
Graphique 57 : Répartition du trafic voix selon le type	52
Graphique 58 Evolution du Nombre moyen de sms reçus et envoyés par abonnement par mois..	52
Graphique 59 : Evolution du Nombre moyen de sms reçus et envoyés par abonnement par mois par opérateur.....	52
Graphique 60 : Evolution du chiffre d'affaires des opérateurs (en milliards de F CFA).....	54
Graphique 61 : Evolution du montant des investissements corporels et incorporels des opérateurs de téléphonie (en milliards de F CFA)	54
Graphique 62 : Evolution du nombre des médias locaux audiovisuels.....	60
Graphique 63 : Répartition du nombre de stations de télévision locale par région en 2023	60
Graphique 64 : Evolution du nombre d'alertes diffusées	63
Graphique 65 : Évolution de la marge de progression des acteurs assistés par le CIRT (Nombre)	63
Graphique 66 : Taux de résolution des incidents de sécurité de l'information (En %)	63
Graphique 67 : Taux d'organismes particuliers supervisés (En %)	63
Graphique 68 : Evolution du nombre de points de services financiers via la téléphonie mobile au Burkina (En milliers)	66
Graphique 69 : Evolution du nombre de points	66
Graphique 70 : Evolution du nombre de comptes mobile money ouverts dans l'UEMOA (En millions).....	68
Graphique 71 : Evolution du nombre de	68



Graphique 72 : Evolution du volume d'utilisation des services financiers via la téléphonie mobile au Burkina Faso (En millions).....	71
Graphique 73 : Evolution du nombre de colis traités par composante (En milliers).....	74
Graphique 74 : Evolution du nombre total de.....	74
Graphique 75 : Répartition des colis postaux traités en 2023	74
Graphique 76 : Répartition du volume du courrier traité en 2023.....	76
Graphique 77 : Evolution du volume total du courrier traité (En millions)	76
Graphique 78 : Evolution du volume du courrier traité au niveau national et international (En millions).....	76
Graphique 79 : Evolution du nombre de comptes CNE (En milliers).....	78
Graphique 80 : Evolution du nombre de comptes CCP (En milliers).....	78
Graphique 81 : Evolution du nombre de mandats ordinaires traités (ensemble, en milliers)	81
Graphique 82 : Evolution du nombre de mandats ordinaires émis et payés (En milliers)	81
Graphique 83 : Evolution des transferts de fonds émis et payés (En milliers).....	81
Graphique 84 : Evolution du parc BP physiques et BP physiques louées	83
Graphique 85 : Evolution du nombre d'agences postales au BF.....	86
Graphique 86 : Répartition des agences postales par région administrative en 2023 (Nombre)	86
Graphique 87 : Taux de couverture des agences par région postale en 2023	87
Graphique 88 : Evolution des agences postales interconnectées au réseau informatique	87



RESUME

Le Ministère de la Transition Digitale, des Postes et des Communications Electroniques assure la mise en œuvre et le suivi de la politique du Gouvernement en matière de transition digitale, des postes et des communications électroniques. A ce titre, il entend jouer un rôle majeur à travers le développement des services de communications électroniques et postaux de qualité, accessibles et abordables sur l'ensemble du territoire. La présente synthèse porte sur les moyens financiers et humains ainsi que les actions majeures du secteur au cours des dix (10) dernières années.

1. Ressources humaines et financières

Au titre des ressources humaines, l'effectif du personnel du MTDPE est en hausse continue depuis 2016 passant de 162 à 283 agents en 2023, avec notamment un doublement du personnel féminin, une prépondérance du personnel non spécifique et des agents de catégorie A.

Pour ce qui est des ressources budgétaires allouées au ministère, elles ont évolué en dents de scie sur la période 2014-2023 et la plus faible dotation est enregistrée en 2023 (7,8 milliards de FCFA). 67,0% des dotations budgétaires de 2023 sont allouées au programme « développement des infrastructures de communication électronique ».

Au titre des deux dernières années, le taux de consommation des crédits alloués au ministère est passé de 54,5% en 2022 à 83,8% en 2023, soit une progression de 29,3 points imputable d'une part, aux efforts déployés par le ministère pour éviter la constitution de dossiers non aboutis et d'autre part, à la levée des mesures de suspension des décaissements instaurées en 2022 par les partenaires suite aux changements institutionnels.

2. Valeur ajoutée « des Postes et télécommunications »

La valeur ajoutée « des Postes et télécommunications à prix courant » est passée de 172,5 milliards de FCFA en 2014 à 277,1 milliards de FCFA en 2023, soit un taux d'accroissement moyen annuel de 5,4% (%). Entre 2022 et 2023, on note une progression de l'indicateur de 11,3%, soit une augmentation de 28,1 milliards de FCFA.

La contribution du secteur au PIB est ressortie en moyenne à 2,5% par an sur la période 2014-2023 avec notamment une hausse de 0,2 point en 2023.

3. Infrastructures de télécommunications

Les infrastructures de communications électroniques connaissent une progression significative. Ainsi, le linéaire de fibre optique a presque sextuplé, passant de 1 901 Km en 2015 à 11 291,5 km en 2023. Le nombre de bâtiments administratifs connectés au RESINA par la Fibre Optique et la Technologie sans fil a presque triplé, passant de 1 052 en 2017 à 2 922 en 2023. En termes de couverture spatiale, 43 provinces sur les 45 que comptent le pays sont couvertes par le RESINA en 2023. Enfin, le MTDPE dispose en 2023 de cinq (5) Datacenters, 90 pylônes, 23 serveurs et utilisent 10 types de services de réseaux.

4. Communications électroniques, promotion et usage des TIC

La mise en place du PAV et les efforts consentis par les opérateurs et les FAI ont permis une croissance remarquable de la capacité de la bande passante internationale qui est passée de 11 Gbps en 2016 à 275 Gbps en 2023, soit une progression annuelle moyenne de 58,4%.

Le taux de couverture en technologie 2G est resté quasiment stable sur la période 2018-2023 passant de 92,5% à 93,1% pour ce qui est de la population et de 80,3% à 84,1% pour le territoire. Concernant la technologie 3G, le taux de couverture a progressé sur la période 2018-2023 passant de 48,4% à 79,6% pour ce qui est de la

population et de 23,7% à 65,5% pour le territoire. S'agissant de la technologie 4G, le taux de couverture a également progressé sur la période 2019-2023 passant de 34,4% à 63,3% pour ce qui est de la population et de 11,4% à 46,5% pour le territoire.

Au cours de la dernière décennie, le parc total d'abonnements mobiles a cru en moyenne de 8,8% l'an (12 496 389 en 2014 et 26 747 464 en 2023). Cette forte croissance du parc d'abonnements mobiles a permis d'améliorer le taux de pénétration de la téléphonie mobile qui est passé de 69,9% en 2014 à 117,1% en 2022.

Le parc total des abonnements actifs à Internet (fixe et mobile) a presque été multiplié par 11 passant de 1,7 million en 2014 à 18,3 millions en 2023, ce qui correspond à un taux d'accroissement moyen annuel de 30,4%. L'évolution significative du parc a également permis de faire progresser le taux de pénétration de l'Internet de 9,4% en 2014 à 80,0% en 2023. Le volume total du trafic Internet des réseaux fixes et mobiles a évolué de 51,8 millions à 627,2 millions de Go entre 2019 à 2023 (soit une multiplication du volume par 12 sur ces 5 ans). Le débit de la connectivité de l'Administration s'est nettement amélioré en passant de 0,14 Gbps en 2016 à 12,7 Gbps en 2023.

Concernant le nombre de domaines « .bf » actifs, il est passé 905 en 2014 à 5 142 en 2023, avec 3 124 créés au cours de cette dernière année.

S'agissant des Agréments Techniques en matière Informatique (ATI), on dénombre 833 valides à fin décembre 2023 et 360 nouveaux délivrés au cours de ladite année.

5. Volume d'activités et concurrence dans le domaine de l'économie numérique

Le volume du trafic total voix mobile de l'ensemble des opérateurs est passé de 6,4 milliards de minutes en 2014 à 14,8 milliards de minutes en 2023 soit une progression annuelle moyenne de 9,8%. Quant à la voix fixe, la durée moyenne mensuelle de communication par abonnement est de 42,2 min en 2023.

Pour ce qui est du coût des appels sur la période 2014 et 2022, les tarifs publics ou affichés des communications voix et SMS intra réseaux et vers les autres réseaux nationaux sont restés statiques pour les 3 opérateurs. En On Net, ce tarif est de 90 FCFA la minute pour ORANGE et ONATEL SA et 84 FCFA la minute (1,4 FCFA/sec) pour TELECEL FASO. Tenant des offres promotionnelles, le consommateur paye en réalité en moyenne 8,46 FCFA hors TVA en On Net, 68,98 FCFA hors TVA en Off Net et 127,15 FCFA hors TVA vers l'international, par minute d'appel, en 2022. Cependant, les tarifs de 2023 en On Net ont pris en compte l'augmentation de 5% au titre de la contribution au Fonds du Soutien Patriotique avec 96 FCFA la minute pour ORANGE et ONATEL SA et 90 FCFA la minute pour TELECEL FASO.

S'agissant des tarifs d'accès à Internet, les offres promotionnelles ont permis d'enregistrer une baisse progressive du prix réel unitaire du Go au cours des quatre dernières années. En effet, le prix réel moyen du Go pour l'ensemble des trois réseaux mobiles est passé de 1 165 FCFA TTC en 2020 à 649 FCFA en 2023.

6. Diffusion des TIC et sécurité des systèmes d'information

Concernant la diffusion des TIC au Burkina Faso, on note que sur la période 2014-2023, le nombre de stations radio disposant d'une licence est passé de 155 à 187, le nombre de stations de télévision nationale de 18 à 32 et le nombre de presses en ligne de 3 à 153.

Pour ce qui est de la sécurité des systèmes d'informations, on note pour l'année 2023 trois (3) organismes audités par l'Agence Nationale de Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI), quatre (4) organismes bénéficiaires d'une protection spéciale de leur système d'information, quatre (4) organismes alertés, trois (3) incidents rapportés, 50 alertes diffusées, 67% d'incidents de sécurité résolus et 26 acteurs assistés par le CIRT-BF.

7. Evolution des indicateurs des émetteurs de monnaie électronique

Concernant la monnaie électronique au Burkina Faso, le nombre de points de services financiers actifs via la téléphonie mobile s'est accru, passant de 11 794 points en 2016 à 137 493 points en 2022, soit en moyenne 50,6% l'an. Les services adossés à la monnaie électronique sont dominés par les rechargements téléphoniques avec en moyenne 153,6 millions d'opérations supplémentaires chaque année. Ils sont suivis des rechargements de comptes mobiles money (26,5 millions d'opérations supplémentaires en moyenne chaque année), des retraits cash (23,5 millions d'opérations supplémentaires en moyenne chaque année) et des transferts de personne à personne (23,0 millions d'opérations supplémentaires en moyenne chaque année).

8. Services postaux et financiers de la POSTE BF

Au titre des services postaux, on note que sur la période 2014-2023, le volume de colis postaux internationaux traités s'est globalement contracté en passant de 15 702 à 14 406 avec un taux d'accroissement moyen annuel de -1,0%. Toutefois, on note une augmentation particulière de 21,5% entre 2020 et 2021, imputable au développement du commerce en ligne dont la livraison se fait dans la plupart des cas par le biais du service colis de LA POSTE-BF.

Concernant les services financiers, il ressort de leur analyse une évolution annuelle moyenne du nombre de comptes CNE de 6,0% et de 5,3% pour les CCP sur la période 2014-2023. En revanche, les transferts de fonds émis et payés sont en baisse continue sur ladite période, passant respectivement de 191 204 à 10 319 et de 776 946 à 84 120.

S'agissant des agences de LA POSTE BF, leur nombre a augmenté en moyenne de deux (2) l'an entre 2014-2023. LA POSTE BF compte au total 124 agences en 2023. Compte tenu du contexte sécuritaire, 27 de ces agences sont temporairement fermées ramenant ainsi les agences LA POSTE BF fonctionnelles à 97.

Pour ce qui est de la couverture du territoire par les agences, on note que tous les chefs-lieux des régions administratives et de provinces ont bénéficié d'au moins une agence, de même que toutes les communes urbaines en 2023. Toutefois, le taux de couverture nationale en 2023 est de 35,3% en lien notamment avec le faible taux de couverture au niveau des communes rurales qui est seulement de 15,2%.

S'agissant des boîtes postales, le parc de celles physiques est passé de 35 302 en 2014 à 38 310 en 2023 avec un taux d'abonnement qui ressort en moyenne à 0,9% par an. Quant aux boîtes postales virtuelles mises en place à partir de 2019 avec un parc initial et constant de 57 002, leur taux d'occupation ressort en moyenne à 1,8% l'an avec un niveau remarquable de 4,0% en 2023.

Chapitre 1 : Ressources humaines et financières

I. Ressources humaines

L'analyse des ressources humaines traite de l'évolution des effectifs du personnel des structures centrales du MTDPCE, des structures rattachées et des opérateurs de réseau de téléphonie.

I.1 Évolution des effectifs du personnel des structures centrales du MTDPCE

Points saillants :

- ✚ Le personnel féminin a plus que doublé entre 2015 et 2023 ;
- ✚ Effectif du personnel spécifique inférieur à l'effectif du personnel non spécifique depuis 2016 ;
- ✚ Sous-effectif des agents d'exécution par rapport aux agents de conception.

Commentaire général :

Cette section fait l'analyse de l'évolution des effectifs du personnel des structures centrales du MTDPCE. En effet, de 2015 à 2023, l'effectif du personnel du MTDPCE est passé de 197 à 283 agents. Cet effectif enregistre une tendance à la hausse, avec un taux d'accroissement moyen annuel de 4,6%.

Selon les emplois, cet effectif est régressé de 100 à 94 agents pour les emplois spécifiques au domaine du numérique et de la poste, avec un taux d'accroissement moyen annuel négatif de 0,8% sur la période 2015-2023. Quant à l'effectif du personnel non spécifique, il est passé de 97 à 189 agents, avec un taux d'accroissement annuel moyen de 8,7% sur la même période. Les emplois non spécifiques prédominent sur les emplois spécifiques depuis 2016 avec un poids moyen de 59,9%.

En ce qui concerne l'évolution de l'effectif du personnel du MTDPCE par sexe, il ressort une prédominance du sexe masculin sur la période 2015-2023, avec un poids moyen de 75,7%. Néanmoins, on constate que le personnel féminin a plus que doublé au cours de la période, passant de 32 à 69, avec en moyenne 5 agents de sexe féminin de plus chaque année.

Par rapport à 2022, l'effectif du personnel du département est en baisse de 9,6% en 2023, imputable aux emplois spécifiques (-13,8%) et non spécifiques (-7,4%). Cette régression s'explique par la mobilité du personnel due aux détachements, aux disponibilités, aux démissions et aux mises à disposition au profit d'autres ministères et institutions.

L'analyse par sexe montre que l'effectif du personnel féminin a connu une baisse de 14,8% en passant de 81 à 69 agents entre 2022 et 2023. L'effectif des hommes a également été en diminution de 7,8%.

En 2023, sur les 283 agents en activité au MTDPCE, la répartition des effectifs selon la catégorie fait ressortir une prédominance des cadres de conception avec 168 agents contre 115 agents constitués de 78 agents d'exécution et 37 agents pour les tâches d'appui ou de support. Il est à noter un déséquilibre dans la répartition par catégorie du personnel. Ce déséquilibre affecte l'exécution des activités en ce sens que les cadres de conception sont obligés de s'impliquer également dans les tâches d'exécution, faute de personnel suffisant destiné à l'exécution des tâches.

Selon la répartition par sexe au cours de la même année, on dénombre 69 femmes, soit 24,4% de l'effectif total.

Notes méthodologiques

TAMA : Taux d'accroissement moyen annuel.

$$\text{TAMA} = \left(\left(\frac{P_t}{P_0} \right)^{1/n} - 1 \right) * 100$$

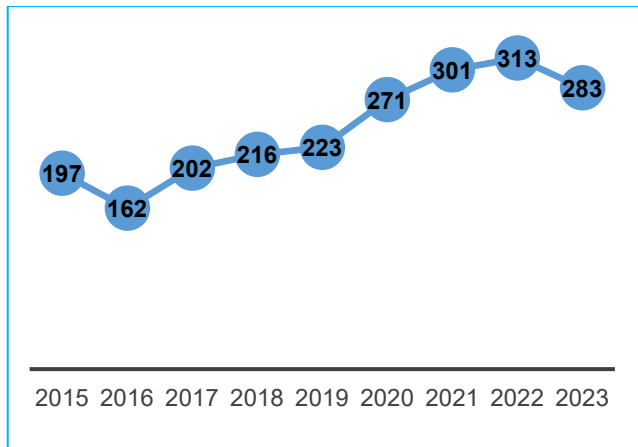
Avec P_t la valeur de la variable à la date t , P_0 la valeur de la variable initiale et n le nombre de période

Tableau 1 : Evolution du personnel du MTDPCCE selon le sexe de 2015 à 2023

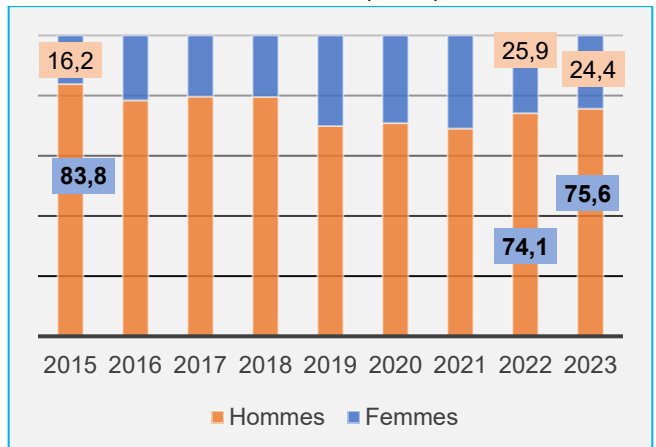
Sexe	Effectif en 2023	Variation de 2023 par rapport à 2022		Variation de 2023 par rapport à 2015		TAMA/2015
		Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	
Homme	214	-18	-7,8%	49	29,7%	3,3
Femme	69	-12	-14,8%	37	115,6%	10,1
Ensemble	283	-30	-9,6%	86	43,7%	4,6

Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2023 du MTDPCCE.

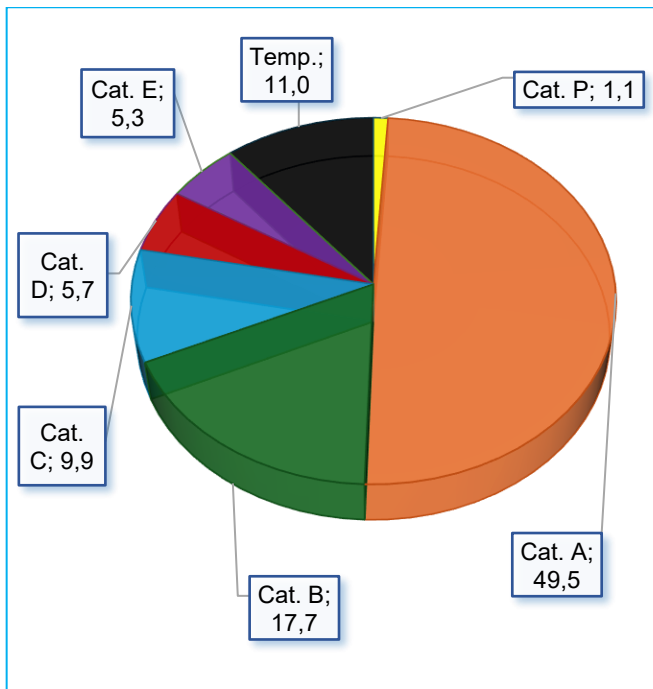
Graphique 1 : Evolution de l'effectif du personnel du MTDPCCE de 2015 à 2023



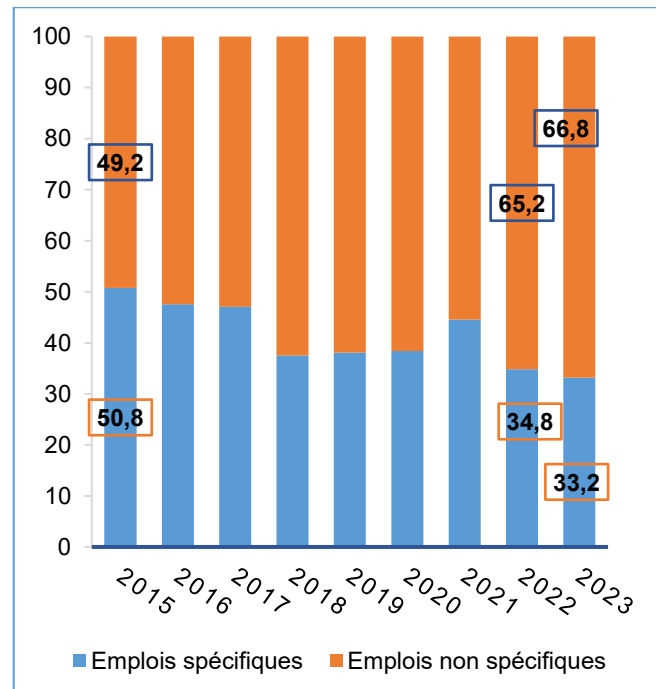
Graphique 2 : Evolution du personnel du MTDPCCE selon le sexe de 2015 à 2023 (En %)



Graphique 3 : Répartition du personnel du MTDPCCE par catégorie en 2023 (En %)



Graphique 4 : Evolution du personnel selon le type d'emploi de 2016 à 2023 (En %)





Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2023 du MTDPCCE.

I.2 Évolution des effectifs des structures rattachées

I.2.1 LA POSTE BF

Points saillants :

-  Régression continue des effectifs de LA POSTE BF depuis 2018 ;
-  Baisse de 1,6% du personnel de LA POSTE BF en 2023.

Commentaire général :

Dans cette section, il sera question d'analyser l'évolution globale de l'effectif du personnel de LA POSTE BF sur la période de 2016 à 2023.

L'effectif du personnel de LA POSTE BF est passé de 1 126 en 2016 à 1 029 agents en 2023. Cet effectif enregistre une tendance à la baisse, avec une régression de 97 agents sur la période et un taux d'accroissement moyen annuel négatif de 1,3%. La baisse continue des effectifs du personnel de LA POSTE s'explique par la suspension des recrutements par concours directs depuis 2018.

Selon les emplois, l'effectif des agents ayant un profil lié aux emplois spécifiques au domaine de la poste est passé de 584 à 630 sur la période 2015-2023, avec un taux d'accroissement annuel moyen de 0,5%. Quant aux effectifs des emplois non spécifiques au domaine de la poste, on note une tendance baissière avec un taux d'accroissement moyen annuel négatif de 3,7%.

L'évolution de l'effectif du personnel de LA POSTE BF par sexe laisse apparaître une faible représentativité des femmes sur la période 2016-2023, avec une proportion moyenne de 34,4%. L'effectif des femmes a enregistré un taux d'accroissement moyen annuel quasiment nul (0,04%) sur la période.

En 2023, l'effectif du personnel de LA POSTE BF est en baisse de 1,6% par rapport à 2022. Au cours de la même période, l'effectif du personnel spécifique au domaine de la poste est resté quasi stationnaire passant de 631 à 630 agents. La tranche du personnel non spécifique enregistre une baisse de 3,8% par rapport à 2022.

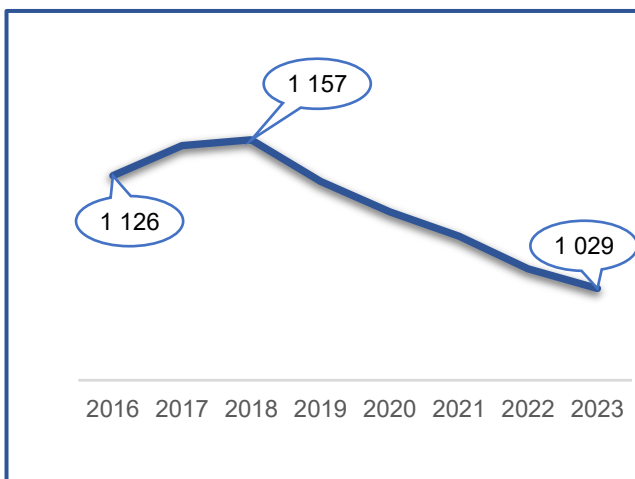
Sur les 1029 agents en activité à LA POSTE BF en 2023, le personnel spécifique représente plus de la moitié (61,2%). L'effectif total est constitué des agents d'exécution (58,0%) suivi des agents de maîtrise (31,6%) et des cadres de conception 10,4%. Selon la répartition par sexe en 2023, on dénombre 365 femmes soit 35,5% de l'effectif total des agents de LA POSTE BF.

Tableau 2 : Evolution du personnel de LA POSTE BF selon le sexe

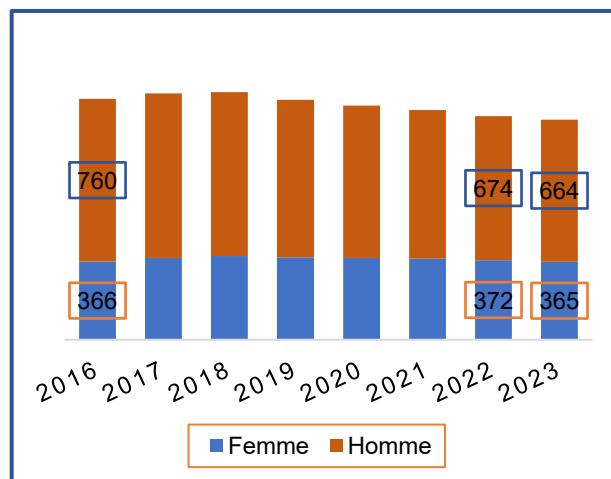
Sexe	Effectif en 2023	Variation de 2023 par rapport à 2022		Variation de 2023 par rapport à 2016		TAMA/2016
		Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	
Femmes	365	-7,0	-1,9%	-1	-0,3%	0,0%
Homme	664	-10,0	-1,5%	-96	-12,6%	-1,9%
Ensemble	1 029	-17,0	-1,6%	-97	-8,6%	-1,3%

Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2023 du MTDPCE.

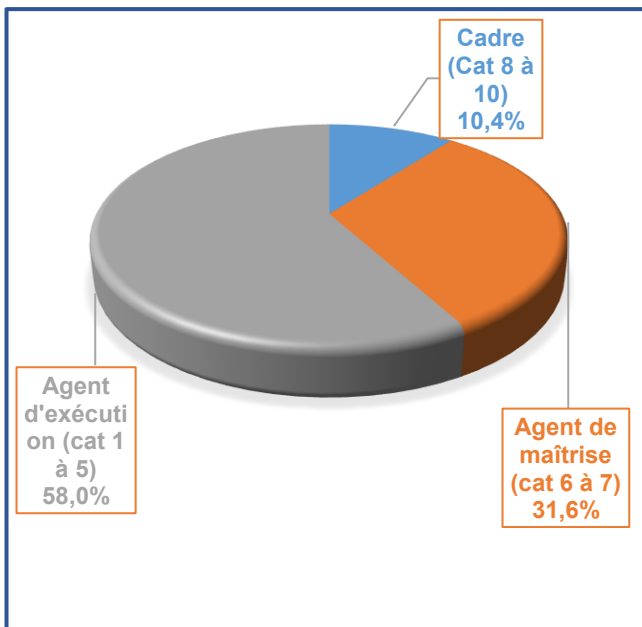
Graphique 5 : Evolution de l'effectif du personnel de LA POSTE BF de 2016 à 2023 (Nombre)



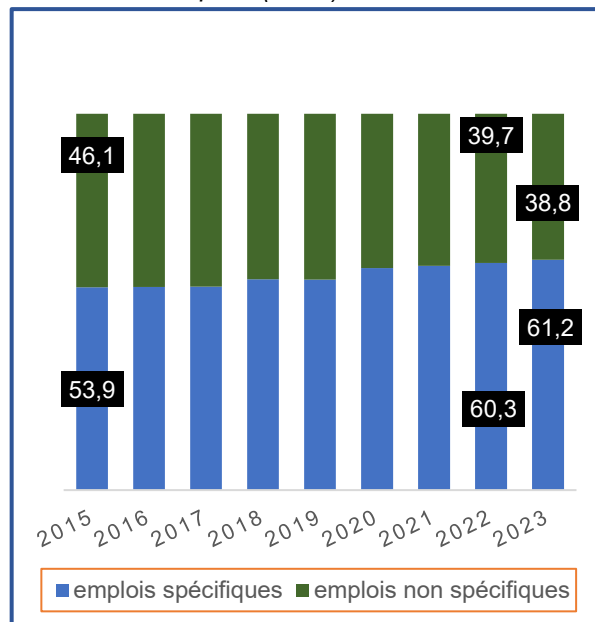
Graphique 6 : Evolution du personnel de LA POSTE BF par sexe (Nombre)



Graphique 7 : Personnel de LA POSTE BF par catégorie en 2023



Graphique 8 : Evolution du personnel de LA POSTE BF selon les emplois (En %)



Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2023 du MTDPCE.

I.2.2 L'Agence Nationale de Promotion des TIC (ANPTIC)

Points saillants :

- + Quasi décuplement du personnel féminin de l'ANPTIC entre 2015 et 2023 ;
- + Baisse de 15,0% du personnel de l'ANPTIC en 2023.

Commentaire général

L'effectif du personnel de l'ANPTIC est passé de 20 à 80 agents entre 2015 et 2023. Cet effectif affiche une tendance à la hausse, soit une augmentation globale de 60 agents sur la période avec un taux d'accroissement moyen annuel de 18,9%.

Selon les emplois, cet effectif est passé de 11 à 44 agents pour les emplois spécifiques au domaine du numérique, avec un taux d'accroissement moyen annuel de 18,9%, sur la période 2015-2023. Il en est de même pour les emplois non spécifiques au domaine du numérique.

Quant à l'évolution de l'effectif du personnel de l'ANPTIC par sexe, on note clairement une prédominance du sexe masculin avec une moyenne de 79,2% sur la période 2015-2023. Néanmoins, on constate que l'effectif du personnel féminin a presque été multiplié par 10, avec un taux d'accroissement moyen annuel de 32,5% sur la période.

Par rapport à 2022, l'effectif du personnel de l'Agence a baissé de 12 agents en 2023 imputables au personnel spécifique (-10 agents) et non spécifique (-2 agents). En ce qui concerne la répartition par sexe, on constate une légère baisse du personnel féminin de 2 agents contre 10 pour les hommes.

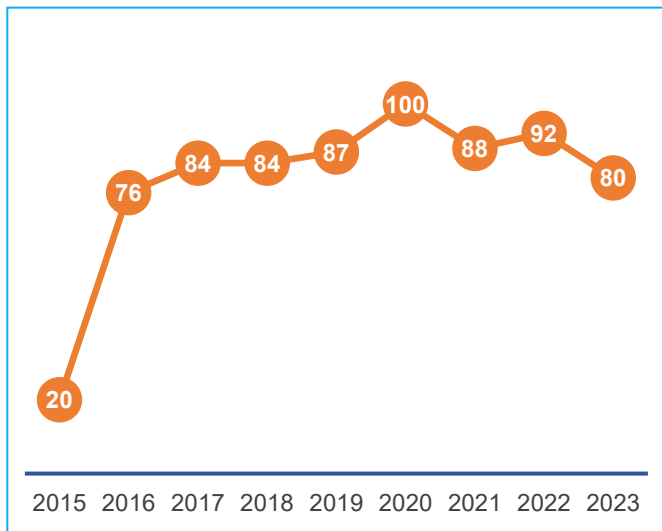
En 2023, sur 80 agents de l'ANPTIC, 44 ont un profil lié au domaine du numérique. Cet effectif est dominé par les agents de la catégorie B (42,5%) suivi de la catégorie A (41,3%). La catégorie E (4%) est la moins représentée. S'agissant de la répartition par sexe en 2023, l'ANPTIC compte 19 femmes, soit 23,8% de l'effectif total.

Tableau 3 : Evolution du personnel de l'ANPTIC selon le sexe

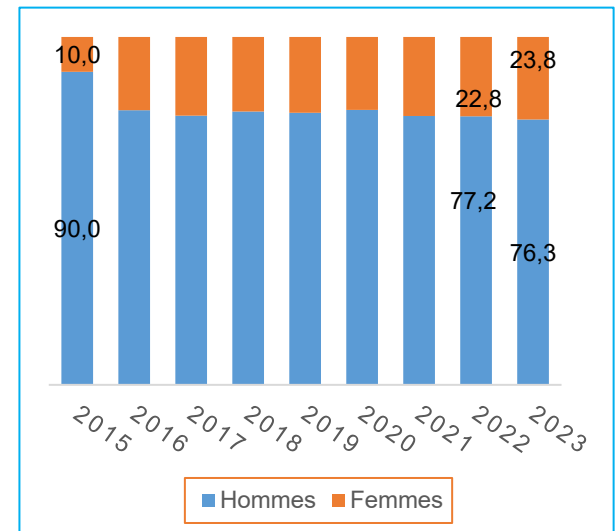
Sexe	Effectif en 2023	Variation de 2023 par rapport à 2022		Variation de 2023 par rapport à 2015		TAMA/2015
		Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	
Hommes	61	-10	-14,1%	43	238,9	16,5
Femmes	19	-2	-9,5%	17	850,0	32,5
Ensemble	80	-12	-13,0%	60	300,0	18,9

Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2023 du MTDPCE.

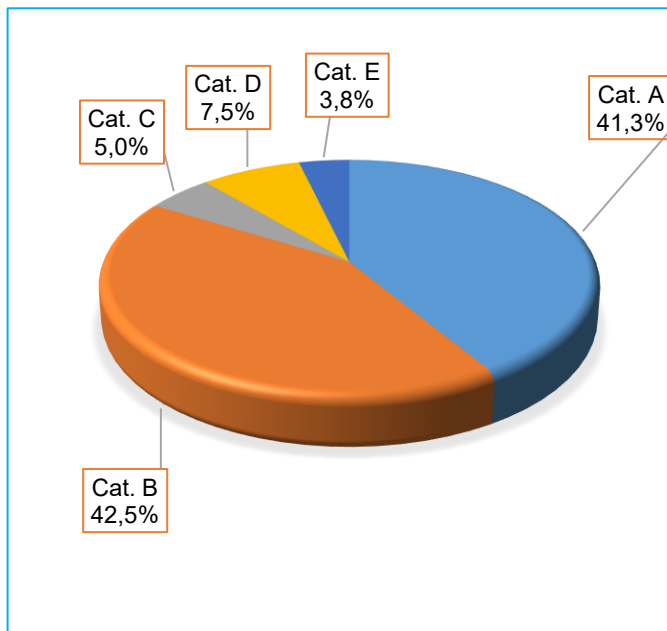
Graphique 9 : Evolution de l'effectif du personnel de l'ANPTIC de 2015 à 2023



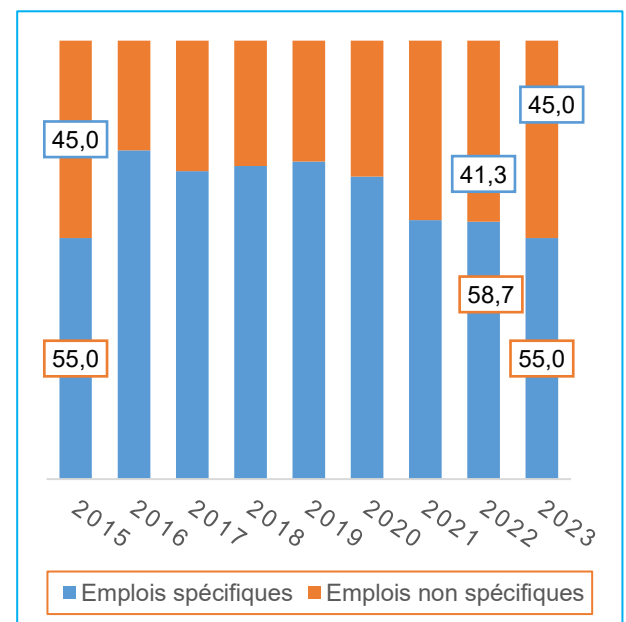
Graphique 10 : Evolution du personnel de l'ANPTIC selon le sexe (%)



Graphique 11 : Répartition du personnel de l'ANPTIC par catégorie en 2023





Graphique 12 : Evolution du personnel de l'ANPTIC selon les emplois (En %)



Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2023 du MTDPCE

I.2.3 Evolution du personnel des opérateurs de réseau de téléphonie

Points saillants :

-  Baisse continue du personnel de ONATEL SA entre 2015 et 2023 ;
-  Hausse de l'effectif du personnel des opérateurs de réseau de téléphonie entre 2022 et 2023 de 22 agents.

Commentaire général :

L'effectif du personnel des opérateurs de réseau de téléphonie est passé de 1 327 en 2015 à 1 192 agents en 2023. Cet effectif affiche une tendance à la baisse, avec une régression de 135 agents sur la période et un taux d'accroissement annuel moyen négatif de 1,3%. Cette baisse générale est induite par ONATEL SA et s'explique par les départs à la retraite, les démissions, la faiblesse des effectifs de recrutement externe et le recours à la sous-traitance. Malgré cette situation, le personnel de ONATEL SA reste largement supérieur aux effectifs des deux autres opérateurs que sont ORANGE BURKINA FASO SA et TELECEL FASO SA. Suivant l'évolution de l'effectif du personnel des opérateurs par sexe, on constate une régression globale du personnel féminin de 6,2% et 11,5% pour les hommes sur la période 2015-2023.

Entre 2022 et 2023, l'effectif du personnel des opérateurs est passé de 1170 à 1192 agents, soit une hausse de 22 agents. Cette variation est la résultante d'une diminution de 17 agents pour ONATEL SA, de 6 agents pour TELECEL FASO SA et d'une augmentation de 45 agents dans l'effectif de ORANGE BURKINA FASO SA. Par sexe, on note une hausse de quatre (04) femmes et une baisse de 18 hommes.

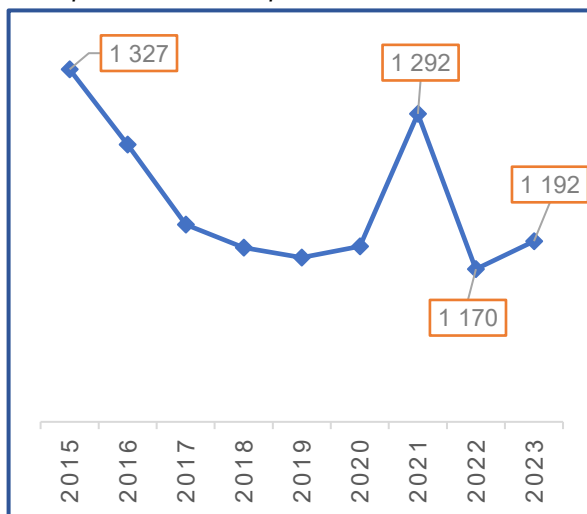
En 2023, on dénombre 1 192 agents en activité pour l'ensemble des opérateurs de réseau de téléphonie dont 610 pour ONATEL SA, 367 pour ORANGE BURKINA FASO SA et 215 pour TELECEL FASO SA. Concernant la répartition par sexe, on enregistre 304 femmes (25,5%) et 888 hommes (74,5%). Suivant la répartition du personnel féminin par opérateur, il ressort que 9,6% du personnel de ONATEL SA sont des femmes et de 7,3% et 9,3% respectivement pour TELECEL FASO SA et ORANGE BURKINA FASO SA.

Tableau 4 : Evolution du personnel des opérateurs selon le sexe

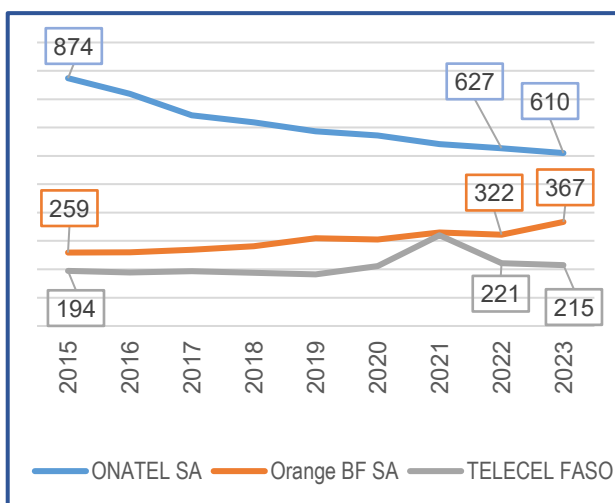
Sexe	Effectif en 2023	Variation par rapport à 2022		Variation par rapport à 2015		TAMA/2015
		Effectif	Pourcentage	Effectif	Pourcentage	
Hommes	888	18	2,1	-115	-11,5	-1,5
Femmes	304	4	1,3	-20	-6,2	-0,8
Ensemble	1 192	22	1,9	-135	-10,2	-1,3

Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2023 du MTDPCE

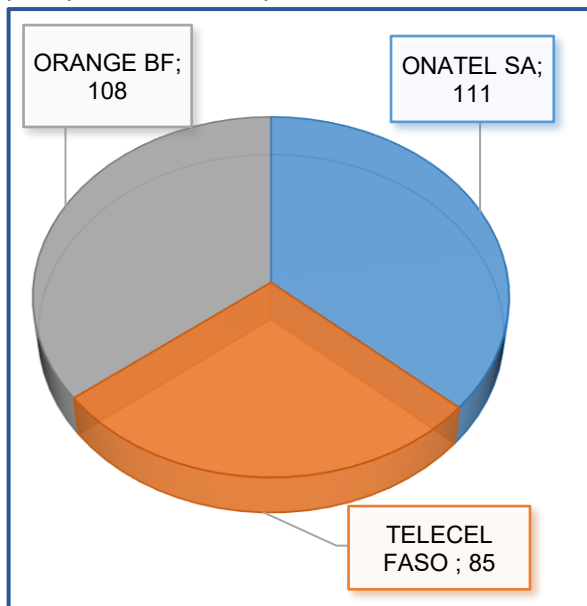
Graphique 13: Evolution de l'effectif du personnel des opérateurs de téléphonie mobile



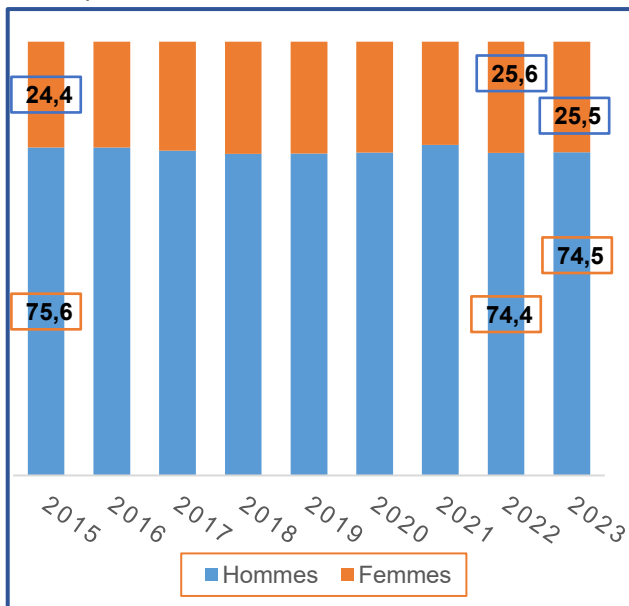
Graphique 14: Evolution de l'effectif du personnel des opérateurs de téléphonie mobile par opérateur



Graphique 15: Répartition du personnel féminin par opérateurs de téléphonie mobile en 2023



Graphique 16: Evolution du personnel des opérateurs de téléphonie mobile selon le sexe



Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2023 du MTDPCE

II. Ressources budgétaires

L'analyse des ressources budgétaires traite de l'évolution des ressources budgétaires des structures centrales et rattachées du MTDPCÉ.

II.1 Évolution des ressources budgétaires des structures centrales du MTDPCÉ

Points saillants :

- + 61,5% du budget global de 2023 alloués aux investissements ;
- + 51,7% des ressources propres de l'Etat allouées aux investissements en 2023 ;
- + Plus Faible dotation enregistrée en 2023 (7,8 milliards de FCFA)

Commentaire général :

Dans le cadre de la mise en œuvre de ses activités, le Ministère de la transition digitale, des postes et des communications électroniques bénéficie non seulement des ressources du budget de l'Etat, mais aussi de celles des Partenaires techniques et financiers (PTF). Ces activités sont exécutées à travers quatre (04) programmes budgétaires que sont : (i) Développement d'infrastructures de communications électroniques (DICE) ; (ii) Transformation et écosystème numérique (TEN) ; (iii) Appui au sous-secteur postal (ASSP) et (iv) Pilotage et soutien aux structures du ministère (PSSM). Cette section traite de la dotation et de l'exécution budgétaire.

➤ Dotation budgétaire

De 2014 à 2023 les ressources budgétaires allouées au ministère ont évolué en dents de scie avec un pic en 2020 (32,1 milliards de FCFA) et la plus faible dotation est enregistrée en 2023 (7,8 milliards de FCFA). Au cours de cette période, les dotations du ministère ont connu une régression globale de l'ordre de 1,4% avec un taux d'accroissement moyen annuel des ressources budgétaires négatif de 0,2%.

Les dotations budgétaires du ministère par nature de dépenses révèlent que les dépenses en capital, au cours de la période 2014-2023, représentent chaque année en moyenne 80,7% du budget total du ministère, avec un taux d'accroissement moyen annuel négatif de 1,4%. Pour ce qui est du financement extérieur, il représente en moyenne chaque année 66,6% des dépenses en capital.

Au titre des deux dernières années, les crédits alloués au ministère sont passés de 11,9 milliards de FCFA en 2022 à 7,8 milliards de FCFA en 2023, soit une baisse significative de 34% imputable aux différentes catégories de dépenses qui ont connu une baisse considérable en 2023. En effet, la dotation des dépenses en capital est passée de 8,1 à 4,8 milliards de FCFA, soit une régression de 40,9% due à la clôture des projets qui étaient en exécution (PBNT, e-Burkina et PADTIC). S'agissant des dépenses ordinaires, elles sont passées de 3,8 à 3,0 milliards, soit une régression de 20,68% qui se justifie par la réduction des crédits budgétaires destinés au paiement des frais d'écoulement du trafic internet du RESINA vers le PAV et vers le BFIX (les arriérées ont été épongés en 2022) et les crédits affectés au paiement des factures d'eau, d'électricité et de téléphone.

En 2023 les dotations budgétaires du MTDPCÉ étaient de 7,8 milliards de FCFA. Les dépenses en capital représentent 61,5% et 38,5% pour les dépenses courantes. La répartition des dotations par programme budgétaire (hors financement extérieur) en 2023 fait ressortir un déséquilibre avec 67,0% des crédits alloués au programme « DICE ». Les parts allouées aux autres programmes ressortent à 17,3% ; 0,4% et 15,3% respectivement pour les programmes « TEN », « ASSP » et « PSSM ». En ce qui concerne le

« PSSM », les normes de budgétisation sont respectées dans la mesure où son poids budgétaire qui est de 15,3% est inférieur à la norme de 25% établie pour les programmes budgétaires de pilotage. Les autres programmes ne sont pas soumis à cette norme.

➤ **Exécution du budget**

En ce qui concerne l'exécution du budget, les taux ont connu une évolution en dents de scie avec une moyenne de 68,9% sur la période 2014-2023. Le taux d'exécution le plus élevé est observé en 2020 avec 98,6% et le plus faible en 2015 avec 32%.

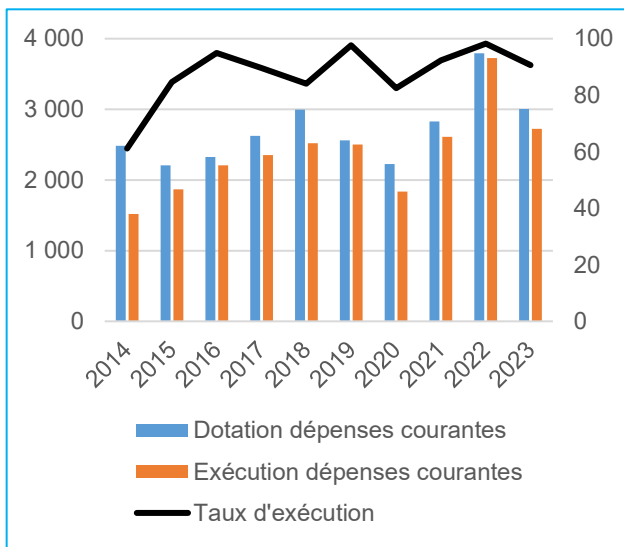
Au titre des deux dernières années, le taux de consommation des crédits alloués au ministère est passé de 54,5% en 2022 à 83,8% en 2023, soit une progression de 29,3 points. Cette progression s'explique par les efforts déployés par le ministère pour éviter la constitution de dossiers non aboutis et la levée des mesures de suspension des décaissements instaurées en 2022 par les partenaires suite aux changements institutionnels.

Tableau 5 : Evolution des prévisions budgétaires par nature de dépenses du MTDPCÉ

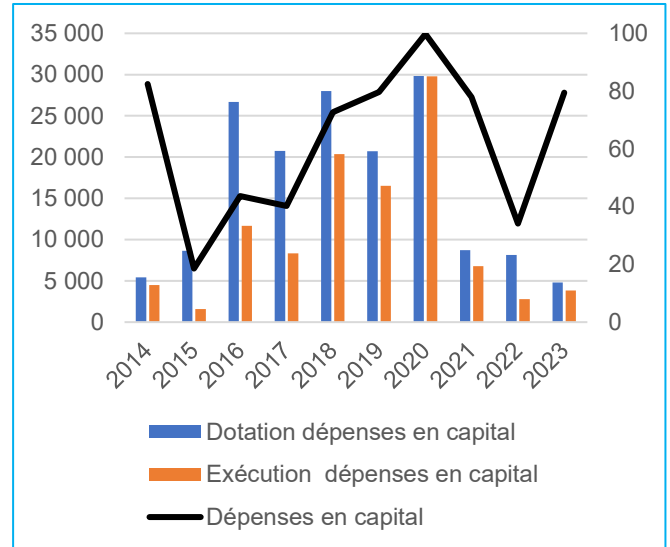
Dotation	Montant en 2023 (En milliers de FCFA)	Variation de 2023 par rapport à 2022		Variation de 2023 par rapport à 2014		TAMA/2014
		En milliers de FCA	Pourcentage	En milliers de FCFA	Pourcentage	
Dépenses courantes	3 007 102	-783 966	-20,7	523 352	21,1	2,1
Dépenses en capital	4 809 759	-3 329 525	-40,9	-631 555	-11,6	-1,4
Total	7 816 861	-4 113 491	-34,5	-108 203	-1,4	-0,2

Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2023 du MTDPCÉ

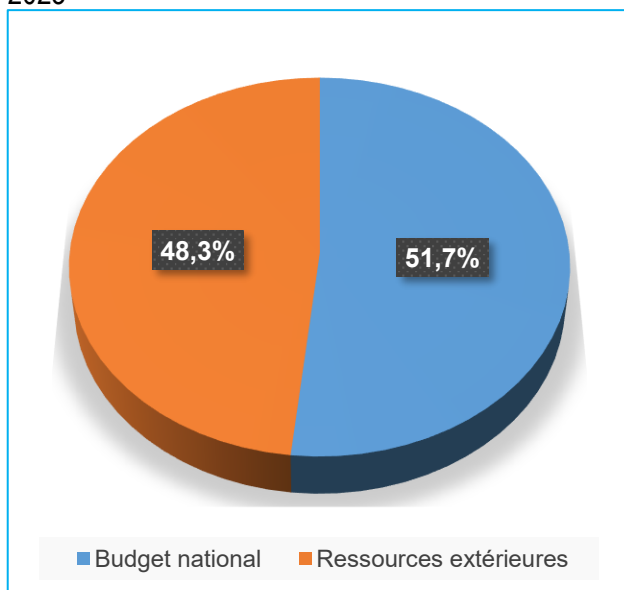
Graphique 17 : Evolution des dotations et de l'exécution des dépenses courantes du MTDPCÉ (En millions de FCFA et en %).



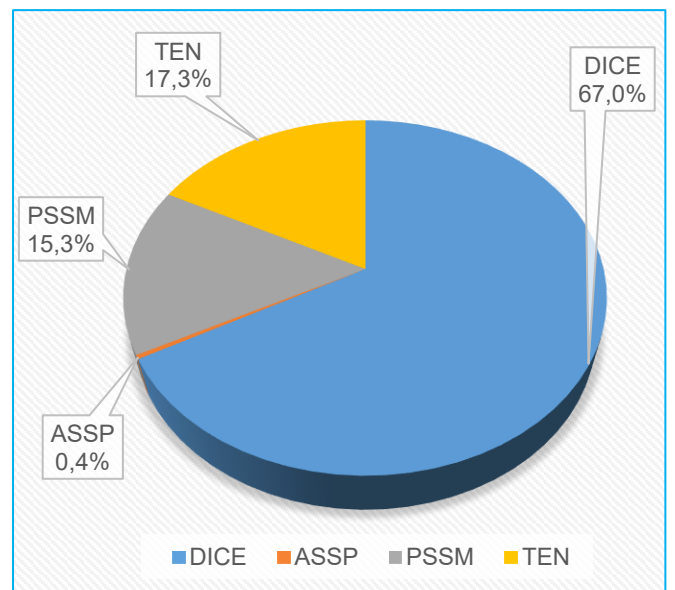
Graphique 18 : Evolution des dotations et de l'exécution des dépenses en capital du MTDPCÉ (En millions de FCFA et en %).



Graphique 19 : Répartition des dotations d'investissements par source de financement en 2023



Graphique 20 : Répartition des dotations budgétaires par programme en 2023 (hors financements extérieurs)



Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2023 du MTDPCÉ

II.2 Évolution des ressources budgétaires des structures rattachées

II.2.1 Évolution du budget de l'ANPTIC

Points saillants :

- ✚ Régression des ressources budgétaires (49,4%) en 2023 ;
- ✚ Hausse des recettes propres de 5,0% par rapport à 2022 ;
- ✚ Hausse des subventions de l'Etat de 45,8% par rapport à 2022.

Commentaire général :

Dans le cadre de la mise en œuvre de ses activités, l'Agence nationale de promotion des technologies de l'information et de la communication (ANPTIC) mobilise ses ressources propres mais bénéficie aussi de la subvention de l'Etat et des financements des partenaires techniques et financiers. Cette section fait l'analyse des ressources et des exécutions budgétaires.

➤ Ressources budgétaires

De 2015 à 2023, les ressources budgétaires de l'ANPTIC sont passées de 683 millions de FCFA à 4 milliards de FCFA, avec un pic de 19,4 milliards en 2018. Au cours de cette période, les ressources de l'ANPTIC ont connu une forte hausse, avec un taux d'accroissement moyen annuel de 21,9%.

Par nature de ressources budgétaires, les recettes propres de l'Agence connaissent une tendance haussière passant de 428 millions de FCFA à 2,4 milliards de FCFA avec un taux d'accroissement moyen annuel de 24,1% sur la même période. Quant aux subventions de l'Etat, elles ont évolué de 255 millions de FCFA en 2015 à 1,6 milliard de FCFA en 2023, soit un taux d'accroissement moyen annuel de 26,3%.

Au cours des deux dernières années, les ressources globales de l'ANPTIC sont passées de 8,0 milliards de FCFA en 2022 à 4,1 milliards de FCFA en 2023, soit une régression de 49,4%. Cette situation s'explique, entre autres, par la clôture de deux projets (PADTIC, e-Burkina) en 2022 dont les budgets étaient associés à celui de l'ANPTIC.

Entre 2022 et 2023, les recettes propres de l'ANPTIC ont connu une légère hausse de 5,0%. En 2023, ces recettes s'élèvent à 2,4 milliards de FCFA et représentent 59,4% du budget global de l'ANPTIC.

Les subventions de l'Etat sont passées de 1,1 milliard de FCFA en 2022 à 1,6 milliard en 2023, soit une hausse de 45,8%. Cette hausse s'explique essentiellement par le transfert à titre exceptionnel de crédit d'investissement destiné au renforcement et à la maintenance du RESINA. En 2023, les subventions de l'Etat représentent 40,6% des ressources budgétaires de la structure.

➤ Exécution des dépenses

L'évolution du taux d'exécution budgétaire de l'ANPTIC affiche une moyenne de 88,7% entre 2015 et 2023. Entre 2022 et 2023, ce taux est passé de 93,7% à 57,8% soit une régression de 35,9 points.

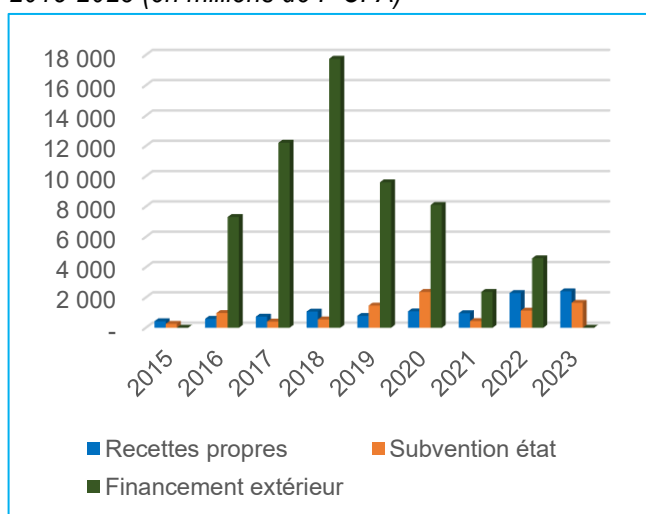
Les dépenses exécutées en 2023 s'élèvent à 3,4 milliards de CFA sur une prévision de 5,9 milliards de FCFA. L'analyse de l'exécution par nature de dépense en 2023, fait ressortir que la consommation des ressources allouées aux investissements se chiffre à 1,1 milliard de FCFA sur une prévision de 1,9 milliard de FCFA, soit un taux d'exécution de 58,2%. La part allouée aux investissements représente 33,7% de la prévision de l'ANPTIC.

Tableau 6 : Evolution des ressources budgétaires par source de financement de l'ANPTIC

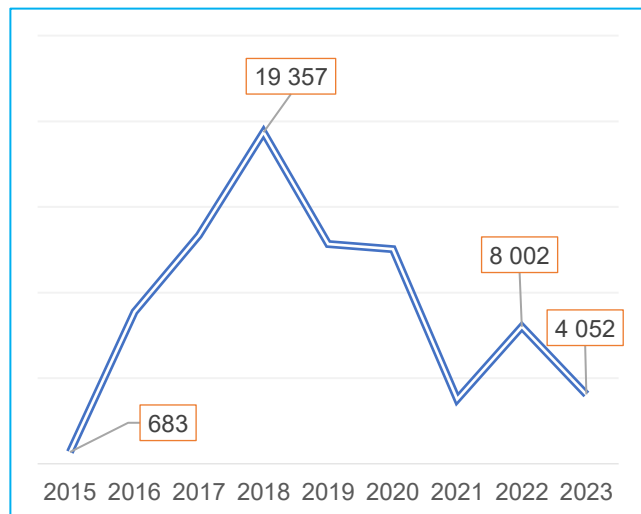
Ressources	Montant en 2023 (En millions de FCFA)	Evolution par rapport à 2022		Evolution par rapport à 2015		TAMA/2015
		En millions de FCFA	Pourcentage	En millions de FCFA	Pourcentage	
Recettes propres	2 406	115	5,0	1 978	462,1	24,1
Dotation de l'Etat	1 646	517	45,8	1 391	545,5	26,3
Financement extérieur	-	-4 582	-100,0	-	NA	NA
Total	4 052	-3 950	-49,4	3 369	1 071,6	24,9

Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2023 du MTDPCE.

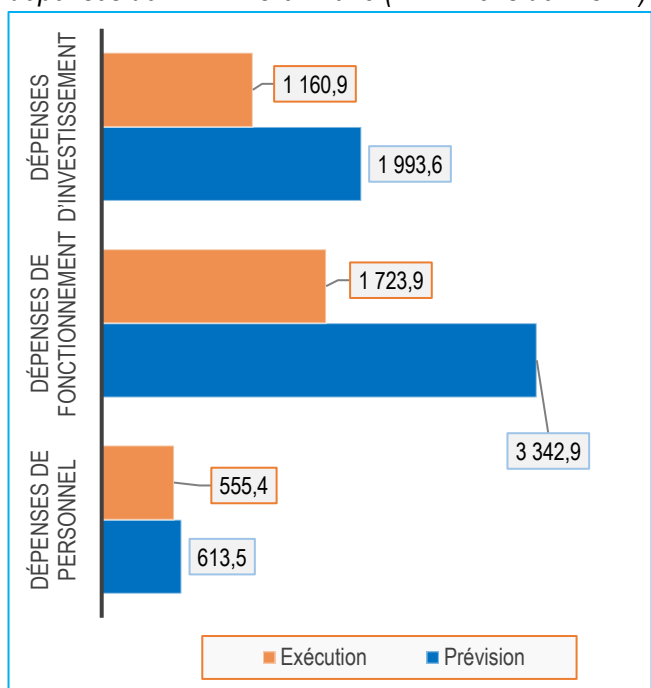
Graphique 21 : Evolution des ressources budgétaires de l'ANPTIC selon les sources de financement entre 2015-2023 (en millions de F CFA)



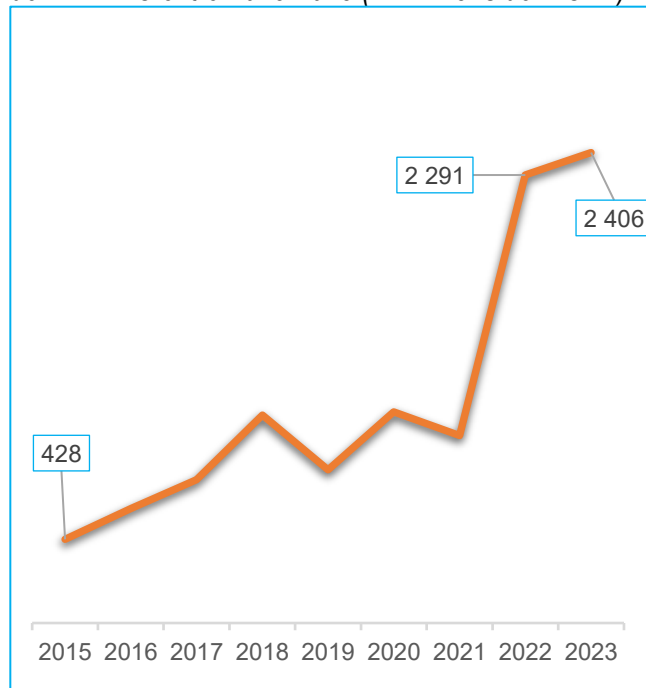
Graphique 22 : Evolution des ressources budgétaires de l'ANPTIC entre 2015-2023 (En millions de F CFA)



Graphique 23 : Exécution budgétaire par nature de dépenses de l'ANPTIC en 2023 (En millions de F CFA)



Graphique 24 : Evolution des recettes propres de l'ANPTIC entre 2015-2023 (En millions de F CFA)



Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2023 du MTDPCE

II.2.2 Évolution du budget de LA POSTE BF

Points saillants :

- + Régression de 59,1 points du taux d'exécution du budget en 2023 ;
- + 68,1% pour les dépenses de personnel en 2023

Commentaire général :

LA POSTE BF est une société d'Etat avec une autonomie de gestion. Elle est une structure rattachée au MTDPCE. Dans le cadre de la mise en œuvre de ses activités, elle fonctionne principalement sur ressources propres.

➤ Ressources budgétaires

Les ressources budgétaires de LA POSTE BF sont passées de 22,7 milliards de FCFA en 2014 à 30,6 milliards de FCFA en 2023 avec un taux d'accroissement moyen annuel de 3,4%.

L'analyse par nature de ressources sur la période 2014-2023 montre que les recettes propres connaissent une tendance haussière, avec un taux d'accroissement moyen annuel de 3,3%. Quant aux subventions de l'Etat, elles ont fortement baissé passant de 182,7 millions de FCFA en 2014 à 100 millions de FCFA en 2023. En ce qui concerne les financements extérieurs, ils sont passés de 1 million de FCFA en 2014 à 250 millions de FCFA en 2023.

Au titre des deux dernières années, les ressources de LA POSTE BF sont passées de 30,1 milliards de FCFA en 2022 à 30,6 milliards de FCFA en 2023, soit une légère hausse de 1,4%. Pour ce qui est des recettes propres, elles sont passées de 30,1 à 30,2 milliards.

En 2023, sur une prévision totale de 29,6 milliards de FCFA, un montant de 3,6 milliards de FCFA a été consacré aux investissements, soit 12,2% du budget global.

➤ Exécution des dépenses

De 2014 à 2023, LA POSTE BF a exécuté en moyenne 30,2 milliards de FCFA de dépenses par an.

L'analyse par nature de dépenses sur la période 2014-2023 indique que la part du budget consacrée aux investissements évolue en dents de scie avec un pic en 2021 (19,8%). L'évolution du taux d'exécution des investissements affiche une moyenne de 67,1% entre 2014 et 2023.

En 2023, la structure a consommé un montant de 22,5 milliards de FCFA sur une prévision de 29,6 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 75,8% contre 106,0% en 2022. Cela s'explique par le report des paiements de certaines activités. Pour ce qui concerne le taux d'exécution des investissements, il a connu une baisse considérable passant de 69,1% en 2022 à 55,2% en 2023.

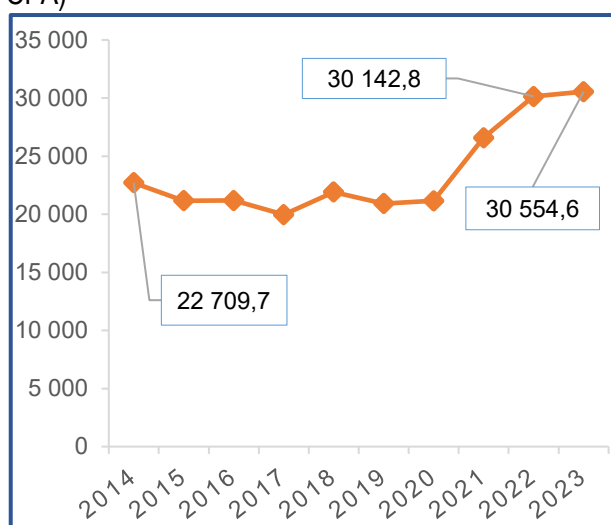
En 2023, les dépenses exécutées par LA POSTE-BF d'un montant total de 22,5 milliards de CFA se répartissent par nature de dépenses comme suit : 31,7% pour les dépenses de personnel, 59,3% pour les dépenses de fonctionnement et 8,9% pour les investissements.

Tableau 7 : Evolution des ressources budgétaires par source de financement de LA POSTE BF entre 2014 et 2023

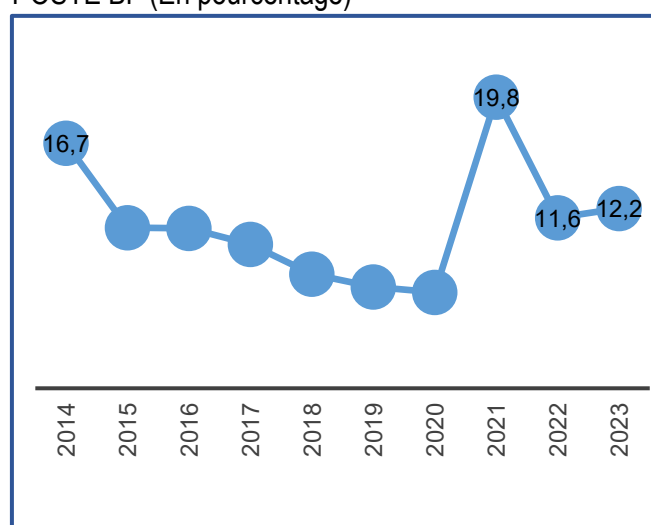
Ressources	Montant en 2023 (En milliers de FCFA)	Variation de 2023 par rapport à 2022		Variation de 2023 par rapport à 2014		TAMA/2014
		En milliers de FCFA	Pourcentage	En milliers de FCFA	Pourcentage	
Recettes propres	30 204 589	61 765	0,2	7 678 650	34,1	3,3
Subvention de l'Etat	100 000	100 000	NA	-82 726	-45,3	-6,5
Financement extérieur	250 000	250 000	NA	249 000	24900	84,7
Total	30 554 589	411 765	1,4	7 844 924	34,5	3,4

Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2023 du MTDPCE

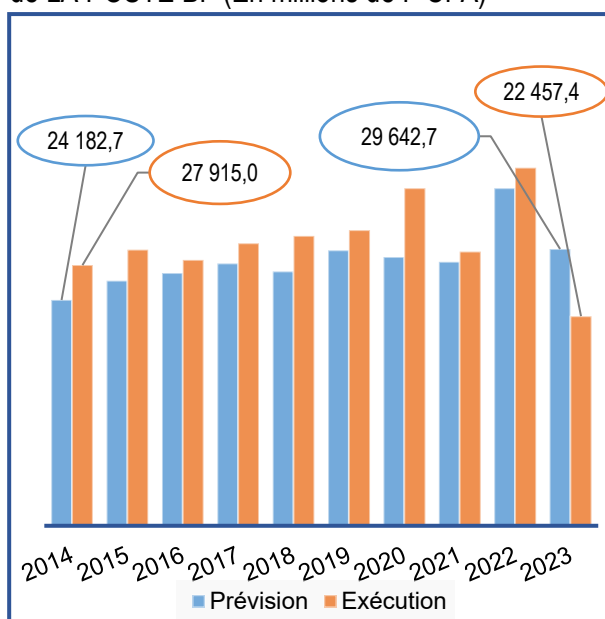
Graphique 25 : Evolution des ressources budgétaires de LA POSTE BF (En millions de F CFA)



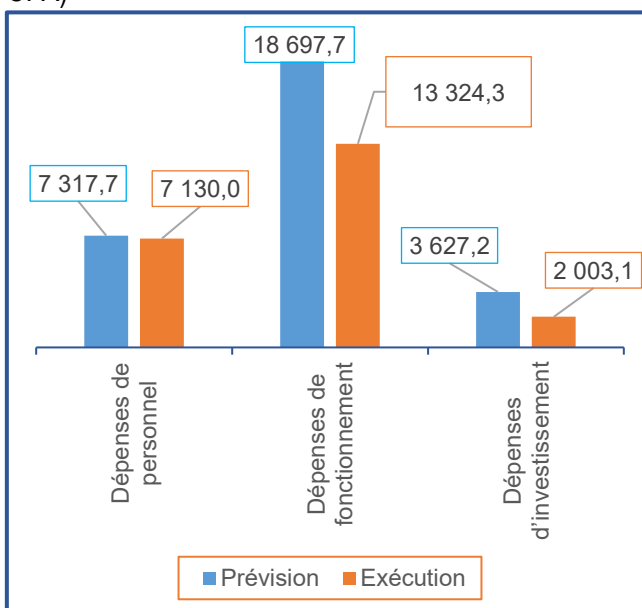
Graphique 26 : Evolution des parts allouées aux investissements dans le budget prévisionnel de LA POSTE BF (En pourcentage)



Graphique 27 : Evolution de l'exécution budgétaire de LA POSTE BF (En millions de F CFA)



Graphique 28 : Exécution budgétaire par nature de dépenses de LA POSTE BF en 2023 (en millions de F CFA)



Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2023 du MTDPCE

Chapitre 2 : Données synoptiques

I. Données économiques

Points saillants :

- ✚ Augmentation de 11,3% de la valeur ajoutée des Postes et Télécommunications à prix courant entre 2022 et 2023 ;
- ✚ Augmentation de 0,2 point de la part contributive des Postes et Télécommunications entre 2022 et 2023 ;
- ✚ Contribution moyenne de 2,5% du secteur des Postes et Télécommunications au PIB sur la période 2014-2023.

Commentaire général :

Cette partie traite de la valeur ajoutée des Postes et Télécommunications à prix courant ainsi que la contribution du secteur des postes et télécommunications au Produit Intérieur Brut (PIB).

La valeur ajoutée des Postes et télécommunications à prix courant est passée de 172,5 milliards de FCFA en 2014 à 277,1 milliards de FCFA en 2023, soit un taux d'accroissement moyen annuel de 5,4%. Malgré cette augmentation générale moyenne sur la période 2014-2023, cet indicateur a enregistré des baisses en 2018 (-3,5%) et en 2022 (-6,6%). Entre 2022 et 2023, on note une progression de l'indicateur de 11,3%, soit une augmentation de 28,1 milliards de FCFA.

En rapportant la valeur ajoutée des Postes et télécommunications à prix courant au PIB du Burkina Faso sur la période 2014-2023, il ressort qu'elle a contribué en moyenne à hauteur de 2,5% malgré une tendance générale à la baisse, imputable aux années 2018 (-0,3 point), 2020 (-0,2 point) et 2022 (-0,4 point). On note par ailleurs une stagnation de cette contribution d'une part, sur la période 2014-2017 et d'autre part sur la période 2020-2021. Toutefois, la contribution du secteur des Postes et télécommunications a observé la même tendance que la valeur ajoutée en augmentant de 0,2 point entre 2022 et 2023.

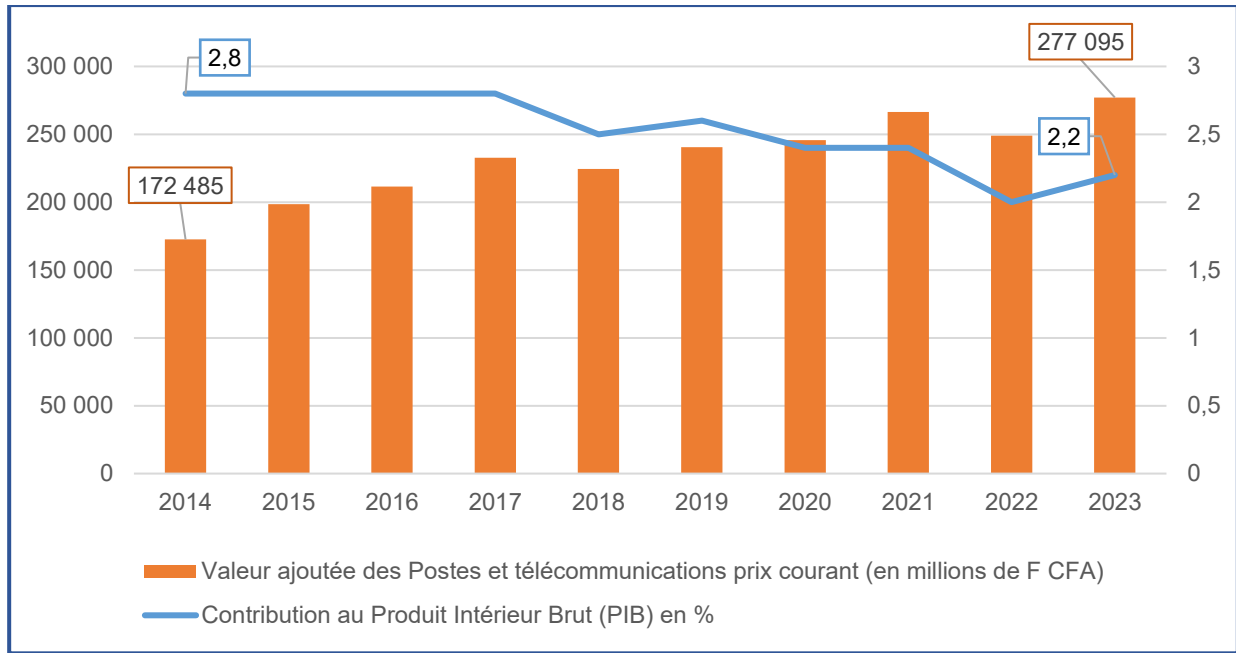
Notes méthodologiques :

Produit Intérieur Brut (PIB) du Burkina Faso : C'est un indicateur économique qui mesure la valeur totale de la richesse annuelle produite par les agents économiques résidents au Burkina Faso.

Valeur ajoutée des Postes et télécommunications à prix courant : C'est un indicateur économique qui mesure la valeur ou la richesse créée par le secteur des postes et télécommunications au cours d'une période donnée.

Part des Postes et télécommunications dans le Produit Intérieur Brut (PIB) : Rapport entre la valeur ajoutée des postes et télécommunications et le PIB du Burkina Faso.

Graphique 29 : Evolution de la contribution au PIB du secteur des postes et des télécommunications (en millions de FCFA et en %)



Source : DGEP/IAP, mars 2024

II. Ressources énergétiques

Points saillants :

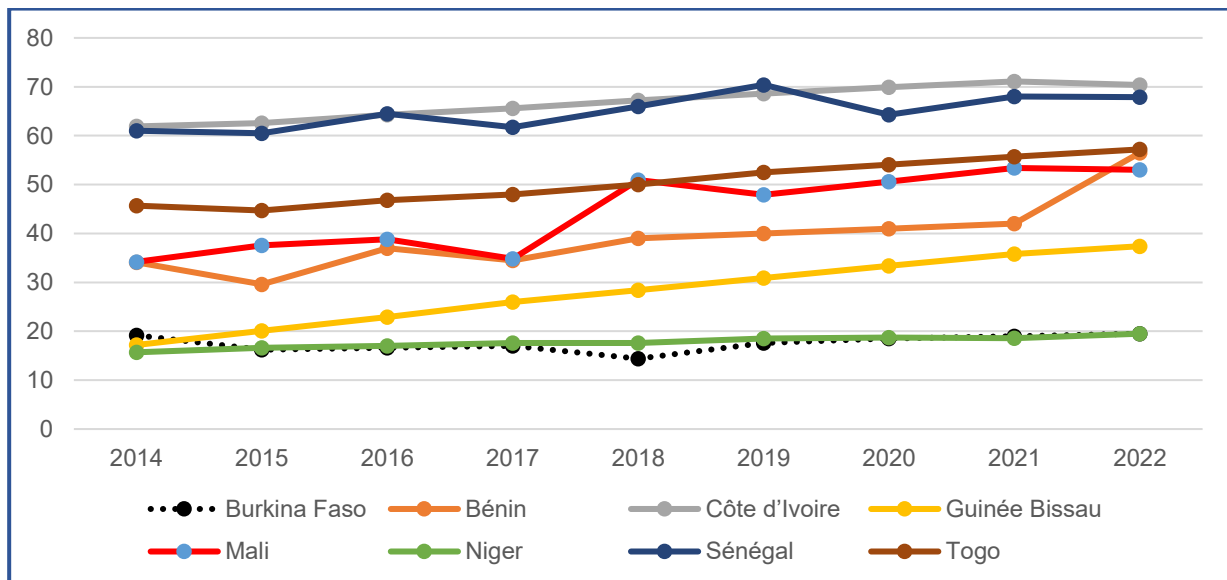
- ✚ Faible progression du taux d'électrification du Burkina Faso entre 2014 et 2022 ;
- ✚ Le Burkina Faso et le Niger sont les deux pays de l'UEMOA ayant les plus faibles taux d'électrification en 2022.

Commentaire général :

Cette section traite du taux d'électrification du Burkina Faso et des autres pays de l'UEMOA. Ces données sont issues de la base de données de la Banque mondiale. Le taux d'électrification correspond ici au pourcentage de la population ayant accès à l'électricité.

Le taux d'électrification du Burkina Faso a peu évolué entre 2014 et 2022. Il est en effet passé de 19,2% en 2014 à 19,5% en 2022, soit une légère augmentation de 0,3 point sur la période. Toutefois, on enregistre une baisse de l'indicateur en 2015 (-3 points) et en 2018 (-2,6 points). En comparaison avec les autres pays de l'UEMOA, il apparaît qu'en 2022, à égalité avec le Niger, le Burkina Faso est le pays de l'union ayant le plus faible taux d'électrification. Pour la même année, des pays comme le Togo, le Sénégal et la Côte d'Ivoire ont enregistré respectivement des taux d'électrification de 57,2%, 67,9% et 70,4%, largement supérieurs à celui du Burkina Faso.

Graphique 30 : Evolution comparée du taux d'électrification dans les pays de l'UEMOA de 2014 à 2022 (En %).



Source : The World Bank, World Development Indicators 2023

III. Technologies

Points saillants :

- ✚ Le Burkina Faso occupe en moyenne le 6^{ème} rang sur la période 2014-2022 en termes de taux de pénétration de la téléphonie fixe dans l'UEMOA ;
- ✚ Le Burkina Faso occupe en moyenne le 4^{ème} rang sur la période 2014-2022 en termes de taux de pénétration de la téléphonie mobile dans l'UEMOA.

Commentaire général

Cette partie analyse le taux de pénétration de la téléphonie fixe et de la téléphonie mobile du Burkina Faso et des autres pays de l'UEMOA. Il convient de noter que la Guinée-Bissau n'a pas fourni de données sur toute la période. Quant au Niger, ce sont les données des années 2018 et 2022 qui ne sont pas disponibles.

➤ Taux de pénétration de la téléphonie fixe (proportion des abonnements pour 100 habitants)

Entre 2014 et 2022, le taux de pénétration de la téléphonie fixe du Burkina Faso est passé de 0,7% en 2014 à 0,4% en 2022, soit une régression de 0,3 point sur la période. En moyenne sur la période, le pays occupe le 6^{ème} rang sur 7, les données de la Guinée Bissau n'étant pas disponibles.

Au sein de l'UEMOA en 2022, il apparaît que la Côte d'Ivoire, le Mali et le Sénégal avec respectivement 0,9%, 1,4% et 1,7% sont les pays qui présentent les meilleurs taux de pénétration de la téléphonie fixe tandis que le Bénin avec 0,01% est celui avec le plus faible taux. Le Burkina occupe le 5^{ème} rang sur 7 pays concernés.

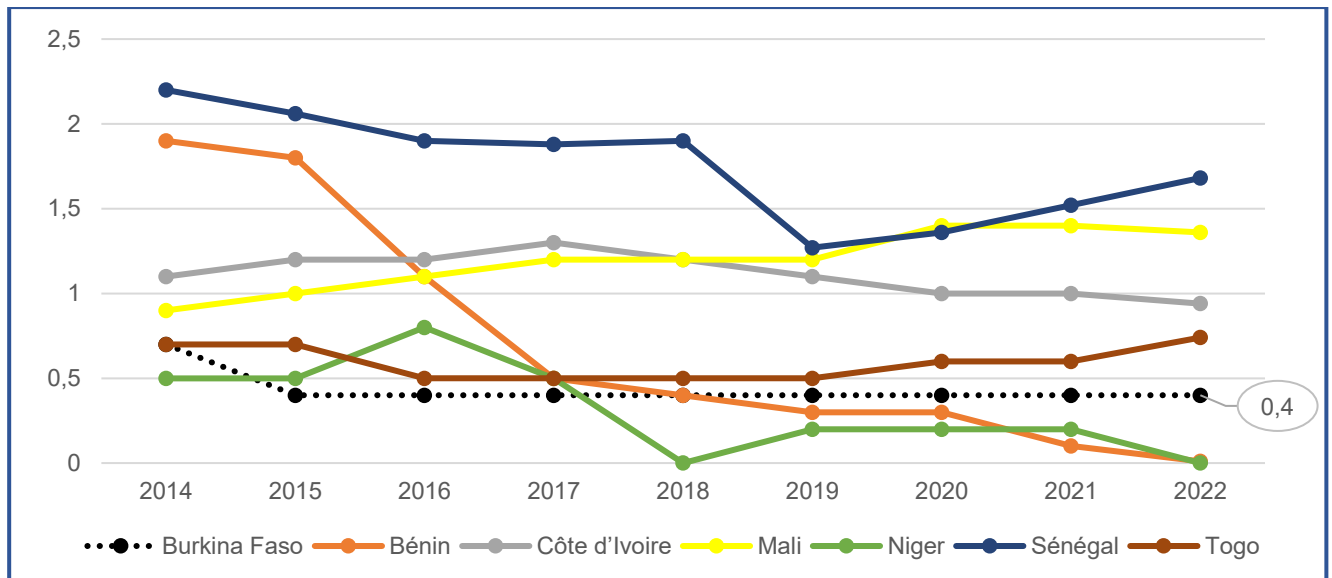
➤ Taux de pénétration à la téléphonie mobile (proportion des abonnements pour 100 habitants)

Le taux de pénétration de la téléphonie mobile du Burkina Faso a connu une hausse continue sur la période 2014-2022, passant de 71,1% en 2014 à 115,7% en 2022, soit une hausse de 44,6 points sur la période. C'est en 2019 que le pays franchit pour la première fois le cap de 100% de taux de pénétration de la téléphonie mobile, signifiant que le nombre d'abonnements actifs sur le territoire est supérieur à la population du pays.

Au sein de l'UEMOA sur la période 2014-2022, le Burkina Faso enregistre un taux de pénétration moyen de la téléphonie mobile de 95,4%, le plaçant au 4^e rang tandis que la Côte d'Ivoire occupe le premier rang avec un taux moyen de 135,6%.

En 2022, au sein de l'UEMOA, le Burkina Faso a un taux de pénétration de la téléphonie mobile qui est supérieur à celui du Togo (74,2%), du Bénin (109%) et du Mali (114,5%) ; mais inférieur à celui du Sénégal (120,4%), de la Guinée-Bissau (125,9%) et de la Côte d'Ivoire (174%).

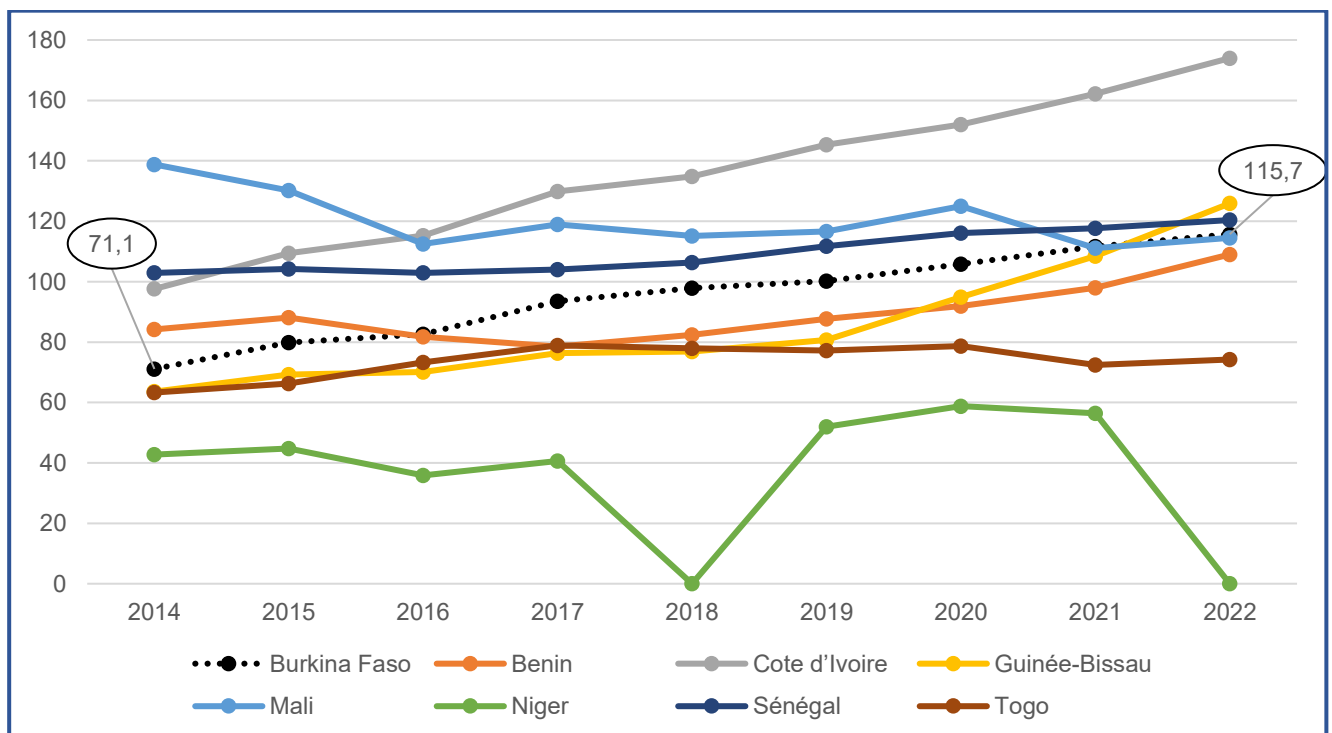
Graphique 31 : Evolution comparée du taux de pénétration de la téléphonie fixe dans les pays de l'UEMOA de 2014 à 2022 (En %).



Source : The World Bank, World Development Indicators 2023

NB : Données non disponibles pour le Niger en 2018 et 2022.

Graphique 32 : Evolution comparée du taux de pénétration de la téléphonie mobile dans les pays de l'UEMOA de 2014 à 2022 (En %).



Source : The World Bank, World Development Indicators 2023.

NB : Données non disponibles pour le Niger en 2018 et 2022.

Chapitre 3 : Communications électroniques

Le secteur burkinabè des communications électroniques compte onze (11) opérateurs titulaires de licences individuelles en fin 2023. Selon l’objet de ces licences ces opérateurs se regroupent comme suit :

- ✓ Trois (3) opérateurs de réseaux de communications électroniques ouverts au public ;
- ✓ Quatre (4) opérateurs de réseaux de fibre optique ;
- ✓ Deux (2) opérateurs de réseaux d’infrastructures passives ;
- ✓ Un (1) opérateur de réseau de radiodiffusion numérique terrestre,
- ✓ Un (1) opérateur de réseau de transport de capacité.

Le tableau ci-dessous présente la liste des opérateurs et les dates d’attribution des licences en cours d’exploitation :

Tableau 1 : Liste des opérateurs titulaires de licences individuelles

	Opérateurs titulaires de licences individuelles	Objet des licences individuelles	Date d’attribution des licences en cours d’exploitation
1	ONATEL SA	Licence technologiquement neutre pour réseau de communications électroniques ouvert au public	21/06/2020
2	TELECEL FASO SA	Licence technologiquement neutre pour réseau de communications électroniques ouvert au public	27/05/2020
3	ORANGE BURKINA FASO SA	Licence technologiquement neutre pour réseau de communications électroniques ouvert au public	27/05/2020
4	GVA BURKINA	Réseau en fibre optique pour la location de capacités et la fourniture d'accès à Internet	11/10/2019
5	Virtual Technologies and Solutions (VTS)	Réseau en fibre optique pour la location de capacités et la fourniture d'accès à Internet	04/02/2021
6	SONABEL	Réseau en fibre optique pour la fourniture de capacités de transmission	08/04/2020
7	BRIDGE FIBER SOLUTIONS (BFS)	Réseau à fibre optique	03/11/2022
8	PAV BURKINA	Transport de capacité	28/11/2017
9	ATC Burkina Faso	Infrastructures passives	06/09/2021
10	LORYNE SA	Infrastructures passives	22/12/2022
11	Société Burkinabè de Télédiffusion (SBT)	Réseau de radiodiffusion numérique terrestre	21/06/2016

I. Réseaux de téléphonie fixe

Point saillant :

- ✚ Baisse continue du parc global des abonnements à la téléphonie fixe filaire malgré l'augmentation de la capacité des commutateurs locaux de ONATEL SA

Commentaire général :

Cette section présente les évolutions enregistrées entre 2014 et 2023 selon la disponibilité des données concernant les parcs d'abonnements à la téléphonie fixe et les capacités des commutateurs publics locaux.

Le service de téléphonie fixe est offert par ONATEL SA via les technologies filaire et radio (sans fil) et ORANGE BURKINA FASO SA via la technologie radio.

➤ Evolution du parc des abonnements à la téléphonie fixe filaire

L'évolution du nombre de lignes de téléphonie fixe filaire de ONATEL SA sur la période 2014-2023 se caractérise par une baisse continue du fait de la substitution du fixe par le mobile dans l'usage des services de téléphonie.

Le nombre de lignes téléphoniques fixes filaires actifs est passé de 136 708 en 2014 à 55 128 en 2023 soit une réduction globale de 81 580 lignes correspondant à une baisse moyenne annuelle de 9,6%. Cette diminution est plus remarquable entre 2020 et 2021 où le parc est passé de 131 154 à 56 220 suite à un apurement du parc effectué par l'opérateur. La tendance baissière s'est poursuivie en 2023 avec une diminution de 1,9% du parc par rapport à 2022.

➤ Evolution du parc global des abonnements actifs à la téléphonie fixe (filaire et radio) de 2016 à 2023

Sur la période 2016-2023, le nombre total de lignes téléphoniques fixes (filaire et radio) a légèrement augmenté en passant de 76 468 à 81 718, soit une variation de 7,9%. Cette augmentation est imputable à ORANGE BURKINA FASO SA qui a vu son parc se multiplier par plus de 9 en passant de 741 en 2016 à 6 965 en 2023. Par contre le parc de l'ONATEL SA qui était de 75 727 en 2016 a connu une baisse de 1,3% sur la même période.

➤ Evolution des capacités des commutateurs publics locaux de ONATEL SA

La capacité des commutateurs publics locaux a connu trois phases dans son évolution entre 2014 à 2023.

- de 2014 à 2020, la capacité des commutateurs a connu une hausse moyenne de 4,6% l'an en passant de 231 131 à 302 555 ;
- de 2020 à 2021, elle a baissé de 43,3% pour s'établir à 171 493. Cette baisse s'explique par l'abandon de la technologie CDMA ;
- de 2021 à 2023, cette capacité a de nouveau connu une augmentation pour atteindre 194 086 en 2023.

Notes méthodologiques

Une ligne téléphonique principale fixe active : C'est une ligne téléphonique fixe qui a relié l'équipement terminal de l'abonné au réseau public commuté et qui dispose d'un accès individualisé dans l'équipement de commutation téléphonique au moins une seule fois au cours des trois (3) derniers mois.

Le parc d'abonnements fixes : est le nombre des abonnements actifs à un réseau fixe. Il s'agit des abonnements ayant émis ou reçus un trafic au cours des trois derniers mois.

La capacité d'un commutateur local public : est le nombre d'abonnés que le commutateur peut raccorder.

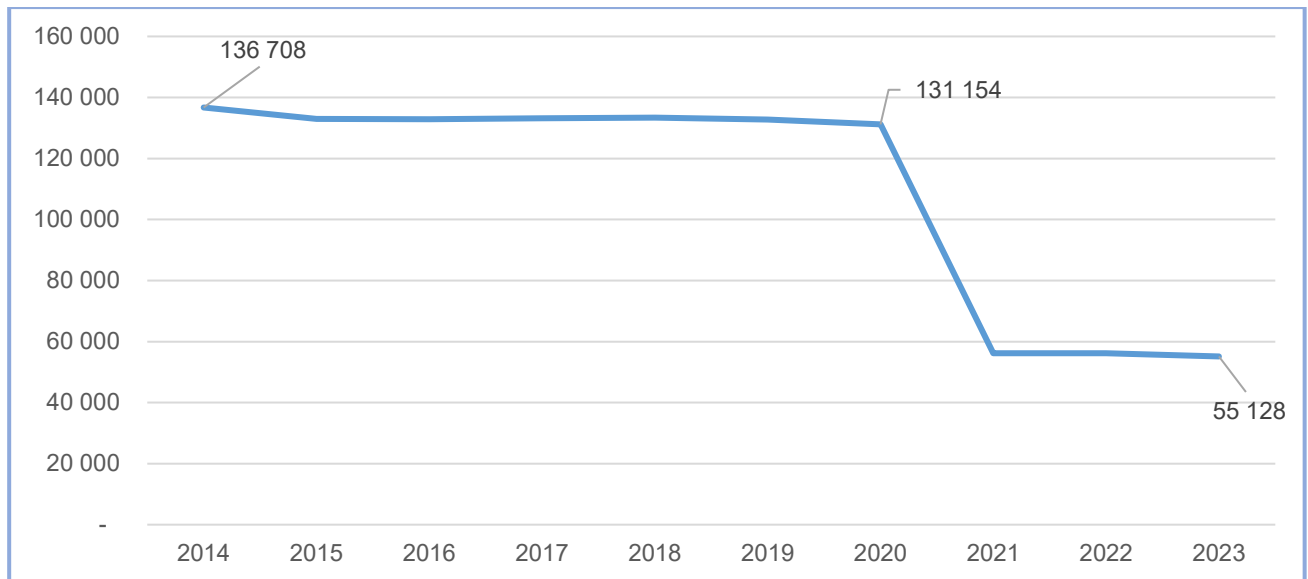
CDMA : Code Division Multiple Access (en français, accès multiple par répartition en code).

Tableau 8 : Evolution du parc des abonnements à la téléphonie fixe active

Ressources	Nombre en 2023	Evolution par rapport à 2022		Evolution par rapport à 2016		TAMA/2016
		Nombre	Pourcentage	En millier	Pourcentage	
ONATEL SA	74 753	-981	-1,3%	-974	-1,3%	-0,2%
ORANGE	6 965	226	3,4%	6 224	839,9%	37,7%
Ensemble	81 718	-755	-0,9%	5 250	6,9%	1,0%

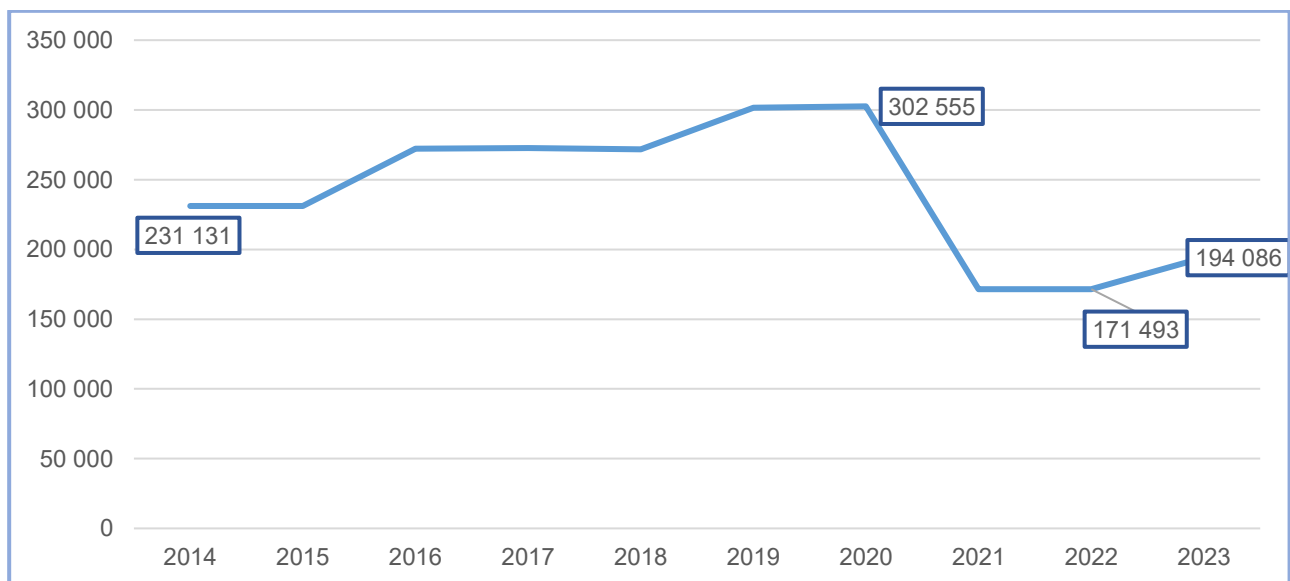
Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2023 du MTDPCE

Graphique 33 : Evolution du nombre de lignes téléphoniques principales fixes filaires de ONATEL SA en service



Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2023 du MTDPCE

Graphique 34 : Evolution de la capacité des commutateurs publics locaux par région de ONATEL SA Burkina (en nombre d'abonnés)



Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2023 du MTDPCE

II. Réseaux de téléphonie mobile

Points saillants :

- ✚ *Accroissement de 4,2% du parc global des abonnements à la téléphonie mobile entre 2022 et 2023 ;*
- ✚ *Accroissement de 4,1 points de la couverture de la population en 4G entre 2022 et 2023 ;*
- ✚ *Accroissement de 5,0 points de la couverture du territoire en 4G entre 2022 et 2023*

Commentaire général

Cette section présente l'évolution des abonnements à la téléphonie mobile, le taux de pénétration et la couverture du territoire et de la population par les technologies 2G, 3G et 4G.

➤ Evolution du parc global des abonnements à la téléphonie mobile

Trois opérateurs se partagent le marché de la téléphonie mobile au Burkina Faso : ONATEL SA, ORANGE BURKINA FASO SA et TELECEL FASO SA. Au cours de la dernière décennie, le parc total d'abonnements mobiles s'est accru en moyenne de 8,8% l'an (12 496 389 en 2014 et 26 747 464 en 2023).

Cette hausse globale du parc s'explique entre autres par l'extension des couvertures et la densification des réseaux de téléphonie, l'accessibilité aux terminaux à moindre coût, la baisse des tarifs réels, la croissance démographique, l'adoption et la diffusion des services de monnaie électronique.

La progression entre 2022 et 2023 est de 4,2% pour le parc global à la téléphonie mobile prépayée et postpayée. Ce parc global a atteint un total de 26 747 464 d'abonnements actifs en 2023 et est réparti comme suit entre les opérateurs : 43,2% pour ONATEL SA, 45,9% pour ORANGE BURKINA FASO et 10,9% pour TELECEL FASO SA.

➤ Evolution du taux de pénétration à la téléphonie mobile

La forte croissance du parc a amélioré le taux de pénétration (ou télédensité) de la téléphonie mobile. Ce taux qui était de 69,9% en 2014 a atteint 115,7% en 2022 puis 117,1% en 2023.

La répartition de ce taux en 2023 par opérateur est la suivante : 50,6% pour ONATEL SA, 53,7% pour ORANGE BURKINA FASO SA et 12,7% pour TELECEL FASO SA.

➤ **Evolution de la couverture du territoire et de la population par les différentes technologies**

❖ **Couverture du réseau 2G**

– **Couverture de la population en 2G**

Le taux de couverture de la population en technologie 2G a varié entre 91,4% (2019) et 93,1% (2023) sur la période 2018-2023. Ce taux a progressé de 0,2 point entre 2022 et 2023.

Les taux de couverture en 2023 de la population en 2G se présentent comme suit pour chacun des trois réseaux

- 85,5% pour ONATEL SA ;
- 84,9% pour ORANGE BURKINA FASO SA ;
- 76,5% pour TELECEL FASO SA.

– **Couverture du territoire en 2G**

Le taux de couverture du territoire en technologie 2G a varié entre 79,8% (2019) et 84,1% (2023) sur la période 2018-2023. La variation spécifique sur la période 2022-2023 est de 0,1 point de pourcentage.

Les taux de couverture en 2023 du territoire en 2G se présentent comme suit pour chacun des trois réseaux.

- 74,0% pour ONATEL SA ;
- 72,3% pour ORANGE BURKINA FASO SA ;
- 58,7% pour TELECEL FASO SA.

❖ **Couverture du réseau 3G**

– **Couverture de la population en 3G**

On constate une nette amélioration de la couverture de la population en réseau 3G entre 2018 et 2023. En effet, le taux de couverture est passé de 48,4% à 79,6%.

La progression enregistrée entre 2022 et 2023 est de 0,7 point de pourcentage.

La couverture de la population par chaque opérateur en technologie 3G se présente comme suit en 2023 :

- 64,8 % pour ONATEL SA ;
- 77,9 % pour ORANGE BURKINA FASO SA ;
- 17,6% pour TELECEL FASO SA.

– **Couverture du territoire en 3G**

On enregistre une nette progression de la couverture du territoire en réseau 3G entre 2018 et 2023 qui est passée de 23,7% à 65,5%.

L'évolution constatée entre 2022 et 2023 pour ce taux est de 1,2 point de pourcentage.

La couverture du territoire par opérateur en technologie 3G se présente comme suit en 2023 :

- 49,4% pour ONATEL SA ;
- 62,8% pour ORANGE BURKINA FASO SA ;
- 7,0% pour TELECEL FASO SA.

❖ **Couverture du réseau 4G**– **Couverture de la population en 4G**

La couverture de la population en technologie 4G connaît un accroissement soutenu et continu depuis 2019, année de lancement officiel de cette technologie au Burkina Faso.

En effet, le taux de couverture 4G de la population a varié de 33,1% (2020) à 63,3% (2023) entre 2019 et 2023. Ce taux a progressé de 4,1 points en 2023 par rapport à 2022.

Le taux de couverture en 2023 de la population en 4G se présentent comme suit par opérateur :

- 49,0% pour ONATEL SA ;
- 60,1% pour ORANGE BURKINA FASO SA ;
- 15,7% pour TELECEL FASO SA.

– **Couverture du territoire en 4G**

Le taux de couverture du territoire en technologie 4G a enregistré une hausse passant de 11,4% à 46,5% sur la période de 2019 à 2023. Ce taux a progressé de 5,0 points entre 2022 et 2023.

Le taux de couverture 4G du territoire en 2023 se présentent comme suit par opérateur :

- 32,7% pour ONATEL SA ;
- 42,4% pour ORANGE BURKINA FASO SA ;
- 5,6% pour TELECEL FASO SA.

Notes méthodologiques

Le parc d'abonnements mobiles : c'est le nombre des abonnements à post paiement et à prépaiement actifs à un réseau mobile. Il s'agit des abonnements ayant émis ou reçus un trafic (voix, SMS, data) au cours des trois derniers mois.

Le taux de pénétration de la population ou télé densité : c'est le rapport entre le nombre du parc total des abonnements actifs de la téléphonie mobile et la population nationale en nombre d'habitants.

Le taux de couverture de la population en réseau 2G, 3G ou 4G : c'est le nombre d'habitants à la portée d'un signal 2G, 3G ou 4G respectivement, rapportés à la population totale du pays.

Le taux de couverture du territoire nationale en réseau 2G, 3G ou 4G : c'est la superficie du territoire couverte par un signal 2G, 3G ou 4G respectivement, rapportée à la superficie totale du territoire nationale.

Tableau 9 : Evolution du parc des abonnements à la téléphonie mobile active

Ressources	Nombre en 2023	Evolution par rapport à 2022		Evolution par rapport à 2014		TAMA/2014
		Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	
ONATEL SA	11 563 016	515 058	4,66%	6 094 530	111,45%	8,68%
ORANGE BF	12 281 873	746 342	6,47%	7 638 983	164,53%	11,41%
TELECEL-FASO	2 902 575	-173 372	-5,64%	517 562	21,70%	2,21%
Ensemble	26 747 464	1 088 028	4,24%	14 251 075	114,04%	8,82%

Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2023 du MTDPCE

III. Indicateurs d'accès à Internet

Points saillants :

- ✚ Augmentation du parc d'abonnements de l'internet (mobile et fixe) de 11,8% entre 2022 et 2023 ;
- ✚ 80,0% de taux de pénétration de l'Internet (fixe et mobile) en 2023 ;
- ✚ 58,4% du taux de croissance moyenne annuelle de la capacité de la bande passante internationale entre 2016 et 2023.

Commentaire général

Sur les indicateurs d'accès à Internet, cette section présente les évolutions enregistrées depuis 2014 concernant les parcs d'abonnements, les taux de pénétration, les trafics et la capacité de la Bande passante internationale (BPI).

➤ Evolution des abonnements à Internet (fixe + mobile)

Le parc global des abonnements actifs à Internet (fixe et mobile) est passé de 1,7 million en 2014 à 18,3 millions en 2023, ce qui correspond à un taux d'accroissement moyen annuel de 30,4%.

En 2023, ce parc a progressé de 1,9 million abonnements, soit un accroissement de 11,8% par rapport à 2022.

○ Evolution des abonnements à Internet fixe

L'accès à Internet fixe est offert par les opérateurs (ONATEL SA, ORANGE BURKINA FASO SA, GVA BURKINA, VTS) et par plusieurs autres FAI.

Le parc actif des abonnements à internet fixe qui était de 15 826 en 2014 a atteint 108 110 en 2023. Cette progression a connu plusieurs étapes :

- De 2014 à 2021, le parc a évolué en dents de scie et est resté sur des faibles variations.
- Entre 2021 à 2023, le parc d'abonnements à Internet fixe a connu une très forte progression, passant de 16 958 à 108 110 grâce à l'extension du réseau FTTH.

○ Evolution des abonnements à Internet mobile

L'accès à Internet mobile est offert par les opérateurs ONATEL SA, ORANGE BURKINA FASO SA et TELECEL FASO SA.

Le parc actif des abonnements à internet mobile était de 1,7 million en 2014 et est passé à 18,2 millions en 2023. Cette augmentation correspond à un taux d'accroissement moyen annuel de 30,4%. La hausse enregistrée entre 2022 et 2023 est de 11,5%.

La proportion des abonnements à internet mobile par rapport aux abonnements à la téléphonie mobile, a évolué de 23,8% en 2016 à 68,0% en 2023, soit une progression de 44,2 points de pourcentage. En 2023 ce ratio se présente comme suit par opérateur : 59,5% pour TELECEL FASO SA, 61,7% pour ONATEL SA et 75,8% pour ORANGE BURKINA FASO SA.

La répartition du parc en 2023 par opérateur est la suivante : 51,2% pour ORANGE BURKINA FASO SA, 39,3% pour ONATEL SA et 9,5% pour TELECEL FASO SA.

Le parc internet spécifique à la 4G en 2023 est de 6,0 millions, soit 33,1% du parc global. ORANGE BURKINA FASO SA détient la plus grande proportion (57,3%) de ce parc 4G. ONATEL SA et TELECEL FASO SA suivent respectivement avec 30,6% et 12,2%.

➤ Evolution du taux de pénétration de l'internet (fixe et mobile)

L'évolution significative du parc d'abonnements à Internet (fixe et mobile) a permis de faire progresser le taux de pénétration à l'Internet de 9,4% en 2014 à 80,0% en 2023. Ce taux était de 75,8% en 2022, soit un gain de 4,2 points en 2023.

Le taux de pénétration de l'internet mobile de ONATEL SA est passé de 9,3% en 2016 à 31,2% en 2023 soit un gain de 21,9 points.

Sur le réseau ORANGE BURKINA FASO SA, le taux de pénétration de l'internet mobile a progressé de 9,8% en 2016 à 40,8% en 2023, soit un gain de 31,0 points.

Quant à TELECEL FASO SA, son taux de pénétration de l'internet mobile est passé de 0,1% en 2016 à 7,6% en 2023 soit un gain de 7,5 points.

➤ Evolution du trafic Internet

Suivant les données disponibles le volume total du trafic Internet des réseaux fixes et mobiles a évolué de 51,8 millions à 627,2 millions de Go entre 2019 à 2023 (soit une multiplication du volume par 12 sur ces 5 ans).

L'accroissement soutenu du trafic de la Data mobile et fixe s'explique par l'extension et la densification des réseaux 4G depuis 2019, la multiplicité des offres promotionnelles, l'accessibilité des terminaux mobiles compatibles, l'extension des réseaux FTTH et la baisse des prix d'abonnements et d'accès à Internet fixe.

La répartition du trafic Internet par type de réseaux montre une nette progression de la proportion du volume supportée par les réseaux fixes en 2022 et 2023. Cette proportion qui était de 10,0% en 2021 est passée à 23,1% en 2022 pour atteindre 46,6% en 2023. Cette nette progression se justifie par l'adoption de l'Internet fibre optique par la population.

Le trafic Internet mobile en 2023 qui a atteint 334,7 millions de Go se répartit par opérateur comme suit : 55,7% pour ORANGE BURKINA FASO SA, 32,5% pour ONATEL SA et 11,8% pour TELECEL FASO SA.

Quant au trafic Internet fixe en 2023, sur un volume de 292,5 millions de Go, 44,0% est de ORANGE BURKINA FASO SA, 32,7% pour GVA, 18,5% pour ONATEL SA et 4,8% pour VTS.

➤ Evolution de la capacité de la bande passante internationale

La capacité de la bande passante achetée aux fournisseurs à l'International a évolué de 11 Gbps en 2016 à 275 Gbps en 2023 soit une progression annuelle moyenne de 58,4%.

La répartition de cette capacité entre les principaux opérateurs en fin 2023 est de 70 Gbps pour ORANGE BURKINA FASO SA, 70 Gbps pour VTS, 70 Gbps pour ONATEL SA, 60 Gbps pour GVA BURKINA et 5 Gbps pour PAV BURKINA.

Notes méthodologiques

Abonnement : c'est une souscription aux services du réseau d'un opérateur de réseau mobile, matérialisée par l'activation d'une carte SIM à laquelle est associé un numéro d'appel.

Abonné : Personne (physique ou morale) qui reçoit et paye un service de communications électroniques pendant une certaine période en vertu d'un accord conforme aux modalités établies par le fournisseur de services et respectant les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Le parc des abonnements actifs d'Internet fixe ou mobile : c'est le nombre des abonnements au réseau fixe ou mobile qui se sont connectés à internet au cours des trois derniers mois

Internet fixe : ici désigne l'accès à Internet fixe fourni via notamment l'ADSL la BLR, la fibre optique jusqu'à l'abonné (FTTH)

Le taux de pénétration à internet : est le rapport entre le parc des abonnements actifs à Internet et la population totale en nombre d'habitants

La bande passante internationale : est la quantité maximale (ou le débit) de transmission des données d'un pays vers le reste du monde

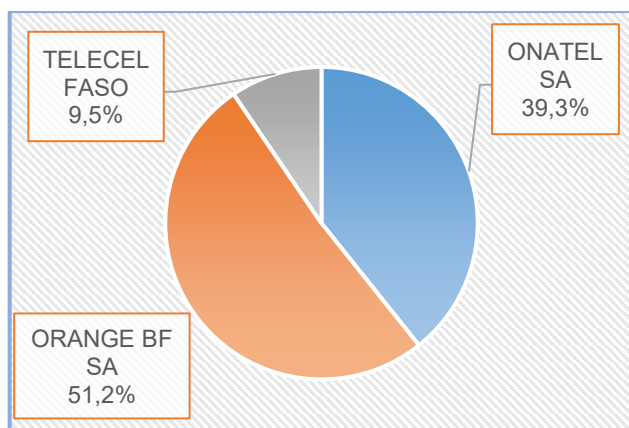
Trafic internet en Giga-octets : est le volume mesuré en Giga-octets en additionnant le volume des téléchargements (trafic descendant) et le volume des transferts de données (trafic montant) enregistrés sur un réseau donné (fixe ou mobile). Le trafic est mesuré au point d'accès de l'utilisateur final. Il exclut le trafic de gros, des domaines privés, de l'IPTV et le trafic de la télévision par câble.

Tableau 10 : Evolution du parc des abonnements à internet mobile et fixe

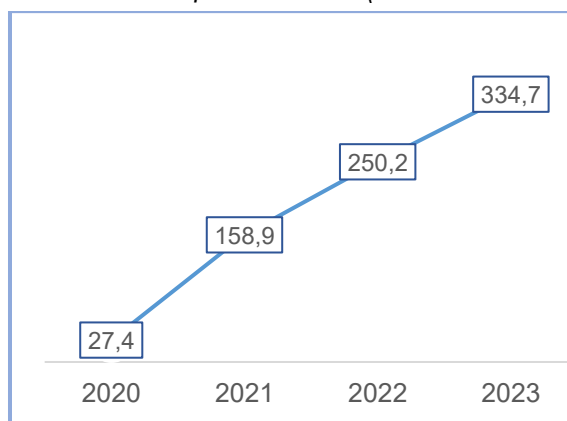
Ressources	Nombre en 2023	Evolution par rapport à 2022		Evolution par rapport à 2014		TAMA/2014
		Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	
Fixe (Opérateur)	105 795	57 591	119,47%	90 881	609,37%	24,32%
Mobiles (Opérateur)	18 177 289	1 867 091	11,45%	16 513 027	992,21%	30,43%
Autres FAI	1 735	-3 624	-67,62%	823	90,24%	7,41%
Ensemble	18 284 819	1 921 058	11,74%	16 604 730	988,32%	30,38%

Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2023 du MTDPCE

Graphique 35 : Répartition du parc d'abonnements à internet mobile et fixe en 2023

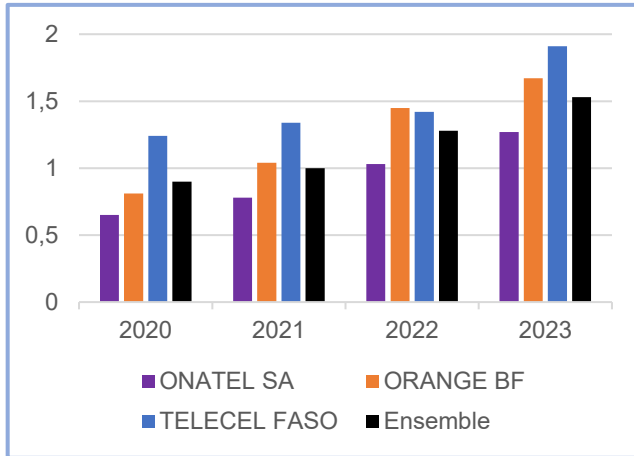


Graphique 36 : Evolution du Trafic Internet sur les réseaux de téléphonie mobile (En millions de Go)

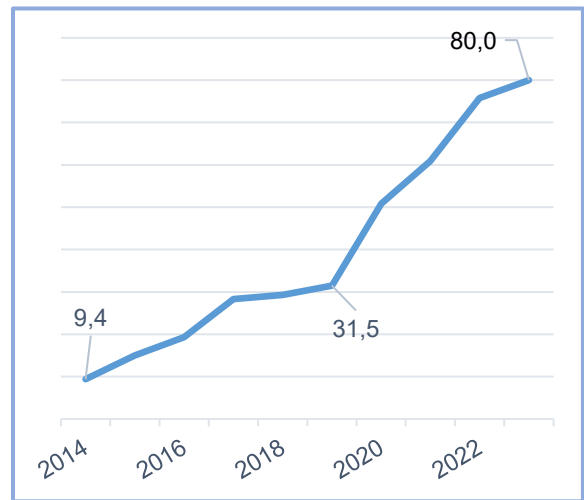


Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2023 du MTDPCE

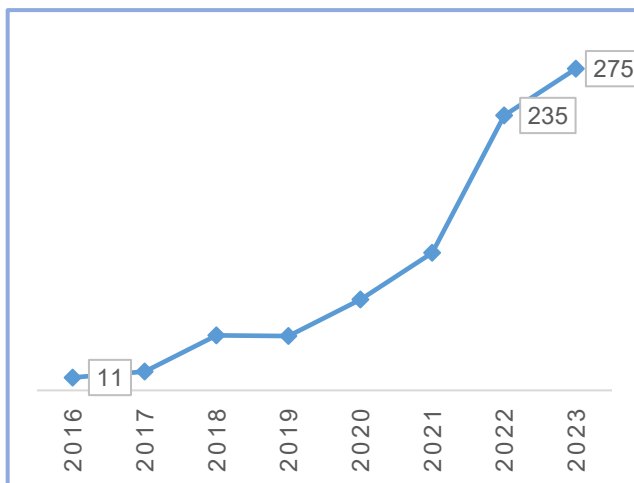
Graphique 37 : Evolution du trafic Internet moyen mensuel par abonnement en Go par opérateur entre 2020 et 2022



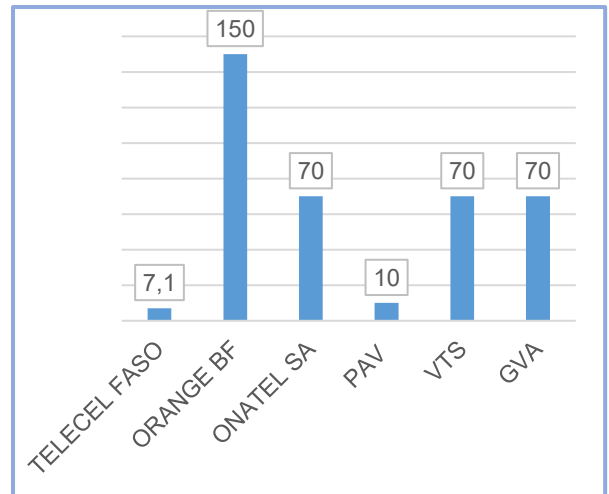
Graphique 38 : Evolution du taux de pénétration à l'Internet (en pourcentage)



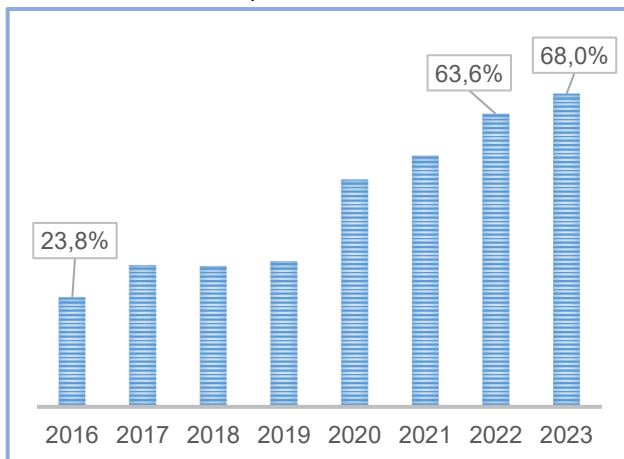
Graphique 39 : Evolution de la capacité de la bande passante achetée auprès des fournisseurs internationaux (en Gigabits par seconde)



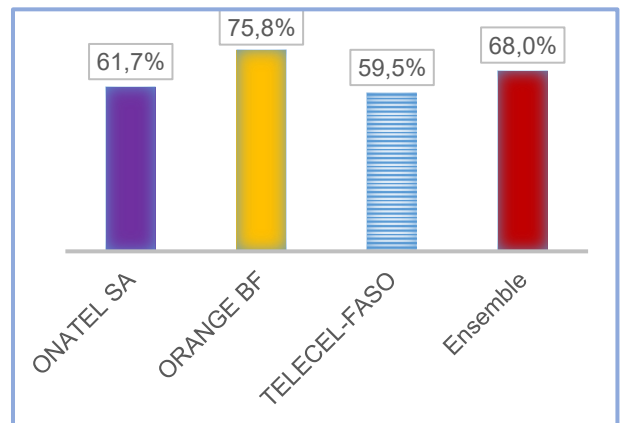
Graphique 40 : capacité de la bande passante internationale disponible par opérateur (en Gigabits par seconde) en 2023



Graphique 41 : Evolution du ratio entre le nombre d'abonnement à l'Internet mobile et le nombre d'abonnement à la téléphonie mobile



Graphique 42 : Ratio entre le nombre d'abonnement à l'Internet mobile et le nombre d'abonnements à la téléphonie mobile des opérateurs de la téléphonie mobile en 2023



Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2023 du MTDPCE

Chapitre 4 : Infrastructures de communications électroniques, promotion et usage des TIC

I. Infrastructures de communications électroniques

Points saillants :

- ✚ 11 291,5 km de Fibre Optique déployées au Burkina Faso ;
- ✚ 2 922 bâtiments administratifs sont connectés au RESINA en 2023 ;
- ✚ 43 provinces sur 45 sont connectées au RESINA en 2023.

Commentaire général

Les infrastructures de communications électroniques concernent ici la fibre optique, les Datacenters et pylônes déployés par le Ministère, les services du RESINA et l'interconnexion des bâtiments administratifs.

➤ **Fibre optique**

Entre 2015 et 2023, la longueur totale de fibre optique déployée a été multipliée presque par 6 passant de 1 901 km à 11 291,5 km avec une progression moyenne annuelle de 24,9%. Au total, les acteurs du secteur privé ont déployé 7 253,9 km de fibre optique (64,2%) contre 4 037,60 km de fibre optique (35,8%) réalisée par le public. Cette progression a été plus accentuée à partir de 2017. La longueur de la fibre optique a augmenté de 61,6 km entre 2022 et 2023 réalisée dans le cadre des nouveaux raccordements fibres optiques des bâtiments administratifs dans la partie métropolitaine réseau.

➤ **Evolution de datacenters et pylônes déployés par le Ministère**

Le nombre de Datacenters mis en place par le ministère en charge des communications électroniques est de 5 depuis 2019. Celui des pylônes¹ est passé de 13 en 2017 à 90 en 2023 dont 1 a été réalisé en 2023. On dénombre 8 pylônes vandalisés pour cause d'insécurité depuis 2022.

➤ **Evolution des services du RESINA**

Le nombre de provinces couvertes par le RESINA est passé de 10 en 2014 à 43 en 2023. Notons qu'une nouvelle province a été couverte par le RESINA en 2023.

Pour ce qui est du nombre de serveurs effectifs mis en service dans l'Administration par le MTDPCE, il est passé de 09 en 2014 à 23 en 2017. Aucun nouveau serveur n'a été installé entre 2017 et 2022 lié à l'avènement de la mise en place de l'infrastructure CLOUD. Cependant, en 2023, le nombre de serveurs a évolué de 10 pour atteindre 33.

Quant au nombre de types de services de réseaux utilisés au compte du ministère, il est passé de 4 en 2014 à 10 en 2023. Notons que ce nombre n'a pas évolué depuis 2020. Les types de services de réseaux utilisés au titre de l'année 2023 sont l'accès à Internet, la messagerie électronique professionnelle, l'exploitation des applications métiers, l'hébergement des sites web Infrastructure as a Service (IaaS), Software as a Service (SaaS), Platform as a Service (PaaS), la téléphonie sur IP, l'annuaire électronique, le contrôleur de domaine et la visioconférence.

➤ **Evolution du nombre de bâtiments administratifs connectés**

Le nombre de bâtiments administratifs connectés au RESINA par la Fibre Optique et la Technologie sans fil est passé de 1 052 en 2017 à 2 922 en 2023 avec une progression moyenne annuelle de 18,6%. Cette situation se présente comme suit : 877 bâtiments (30,0%) sont connectés par la fibre optique et 2 045

¹ Les pylônes servent de répéteur pour l'inter connexion entre les bâtiments.

bâtiments (70,0%) sont connectés par la technologie sans fil. Au titre de l'année 2023, 117 nouveaux bâtiments ont été connectés au RESINA dont 80 par fibre optique et 37 par technologie sans fil.

Notes méthodologiques

Le réseau fibre optique : c'est l'ensemble de fils (très fins en verre ou en plastique) reliés entre eux et à des équipements ayant la propriété de faire circuler des données numériques

Les services du Réseau Informatique National de l'Administration (RESINA) : sont composés de l'Intranet et de l'Internet.

Internet : C'est un réseau informatique mondial qui rend accessible au public des services divers et variés.

Intranet : C'est un réseau informatique privé utilisé par des employés d'une entreprise ou de toute autre entité organisationnelle et qui utilise les mêmes protocoles qu'Internet.

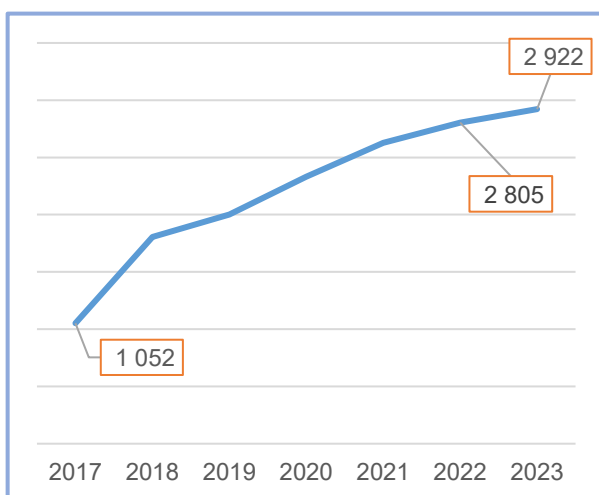
Le nombre de localités couvertes par le RESINA : correspond au nombre de chefs-lieux de provinces couverts

Tableau 11 : Evolution de la longueur du réseau fibre optique

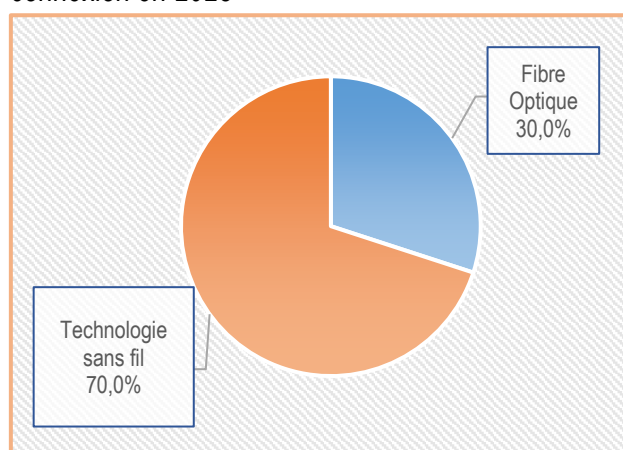
Ressources	Nombre en 2023 (En km)	Evolution par rapport à 2022		Evolution par rapport à 2015		TAMA/2015
		Nombre (En Km)	Pourcentage	Nombre (En Km)	Pourcentage	
Total Public	4 037,6	61,6	1,5	3 997,6	9994,0	78,0%
Total Privé	7 253,9	0	0	5 392,9	289,8	18,5%
Ensemble	11 291,5	61,6	0,5	9 390,5	494,0	24,9%

Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2023 du MTDPCE

Graphique 43 : Evolution du nombre de bâtiments administratifs connectés au RESINA

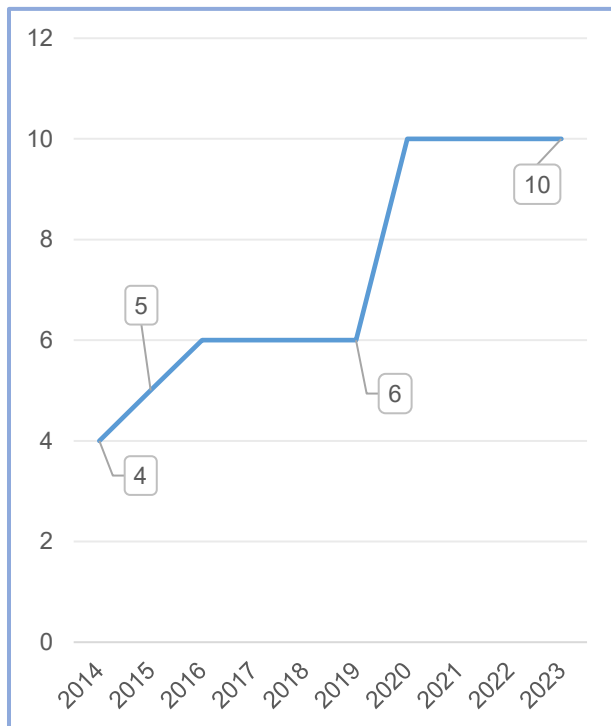


Graphique 44 : Répartition du nombre de bâtiments administratifs connectés au RESINA selon le type de connexion en 2023

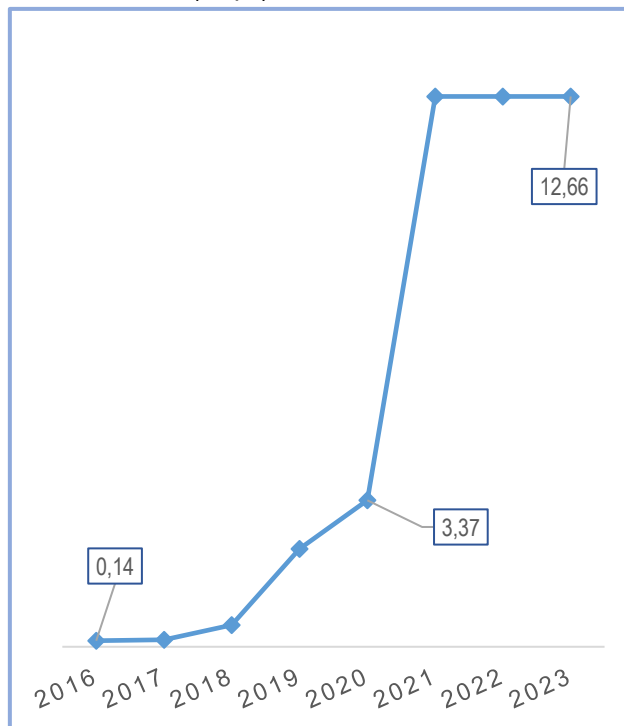


Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2023 du MTDPCE

Graphique 45 : Evolution du nombre de types de services réseaux utilisés



Graphique 46 : Evolution du débit de connectivité de l'administration (Gbps)



Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2023 du MTDPCE

II. Promotion et usage des TIC

Points saillants :

- + 360 ATI octroyés en 2023 ;
- + Baisse de 72,1% du nombre de personnes sensibilisées au bon usage des TIC entre 2022 et 2023 ;
- + 3 124 noms de domaines .bf créés en 2023.

Commentaire général

Cette section présente le débit de la connectivité de l'Administration, le point de la délivrance des agréments techniques en matière informatique (ATI) du MTDPCE, des noms de domaine « .bf », de la protection des données à caractère personnel, des plaintes traitées par la CIL, des missions de contrôle des traitements de données et des déclarations de traitements.

➤ **Evolution du Débit de la connectivité de l'Administration**

Le débit de la connectivité de l'Administration s'est nettement amélioré en passant de 0,1 Gbps en 2016 à 12,7 Gbps en 2023, soit une hausse moyenne de 90,3% chaque année. Cette progression est très remarquable entre 2020 et 2021 avec un débit de connectivité qui a presque quadruplé passant de 3,4 Gbps à 12,7 Gbps. Ce débit est resté constant jusqu'en 2023.

➤ **Evolution des agréments techniques en matière informatique**

Les agréments techniques en matière informatique (ATI) sont octroyés par le Ministère de la Transition Digitale, des Postes et des Communications Electroniques dans les 5 domaines suivants :

- le domaine 1 (D1) : "vente, installation et maintenance de matériels et de logiciels informatiques" ;
- le domaine 2 (D2) : "études, audits, assistance et conseil" ;
- le domaine 3 (D3) : "réseaux informatiques" ;
- le domaine 4 (D4) : " formation en informatique " ;
- le domaine 5 (D5) : "intégrateur de solutions informatiques".

Chaque domaine est subdivisé en trois (03) catégories selon l'ordre croissant A, B et C ; exception faite du domaine 5 qui a une catégorie particulière dite UNIQUE. L'ATI a une durée de validité de trois (03) ans à compter de la date de signature de l'arrêté d'octroi.

Les ATI délivrés par le MTDPCE ont évolué en dents de scie durant la période 2017 à 2023 variant de 62 agréments délivrés à 360. Entre 2022 et 2023, le nombre d'ATI délivrés a connu une hausse de 53,2%. Quant à la répartition de l'octroi des ATI selon le domaine en 2023, il ressort que le D1 vient largement en tête avec 80,0% suivi de loin par le D5 (13,3%) et le D3 (4,4%). Les domaines 2 et 4 sont aux dernières places avec respectivement 1,4% et 0,8%.

La répartition de l'ensemble des ATI octroyés en 2023 selon la région montre que la région du Centre occupe la première place avec 305 ATI octroyés suivie de la région des Haut-Bassins (19 ATI). Les régions du Nord, du Centre-Ouest et des Cascades occupent respectivement les troisième (8 ATI), quatrième (7 ATI) et cinquième (6 ATI) places.

Concernant les ATI valides, on note une hausse continue entre 2017 et 2020 avec un nombre ayant évolué de 62 à 738, avant d'enregistrer une baisse à partir de 2020 avant de se stabiliser à 678 en 2022. Cependant, ce nombre a connu une hausse de 155 ATI valides en 2023, soit un taux de progression de 22,9%.

Quant à la répartition des ATI valides selon le domaine en 2023, elle a la même structure que celle des ATI délivrés avec en tête le D1 (75,9%) suivi de D5 (17,4%) et de D3 (4,6%). D4 et D2 sont classés respectivement quatrième (1,4%) et cinquième (0,7%).

➤ **Evolution du nombre de Noms de domaine .bf**

Sur la période 2014-2023, le nombre de noms de domaine « .bf » actifs est passé 905 en 2014 à 5 142 en 2023 avec un taux de croissance moyen annuel de 21,3%. Le nombre de nouveaux noms de domaine « .bf » créés en 2022 et 2023 sont respectivement 144 et 3 124.

➤ **Evolution du nombre de sensibilisation pour la protection des données à caractère personnel**

Au cours de la dernière décennie, 68 812 personnes ont été sensibilisées au bon usage des TIC au niveau national. Ce nombre correspond à une moyenne de 6 881 personnes sensibilisées par an.

Le nombre de personnes sensibilisées est de 15 374 en 2022 et de 11 094 en 2023, soit une régression de 27,8%, imputable à la situation sécuritaire et au changement à la tête CIL.

Ces chiffres ne prennent pas en compte la population touchée par les messages diffusés par voie de presse, les communiqués, les jeux radiophoniques et en ligne, les émissions-débat radiophoniques et télévisuelles, les réalisations de téléfilms visant la promotion du droit à la protection des données à caractère personnel.

➤ **Evolution des plaintes traitées par la CIL**

Le nombre des plaintes traitées par la CIL a connu une variation relativement modérée sur la période 2014-2019. En effet, ce nombre est resté compris entre 17 et 32.

A partir de 2020, il a connu une forte hausse en passant de 444 à 978 en 2023.

➤ **Evolution des missions de contrôle des traitements de données**

L'évolution des missions de contrôle des traitements de données auprès des structures publiques et privées a connu une variation relativement modérée sur la période 2014-2021. En effet, cette évolution est restée comprise entre 5 et 19.

En 2022, le nombre de missions de contrôle s'est élevé à 107 puis à 127 en 2023.

➤ **Evolution du nombre de déclarations de traitements de données à caractère personnel**

L'évolution de cet indicateur a connu trois (3) phases entre 2014 et 2023 :

- D'abord, une hausse de 5 à 95 entre 2014 et 2018 ;
- Ensuite, une baisse de 95 à 56 entre 2018 et 2019 ;
- Et enfin, une augmentation de 56 à 102 entre 2019 et 2023, avec un pic de 133 atteint en 2022.

Notes méthodologiques

Déclaration de traitement : formalité selon laquelle un responsable de traitement porte à la connaissance de la CIL son projet de création d'un traitement de données à caractère personnel. Les différentes formalités applicables devant la Commission sont les suivantes : la demande de conseils, les déclarations simplifiées, les déclarations normales de traitement, les autorisations de mise en œuvre de traitement ou de transfert de données hors du Burkina et les demandes d'avis. Les formalités sont catégorisées selon la nature des données à traiter, les informations à fournir dans le dossier ou la qualité du responsable de traitement.

Plaintes traitées : plaintes enregistrées par la CIL et ayant fait l'objet d'instruction.

Agrément technique en matière informatique (ATI) : Reconnaissance des capacités techniques en matière informatique des entreprises régulièrement installées au Burkina Faso selon leurs domaines d'activité. Le but est d'assainir et de permettre aux entreprises de mener sereinement leurs activités en offrant des services de qualité selon les règles et normes nationales et internationales. Il est octroyé pour trois ans par arrêté du Ministre en charge du numérique.

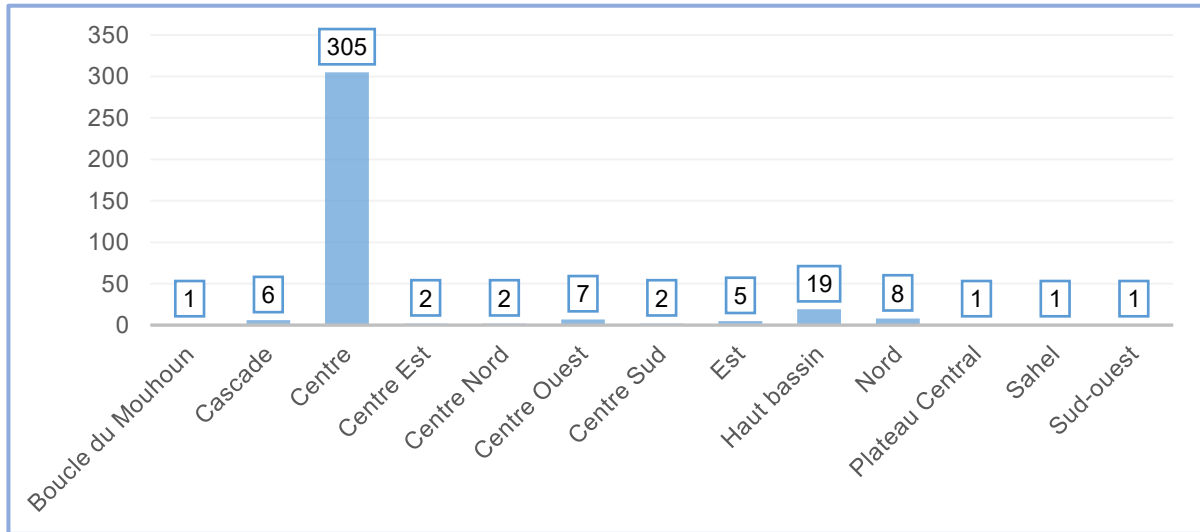
Noms de domaine « .bf » : est l'ensemble des ordinateurs hébergeant des activités des sociétés ou des organismes ayant une certaine relation avec le Burkina Faso.

Tableau 12 : Indicateurs relatifs à la promotion et à la diffusion des TIC

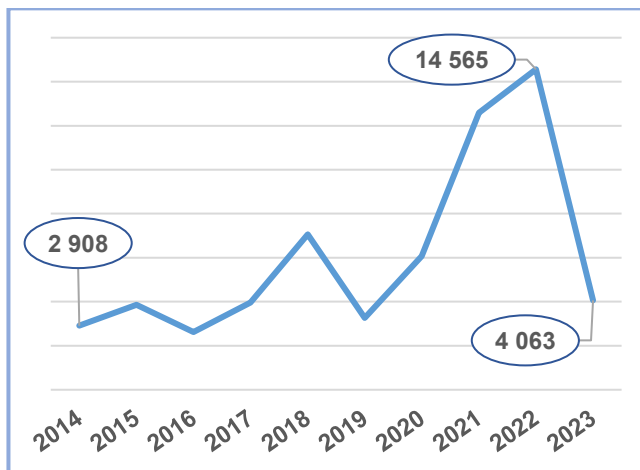
Indicateurs	Total (2014 à 2023)	Moyenne	Variation entre 2022 et 2023
Nombre de personnes sensibilisées au bon usage des TIC	60 972	6 097	-10 502
Évolution des plaintes traitées par la CIL	3445	345	53
Nombre de missions de contrôle des traitements de données auprès des structures publiques et privées	334	33	20
Nombre de déclarations de traitements	667	67	-31

Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2023 du MTDPCE

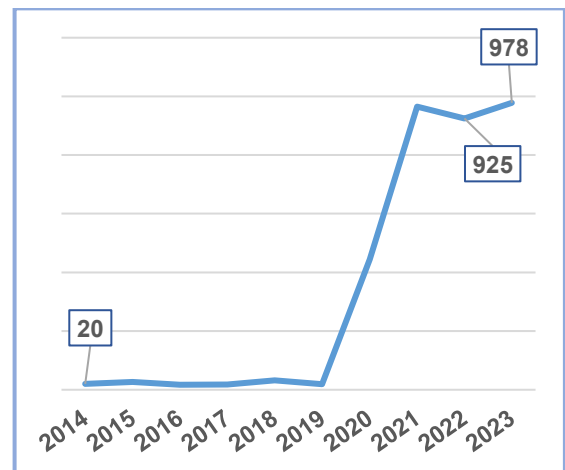
Graphique 47 : Répartition par région du nombre d'Agréments Techniques en matière Informatique (ATI) délivrés en 2023



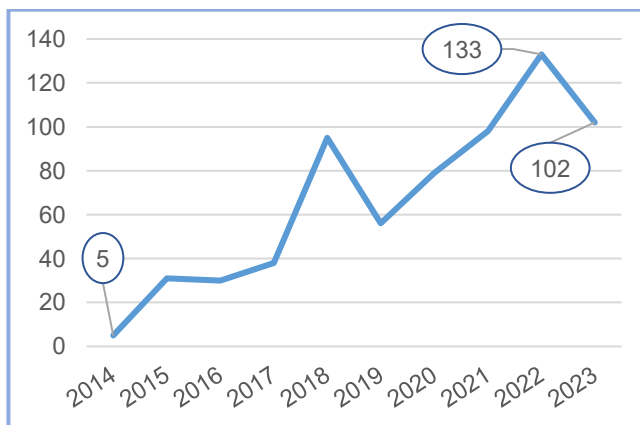
Graphique 48 : Evolution du nombre de personnes sensibilisées au bon usage des TIC



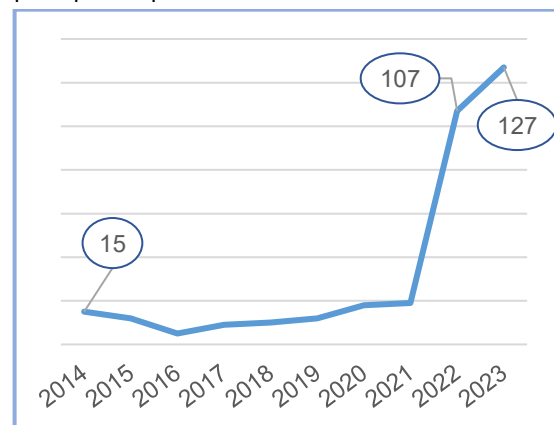
Graphique 49 : Évolution du nombre de plaintes traitées par la CIL



Graphique 50 : Evolution du nombre de déclarations de traitements



Graphique 51 : Evolution du nombre de missions de contrôle de traitements de données auprès des structures publiques et privées



Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2023 du MTDPCE

Chapitre 5 : Volume d'activités et concurrence dans le domaine de l'économie numérique

I. Trafics voix et SMS

Points saillants :

- ✚ Une baisse progressive du volume global du trafic voix entrant et sortant depuis 2021 ;
- ✚ Un volume de trafic voix et SMS constitué à plus de 86% des communications intra réseaux ;
- ✚ En moyenne une carte SIM est occupée (émet ou reçoit un appel) pendant 46 min par mois en 2023.

Commentaire général :

Cette section présente les évolutions enregistrées sur les volumes des trafics voix et SMS.

➤ Evolution du trafic voix mobile

Les composantes retenues pour le trafic voix sont les suivantes :

- Le trafic On Net ou intra réseau ;
- Le trafic inter réseau ou le départ vers autres réseaux nationaux ;
- Le trafic départ vers l'International ;
- Le trafic arrivé des autres réseaux nationaux ;
- Le trafic arrivé de l'International.

Le volume du trafic total voix mobile de l'ensemble des opérateurs est passé de 6,4 milliards de minutes en 2014 à 14,8 milliards de minutes en 2023 soit une progression annuelle moyenne de 9,8%. On constate une baisse progressive depuis 2021 du trafic voix total mobile. Entre 2022 et 2023, le volume trafic total voix a chuté de 1,1 milliard de minutes de communications. L'adoption et l'expansion de l'utilisation de la VoIP (whatsapp, messenger, instagram...) par les abonnés pourraient expliquer cette baisse constatée depuis 2021.

Le volume du trafic On Net domine largement les autres types de trafic. En 2023, le trafic On Net représente 88,6% du volume total du trafic entrant et sortant. La dominance de ce courant de trafic est induite par les offres promotionnelles utilisables pour les communications intra réseau principalement.

En 2023, le volume du trafic voix mobiles des trois opérateurs est reparti comme suit : 54,9% pour ORANGE BURKINA FASO SA, 33,7% pour ONATEL SA et 11,4% pour TELECEL FASO SA.

○ Durée moyenne de communication mobile par mois

Le temps moyen d'usage du réseau mobile par mois et par carte SIM active pour la voix a connu trois phases dans son évolution sur les 10 dernières années :

- De 2014 à 2016, cet indicateur a baissé en passant de 42,5 min à 33,8 min ;
- De 2016 à 2021, il a augmenté progressivement pour atteindre 56,3 min ;
- De 2021 à 2023, sa valeur a baissé de nouveau pour se situer à 46,0 min.

Entre 2014 et 2020, TELECEL avait la valeur la plus élevée des trois réseaux avec une moyenne de 71,4

min.

De 2020 à 2023, ORANGE BURKINA FASO SA a pris le dessus avec une moyenne de 58,7 min.

➤ **Evolution du trafic voix fixe**

Le trafic voix fixe est généré essentiellement sur le réseau de ONATEL SA.

On constate une diminution continue du volume de ce trafic entre 2014 et 2023. En effet le trafic total (entrant et sortant) est passé de 82,8 millions à 41,3 millions de minutes sur cette période, ce qui correspond à une chute de plus de la moitié (50,1% précisément).

Cette régression s'explique principalement par la substitution des services du fixe par le mobile pour ce qui concerne la voix.

○ **Durée moyenne de communication fixe par mois**

Le temps moyen d'usage par abonnement et par mois du réseau fixe pour la voix a suivi la même tendance baissière en passant de 66,4 min en 2016 min à 42,2 min en 2023.

➤ **Evolution du trafic SMS**

Les composantes retenues pour le trafic sms sont les suivantes :

- Le trafic On Net ou intra réseau ;
- Le trafic inter réseau ou le départ vers autres réseaux nationaux.
- le trafic départ vers International ;
- le trafic arrivé des autres réseaux nationaux et
- le trafic arrivé de l'International.

Le volume du trafic total sms de l'ensemble des opérateurs est passé de 1,1 milliard de SMS en 2014 à 9,1 milliards de SMS en 2023 soit une progression annuelle moyenne de 26,9%. Cependant une baisse de 8,3% a été constatée entre 2022 et 2023.

Le trafic On Net est la composante principale (96,8%) du volume total des SMS entrants et sortants. Cette situation s'explique par l'effet des bonus et des offres promotionnelles utilisables en intra réseau.

Le volume du trafic SMS de 2023 des trois opérateurs se répartit comme suit : 79,7% pour ORANGE BURKINA FASO SA, 16,8% pour ONATEL SA % et 3,5% pour TELECEL FASO SA.

○ **Nombre moyen de sms reçus ou envoyés par abonnement par mois**

Le nombre moyen de SMS reçus et envoyés par abonnement par mois et par carte SIM active a connu trois phases dans son évolution sur les 10 dernières années :

- De 2014 à 2018, cet indicateur a connu une forte hausse passant de 7 à 31 SMS ;
- De 2018 à 2022, il est resté stable avec une moyenne de 32 SMS ;
- De 2022 à 2023, la valeur de cet indicateur a baissé de 12,0%.

Entre 2014 et 2018, le réseau mobile de l'ONATEL SA était le plus utilisé avec une moyenne de 26 SMS par mois et par carte SIM.

De 2018 à 2023, ORANGE BURKINA FASO SA a pris le dessus avec une moyenne de 49 SMS.

Notes méthodologiques :

Le trafic voix de la téléphonie : correspond au nombre de minutes d'appels aboutis, émis à partir d'un téléphone (trafic départ) ou reçu sur un téléphone (trafic arrivé)

Le trafic On Net : Nombre de minutes d'appels aboutis, échangés entre abonnés d'un même réseau mobile. L'appelé et l'appelant doivent être sur le même territoire national couvert par le réseau. Le trafic du roaming est exclu.

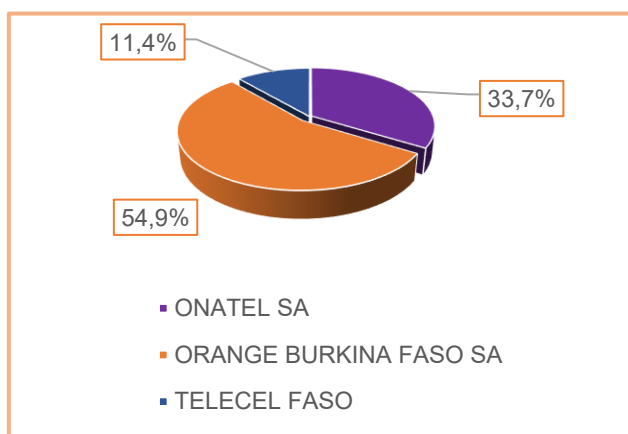
Le trafic SMS correspond au nombre de SMS délivré, émis à partir d'un téléphone (trafic départ) ou reçu sur un téléphone (trafic arrivée)

Tableau 13 : Evolution du trafic voix de la téléphonie fixe et mobile

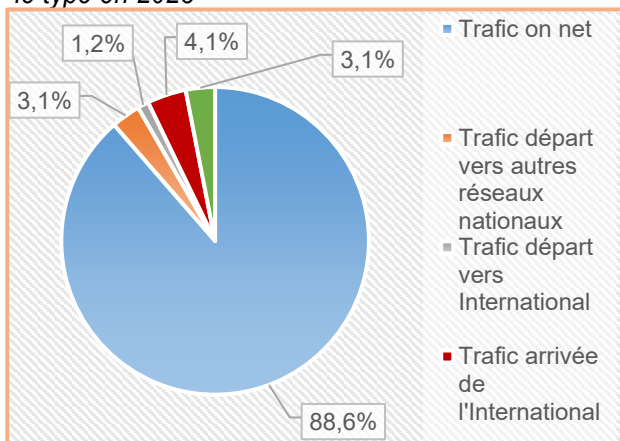
Ressources	Nombre en 2023 (En millions de mns)	Evolution par rapport à 2022		Evolution par rapport à 2014		TAMA /2014
		En millions de mns	Pourcentage	En millions de mns	Pourcentage	
Téléphonie fixe	41,3	-2,4	-5,5%	-41,5	-50,1%	-7,4%
Téléphonie mobile	14 772,0	-912,7	-5,8%	8 395,80	131,7%	9,8%
Ensemble	14 813,30	-915,14	-5,8%	8 354,30	129,3%	9,7%

Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2023 du MTDPCE

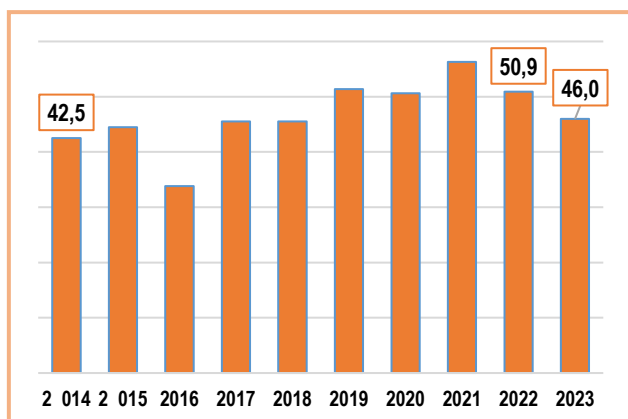
Graphique 52 : Répartition du trafic voix par operateur en 2023



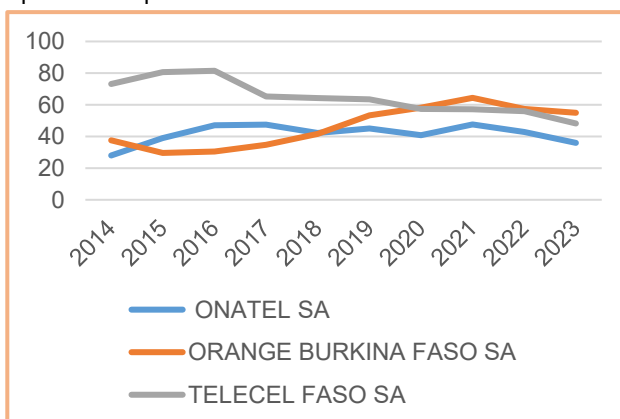
Graphique 53 : Répartition du trafic voix selon le type en 2023



Graphique 54 : Evolution de la durée moyenne de communication (D/A) par ligne (abonnements) en min par mois



Graphique 55 : Evolution de la durée moyenne de communication (D/A) par ligne (abonnements) en min par operateur et par mois



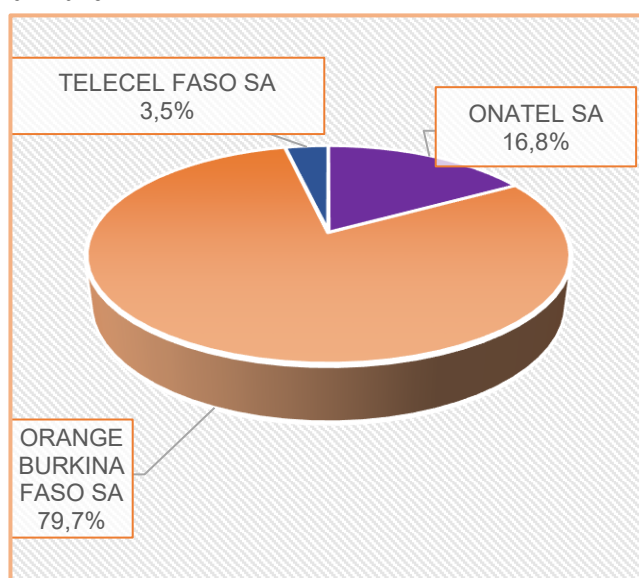
Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2023 du MTDPCE

Tableau 14 : Evolution du trafic SMS total des opérateurs

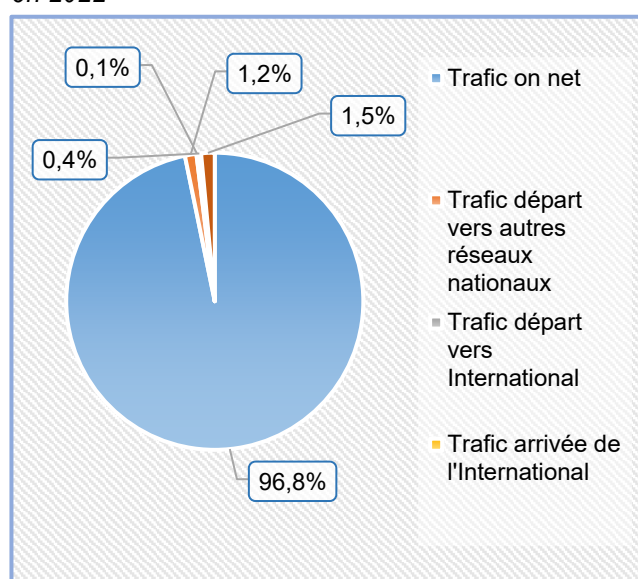
Ressources	Nombre en 2023 (En millions de sms)	Evolution par rapport à 2022		Evolution par rapport à 2014		TAMA/2014
		En millions de sms	Pourcentage	En millions de sms	Pourcentage	
ONATEL SA	1 532,80	-481,70	-23,9%	913,30	147,4%	10,6%
ORANGE BURKINA FASO SA	7 282,00	-233,10	-3,1%	7 119,30	4375,7%	52,6%
TELECEL FASO SA	321,7	-108,90	-25,3%	91,80	39,9%	3,8%
Ensemble	9 136,50	-823,70	-8,3%	8 124,40	802,7%	27,7%

Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2023 du MTDPCE

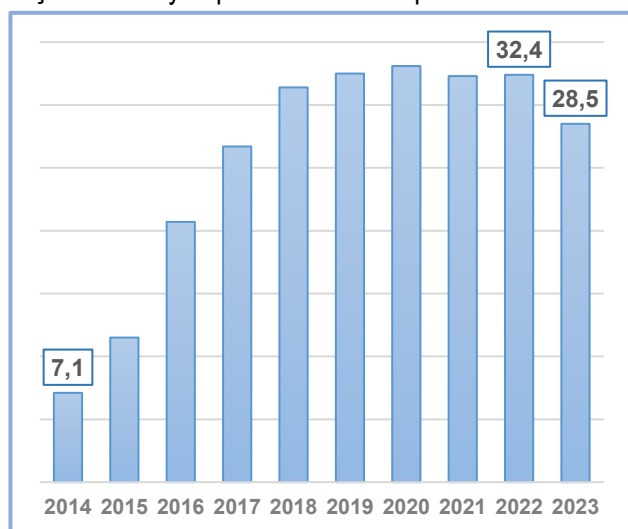
Graphique 56 : Répartition du trafic SMS par opérateurs en 2023



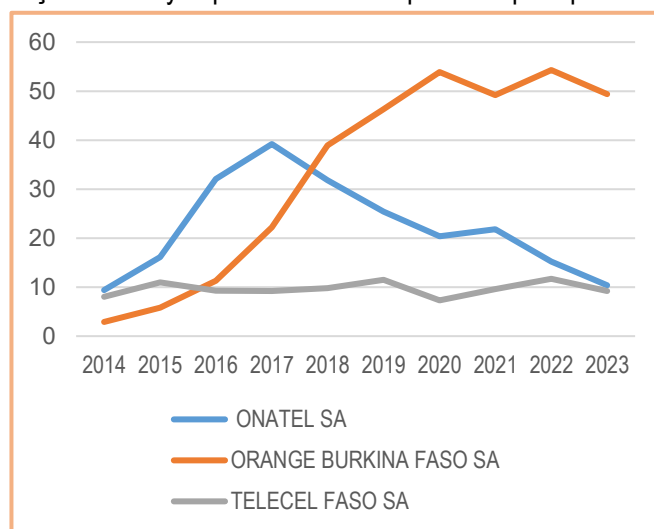
Graphique 57 : Répartition du trafic voix selon le type en 2022



Graphique 58 Evolution du Nombre moyen de sms reçus et envoyés par abonnement par mois



Graphique 59 : Evolution du Nombre moyen de sms reçus et envoyés par abonnement par mois par opérateur



Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2023 du MTDPCE

II. Chiffre d'affaires et investissements

Points saillants :

- ✚ Croissance soutenue du revenu global des opérateurs depuis 2014 ;
- ✚ 972,6 milliards de FCFA investis par l'ensemble des opérateurs entre 2014 et 2023.

Commentaire général

Cette section présente l'évolution du chiffre d'affaires et des investissements des opérateurs titulaires de licence.

➤ **Evolution du Chiffre d'affaires des opérateurs**

Le chiffre d'affaires total ou revenu des opérateurs (téléphonies et autres) qui était de 299,5 milliards de FCFA en 2014 a connu une évolution continue pour atteindre 512,3 milliards de FCFA en 2023 soit un accroissement moyen annuel de 6,1%.

Le chiffre d'affaires des opérateurs de téléphonies est passé de 299,5 milliards de FCFA en 2014 à 469,7 milliards de FCFA en 2023 soit un accroissement moyen annuel de 5,1%. Ce chiffre qui était de 443,8 milliards de FCFA en 2022 a augmenté de 26,8 milliards de FCFA en 2023. La répartition par opérateur de ce revenu en 2023 est de 29,6 % pour ONATEL SA, 9,0% pour TELECEL FASO SA et 61,4% pour ORANGE BURKINA FASO SA.

Suivant les données disponibles, le revenu des autres opérateurs a évolué de 1,5 milliard de FCFA en 2019 à 42,6 milliards de FCFA en 2023.

La part des réseaux de téléphonie dans le chiffre d'affaires global de 2023 est de 91,7% contre 8,3% pour les autres opérateurs.

➤ **Investissements des opérateurs**

Les opérateurs ont investi au total 37,1 milliards de FCFA en 2014 et 118,8 milliards de FCFA en 2023. Sur cette période, les investissements ont évolué en dents de scie avec une moyenne annuelle de 97,3 milliards de FCFA.

La part des réseaux de téléphonie dans le montant investi en 2023 est de 95,9% soit 113,9 milliards. La contribution de chaque opérateur est de 34,8% pour ONATEL SA, 43,6% pour ORANGE BURKINA et 21,5% pour TELECEL FASO SA.

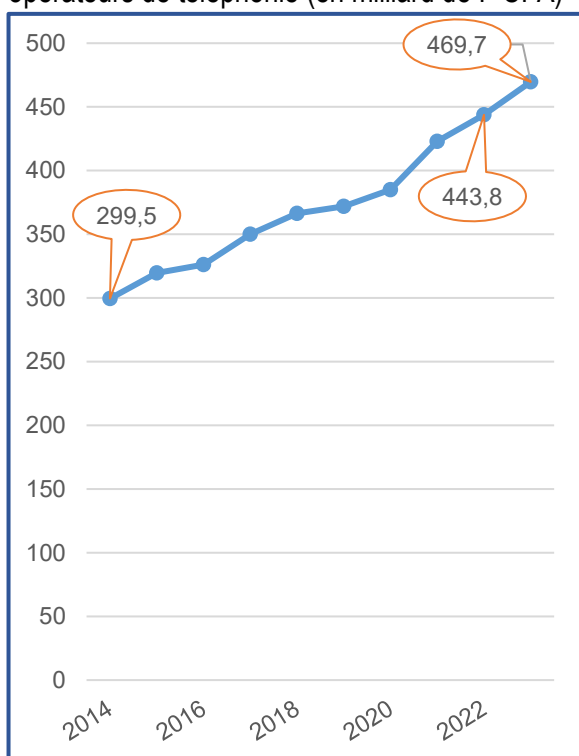
Les autres opérateurs ont investi 40 millions de FCFA en 2019 et 4,9 milliards de FCFA en 2023. Leurs investissements ont aussi évolué en dents de scie avec un montant moyen annuel de 5,5 milliards FCFA sur cette période

Tableau 15 : Evolution du chiffre d'affaires des opérateurs de téléphonie

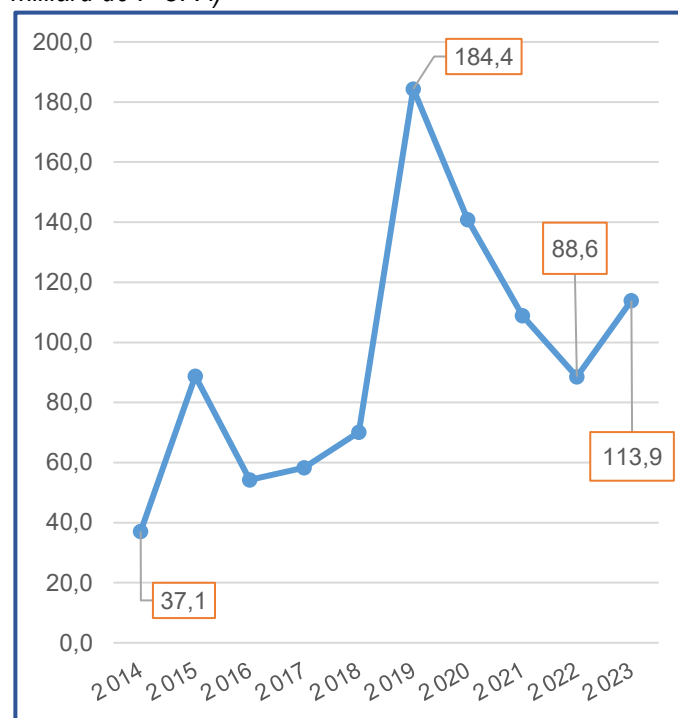
Ressources	Montant en 2023 (En milliard de F CFA)	Evolution par rapport à 2022		Evolution par rapport à 2014		TAMA/2014
		En milliard de F CFA	Pourcentage	En milliard de F CFA	Pourcentage	
Réseau fixe	21,3	-0,9	-4,05%	-2,4	-10,13%	-1,18%
Réseaux Mobiles	448,4	26,8	6,36%	172,5	62,52%	5,54%
Ensemble	469,7	25,9	5,84%	170,2	56,83%	5,13%

Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2023 du MTDPCE

Graphique 60 : Evolution du chiffre d'affaires des opérateurs de téléphonie (en milliard de F CFA)



Graphique 61 : Evolution du montant des investissements corporels et incorporels des opérateurs de téléphonie (en milliard de F CFA)



Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2023 du MTDPCE

III. Tarif de la téléphonie mobile et de l'Internet

Points saillants :

- ✚ 96 FCFA la minute pour ORANGE et ONATEL SA et 90 FCFA la minute pour TELECEL FASO pour les tarifs on net en 2023 ;
- ✚ Baisse progressive du coût réel du Go depuis 2020.

Commentaire général

Cette section présente l'évolution des tarifs des services voix, SMS et data mobiles.

➤ Tarifs des services voix, SMS et data mobiles

Entre 2014 et 2022, les tarifs publics ou affichés des communications voix et SMS intra réseaux et vers les autres réseaux nationaux sont restés statiques et se présentaient comme suit sur la période :

- Sur le réseau mobile de l'ONATEL
 - le tarif des appels ON NET était de 90 FCFA TTC/Min ;
 - le tarif des appels OFF NET vers les autres réseaux nationaux était de 90 FCFA TTC/Min ;
 - le tarif du SMS ON NET était de 10 FCFA TTC/SMS ;
 - le tarif du SMS OFF NET vers les autres réseaux nationaux était de 20FCFA TTC/SMS.

- Sur le réseau mobile de l'ORANGE BURKINA FASO SA
 - le tarif des appels ON NET était de 90 FCFA TTC/Min
 - le tarif des appels OFF NET vers les autres réseaux nationaux était de 90 FCFA TTC/Min
 - le tarif du SMS ON NET était de 10 FCFA TTC/SMS
 - le tarif du SMS OFF NET vers les autres réseaux nationaux était de 20FCFA TTC/SMS

- Sur le réseau mobile de TELECEL FASO SA
 - le tarif des appels ON NET était de 84 FCFA TTC/Min
 - le tarif des appels OFF NET vers les autres réseaux nationaux était de 90 FCFA TTC/Min
 - le tarif du SMS ON NET était de 10 FCFA TTC/SMS
 - le tarif du SMS OFF NET vers les autres réseaux nationaux était de 20FCFA TTC/SMS

Les tarifs de 2023 ont pris en compte l'augmentation de 5% au titre de la contribution au Fonds du Soutien Patriotique. Aussi, les prix se présentaient comme suit en fin 2023 :

- Sur le réseau mobile de ONATEL SA ;
 - le tarif des appels ON NET était de 96 FCFA TTC/Min ;
 - le tarif des appels OFF NET vers les autres réseaux nationaux était de 96 FCFA TTC/Min ;
 - le tarif du SMS ON NET était de 11 FCFA TTC/SMS ;
 - le tarif du SMS OFF NET vers les autres réseaux nationaux était de 21 FCFA TTC/SMS.

- Sur le réseau mobile de l'ORANGE BURKINA FASO SA
 - le tarif des appels ON NET était de 96 FCFA TTC/Min ;
 - le tarif des appels OFF NET vers les autres réseaux nationaux était de 96 FCFA TTC/Min ;
 - le tarif du SMS ON NET était de 10,5 FCFA TTC/SMS ;
 - le tarif du SMS OFF NET vers les autres réseaux nationaux était de 21 FCFA TTC/SMS.
- Sur le réseau mobile de TELECEL FASO SA
 - le tarif des appels ON NET était de 90 FCFA TTC/Min
 - le tarif des appels OFF NET vers les autres réseaux nationaux était de 96 FCFA TTC/Min
 - le tarif du SMS ON NET était de 10,5 FCFA TTC/SMS
 - le tarif du SMS OFF NET vers les autres réseaux nationaux était de 21 FCFA TTC/SMS

Cependant les pratiques commerciales des opérateurs conduisent dans la réalité à des prix réels² de la minute d'appel payés par le consommateur beaucoup plus faibles que les tarifs affichés grâce aux offres promotionnelles et aux importants bonus octroyés.

Ces pratiques commerciales avantageuses pour l'abonné induisent un volume de trafic plus élevé que les revenus générés.

Ainsi, les prix unitaires réels moyens des différents courants de trafics voix estimés pour l'ensemble des trois réseaux mobiles ont une moyenne qui a baissé de 15 FCFA TTC /min à 10 FCFA TTC/Min sur la période 2020 – 2023 pour les appels intra réseaux. Les prix réels des appels vers les autres réseaux nationaux qui sont moins concernés par les offres promotionnelles sont restés très proches de la moyenne de 83 FCFA TTC/min sur la même période.

Les offres promotionnelles concernent aussi les forfaits data mobiles d'où une baisse progressive du prix réel unitaire constaté sur le Go. En effet le prix réel moyen pour l'ensemble des trois réseaux mobiles est passé de 1 165 FCFA TTC à 649 FCFA par Go sur la même période 2020-2023.

² Le tarif ou prix réel unitaire d'un produit ou service est le rapport entre le revenu total spécifique généré par ce produit ou service et le volume total de ce produit ou service vendu par l'opérateur

Tableau 16 : Evolution du coût réel d'un Go de 2020 à 2023 par opérateur de téléphonie (en F CFA)

Libellé	2020	2021	2022	2023
ONATEL SA	908	668	562	543
ORANGE BURKINA FASO SA	1 243	1 026	869	804
TELECEL FASO SA	1 347	999	701	600
Moyenne des trois operators	1 166	898	711	649

Source : Arcep, observatoire des marchés 2023

Tableau 17 : Evolution du coût réel de la minute d'appel de 2020 à 2023 par opérateur de téléphonie (en F CFA)

	2020	2021	2022	2023
On-net				
ONATEL SA	18	11	8	8
TELECEL FASO SA	16	8	9	9
ORANGE BF SA	11	12	12	12
MOYENNES DES TROIS RESEAUX	15	11	10	10
Vers les réseaux nationaux				
ONATEL SA	90	86	88	83
TELECEL FASO SA	75	73	69	74
ORANGE BURKINA FASO SA	83	93	83	87
MOYENNES DES TROIS RESEAUX	83	86	81	83

Source : Arcep, observatoire des marchés 2023

Chapitre 6 : Diffusion des TIC et sécurité des systèmes d'information

I. Diffusion des TIC

Points saillants :

- ✚ 187 stations de radio détentrices d'une licence dont 167 opérationnelles en 2023
- ✚ 32 stations de télévisions détentrices d'une licence dont 20 opérationnelles en 2023
- ✚ 240 presses en lignes en 2023 dont 153 détentrices de licences.

Commentaire général

La diffusion des TIC concerne les stations de radio, les stations de télévision et la presse en ligne.

➤ Evolution du nombre de stations de radio

Entre 2014 et 2023, le nombre de stations radio disposant d'une licence est passé de 155 à 187, soit un taux d'accroissement moyen annuel de 2,1%. Aucune variation n'a été constatée entre 2022 et 2023. Sur ces 187 stations radio détentrices d'une licence, 167 sont fonctionnelles en 2023, soit un taux d'activité de 89,3%.

➤ Evolution du nombre de stations de télévision

Le nombre de stations de télévision disposant d'une licence est passé de 18 en 2014 à 32 en 2023. Aucune variation n'a été constatée entre 2022 et 2023. Notons que le CSC a retiré l'autorisation d'exploitation en 2020 des stations de télévision diffusées dans les régions du Centre-ouest et du Sahel, pour cause de non-respect de cahier des charges. Sur ces 32 stations télévisions détentrices de licences, 20 sont opérationnelles en 2023 soit un taux d'activité de 62,5%.

Le Centre-Sud, le Plateau-Central, le Sahel et le Sud-Ouest ne disposent pas encore de station de télévision.

➤ Evolution du nombre de presse en ligne

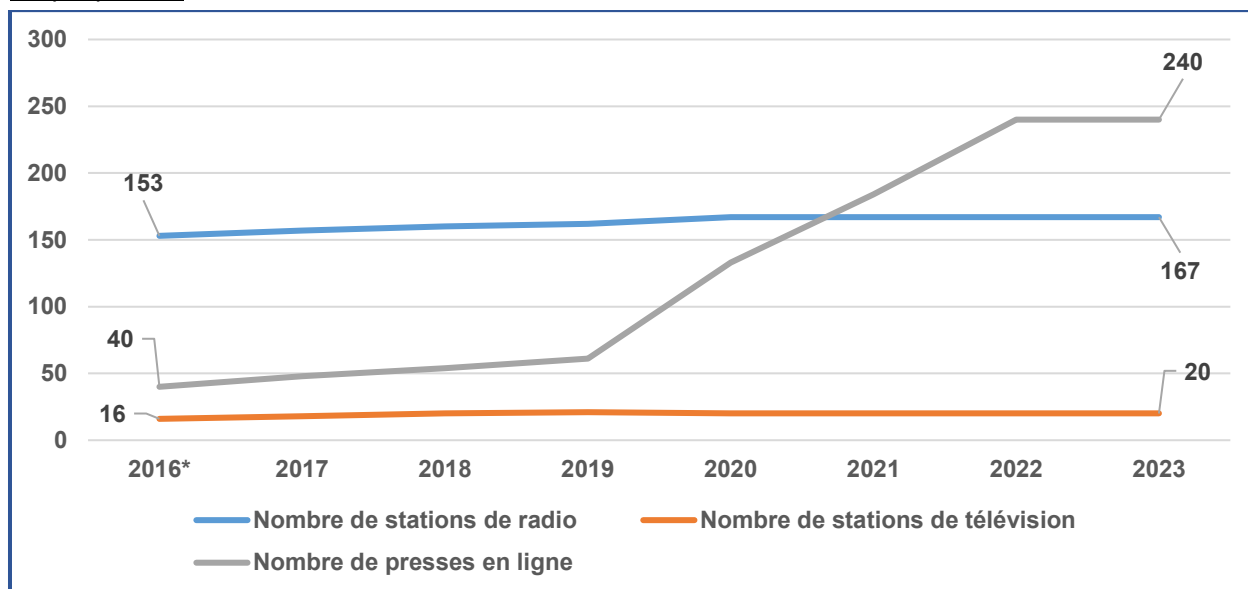
Le nombre de presses en ligne fonctionnelles est passé de 40 en 2016 à 240 en 2023. Cependant, celles détentrices d'une licence sont au nombre de 153, soit 63,8%.

Tableau 18 : Evolution du nombre de canaux de diffusion

Libellé	Nombre en 2023	Evolution par rapport à 2022		Evolution par rapport à 2014		TAMA/2014
		Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	
Stations de radio	187	0	0,0%	32	20,6%	2,1%
Stations de Télévision	32	0	0,0%	14	77,8%	6,6%
Presses en ligne	151	0	0,0%	149	3725,0%	49,9%

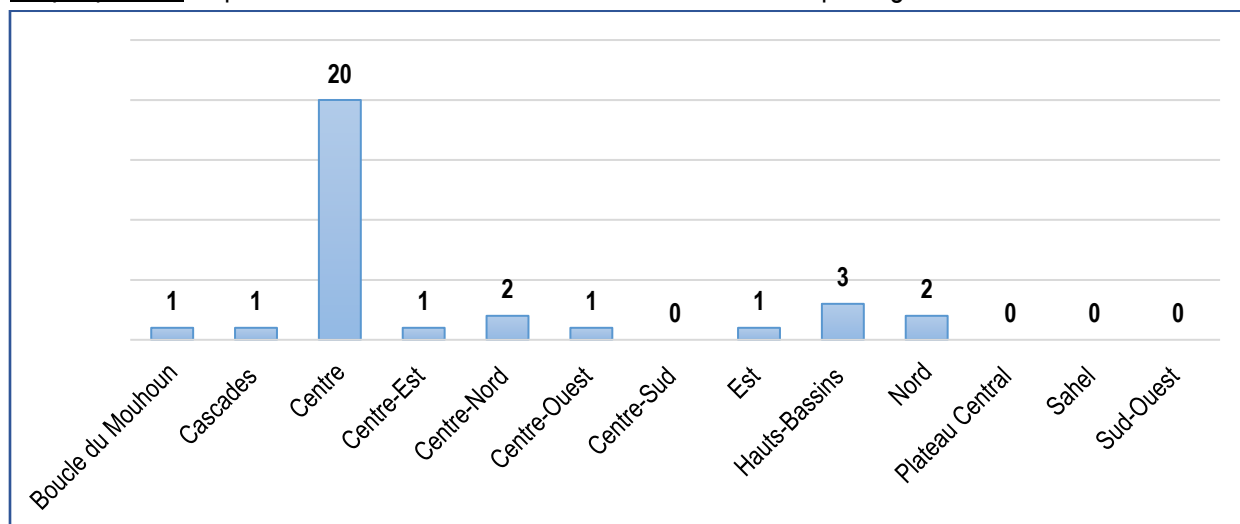
Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2023 du MTDPCE

Graphique 62 : Evolution du nombre des médias locaux audiovisuels



Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2023 du MTDPCE

Graphique 63 : Répartition du nombre de stations de télévision locale par région en 2023



Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2023 du MTDPCE

II. Gestion de la sécurité des systèmes d'information

Points saillants :

- ✚ Le nombre de nouveaux acteurs assistés par le Computer Incident Response Team (CIRT-BF) est de 26 en 2023 ;
- ✚ 67,0% des incidents de sécurité de l'information ont été résolus en 2023.

Commentaire général

La gestion de la sécurité des systèmes d'information traite des organismes audités, des organismes alertés, de la marge de progression des acteurs assistés par le CIRT-BF, du nombre des incidents rapportés à l'ANSSI, du nombre d'alertes diffusées, du pourcentage des incidents de sécurité de l'information résolus et du nombre d'organismes particuliers supervisés.

➤ Organismes audités et alertés

En 2023, trois (3) organismes ont été audités par l'Agence Nationale de Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI) et quatre (4) organismes ont bénéficié d'une protection spéciale de leur système d'information.

Le nombre d'organismes alertés qui était de 44 en 2018 a progressé de 82,0% en 2019 pour se stabiliser à 85 sur la période 2020 à 2022. Cependant, ce nombre a baissé de 95,0% pour se situer à 4 en 2023. Cette situation s'explique par le réajustement de la liste de diffusion des alertes pour ne prendre en compte que les organismes bénéficiant d'une protection spéciale.

➤ Marge de progression des acteurs assistés par le CIRT-BF

La courbe de la marge de progression des acteurs assistés par le CIRT-BF laisse apercevoir une baisse régulière de 2016 à 2018, suivi d'une hausse continue à partir de 2019 pour s'établir à 307 en 2022. Le nombre de nouveaux acteurs assistés par le CIRT-BF est de 26 en 2023 contre 307 en 2022, soit une baisse de 91,5%. Cette baisse s'explique notamment par l'insuffisance de ressources qui n'a pas permis la mise en œuvre de certaines activités.

➤ Nombre d'incidents rapportés à l'ANSSI et nombre d'alertes diffusées

Le nombre d'incidents rapportés à l'ANSSI évolue en dents de scie entre 2016 et 2023. Ce nombre est passé de 5 en 2021 à 3 en 2023. Cela s'explique par une prise de consciences des acteurs sur les enjeux de la cybersécurité.

Le nombre d'alertes diffusées en 2023 est de 50 contre 26 en 2022, soit une hausse de 92%. Cette variation pourrait s'expliquer par une augmentation des cyberattaques qui sont de plus en plus sophistiquées.

➤ Pourcentage des incidents de sécurité de l'information résolus

Entre 2016 et 2019, le pourcentage des incidents de sécurité de l'information résolus a évolué en dents de scie et a atteint son plus bas niveau en 2018 avec un pourcentage de résolution de 40%. En 2020, le pourcentage de résolution des incidents a atteint 80%. Le taux de résolution des incidents de sécurité qui était de 100% en 2021 et 2022 a chuté à 67% en 2023, soit une baisse de 33%. Cette baisse s'explique par la complexité des cyberattaques et par l'insuffisance des moyens pour une meilleure gestion des incidents de sécurité de l'information.

Sur la période 2016 à 2023, sur un total de 100 organismes particuliers à superviser, aucun organisme n'a été supervisé avant 2020. Le taux de supervision est ressorti à 65% en 2020. Il a chuté à 5% en 2021 puis à 3% en 2022 et 2023.

Notes méthodologiques :

Le nombre d'organismes audités : on entend par organisme, une personne ou groupe de personnes qui a ses propres fonctions, avec les responsabilités, les pouvoirs et les relations nécessaires pour atteindre ses objectifs. Le concept d'organisme comprend, entre autres, les travailleurs indépendants, compagnies, sociétés, firmes, entreprises, autorités, partenariats, œuvres de bienfaisance ou institutions, ou toute partie ou combinaison de ceux-ci, constituée en société de capitaux ou ayant un autre statut, de droit privé ou public. Le nombre d'organismes audités est le nombre d'organismes dont leurs SI ont fait l'objet d'audit par l'ANSSI.

Le nombre d'organismes bénéficiant de protection spéciale : c'est le nombre d'organismes à infrastructures critiques qui ont bénéficié de la protection de leur système d'information par l'ANSSI, notamment la surveillance et le monitoring de leur SI.

Le nombre d'organismes alertés : c'est le nombre d'organismes qui ont été régulièrement informés de la survenue d'un incident de sécurité et qui reçoivent à ce titre, les alertes de sécurité périodiquement.

Le nombre d'incidents rapportés : c'est le nombre d'événements liés à la sécurité de l'information indésirable ou inattendue, présentant une probabilité forte de compromettre les opérations liées à l'activité de l'organisme et de menacer la sécurité de l'information, qui ont été rapportés à l'ANSSI.

Le nombre d'alertes diffusées : c'est le nombre d'alertes (ensemble d'informations, recommandations, ...) envoyés aux parties prenantes pour prévenir des risques imminents ou en cours sur les SI.

La marge de progression des acteurs assistés par le CIRT-BF : la marge de progression des acteurs assistés est matérialisée par le nombre de nouveaux acteurs assistés par le Computer Incident Response Team (CIRT-BF) sur une période donnée.

Le taux d'incidents de sécurité de l'information résolus : c'est le nombre des incidents de sécurité de l'information résolu par l'ANSSI sur le nombre total des incidents de sécurité de l'information reçu.

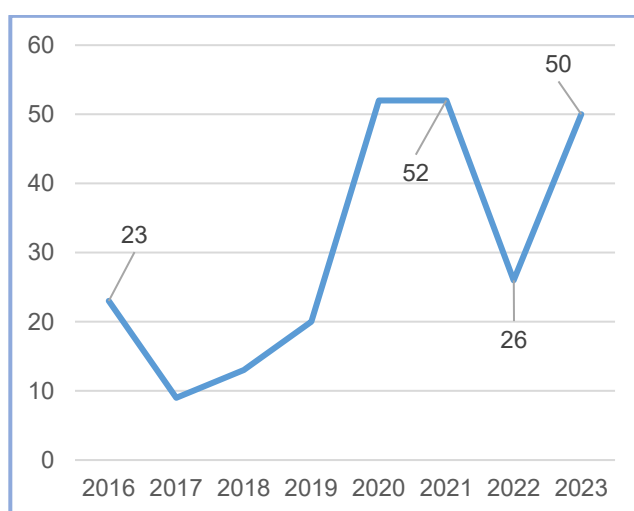
Le taux d'organismes particuliers supervisés : c'est le nombre d'organismes particuliers qui ont bénéficié d'une supervision de leurs SI par l'ANSSI sur le nombre total d'organismes particuliers

Tableau 19 : Gestion de la sécurité des systèmes d'information

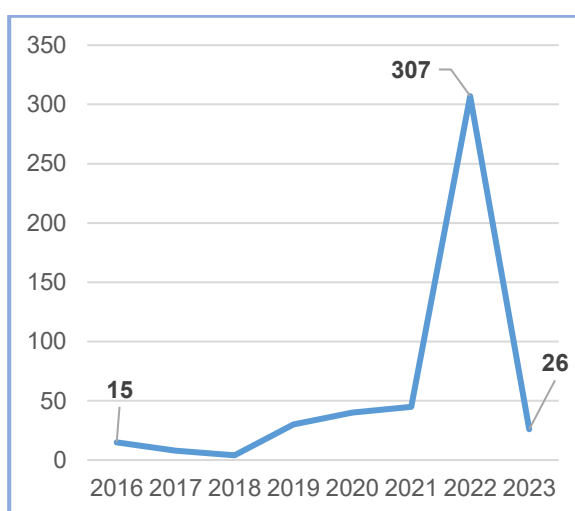
Indicateurs	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Nombre d'organismes audités	0	0	0	2	0	1	1	3
Nombre d'organismes bénéficiant de protection spéciale	0	0	0	2	2	7	4	4
Nombre d'organismes alertés	0	0	44	80	85	85	85	4
Nombre d'incidents rapportés	9	12	7	4	2	5	2	3

Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2023 du MTDPCE

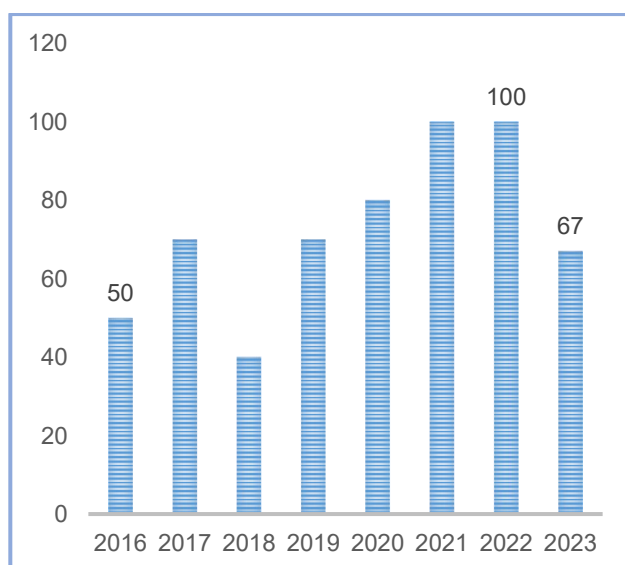
Graphique 64 : Evolution du nombre d'alertes diffusées



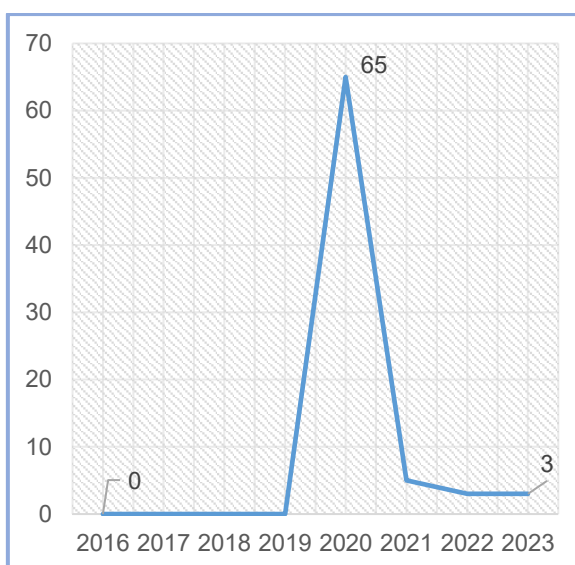
Graphique 65 : Évolution de la marge de progression des acteurs assistés par le CIRT (Nombre)



Graphique 66 : Taux de résolution des incidents de sécurité de l'information (En %)



Graphique 67 : Taux d'organismes particuliers supervisés (En %)



Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2023 du MTDPCE

Chapitre 7 : Evolution des indicateurs des émetteurs de monnaie électronique

I. Accès aux services de la monnaie électronique³

I.1. Evolution des Services financiers via la téléphonie mobile

Points saillants :

- ✚ Progression de 20,1% en 2022 du nombre de points de services financiers actifs via la téléphonie mobile dans l'UEMOA par rapport à 2021 ;
- ✚ Progression de 14,1% en 2022 du nombre de points de services financiers actifs via la téléphonie mobile au Burkina Faso par rapport à 2021.

Commentaire général

L'avènement de la monnaie électronique est une révolution à laquelle les populations adhèrent massivement, en témoigne l'augmentation fulgurante du nombre de points de services financiers via la téléphonie mobile.

La présente analyse porte sur l'évolution des points de services financiers via la téléphonie mobile au sein de l'UEMOA et au Burkina Faso. Elle distingue le nombre de services financiers créés de ceux qui sont actifs.

➤ Au sein de l'UEMOA

Sur la période 2016-2022, le nombre de points de services financiers via la téléphonie mobile est passé de 183 274 à 1 648 134, soit un taux d'accroissement moyen annuel de 44,2%. La multiplication de ces points de services est plus remarquable sur la période 2016-2019. En effet, le nombre a plus que triplé en trois ans. On remarque qu'à partir de 2019, la croissance du nombre de points de services financiers via la téléphonie mobile connaît un ralentissement progressif. Entre 2021 et 2022, on enregistre une augmentation de 255 235 points de services financiers, soit 18,3%. D'une manière générale, cette situation a sensiblement contribué à l'amélioration de l'accès des clients aux services financiers via la téléphonie mobile, avec une moyenne de 94 utilisateurs par point de services à fin décembre 2021 contre 88 en 2020, selon le rapport annuel 2021⁴ de la BCEAO sur les services financiers.

Pour ce qui est des points de services financiers actifs via la téléphonie mobile, le nombre est passé de 100 481 actifs en 2016 à 1 083 571 en 2022 avec un accroissement moyen annuel de 48,6. Ce nombre qui était de 902 466 en 2021 a augmenté de 20,1% en 2022. Quant au taux d'activité des points de services, il est resté supérieur à 54,8% sur la période 2016-2022 avec le taux le plus élevé en 2022 (65,7%). Il se dégage une amélioration du taux d'activité de 1 point en 2022 par rapport à 2021.

➤ Au Burkina Faso

En 2016, le nombre de points de services financiers via la téléphonie mobile était de 12 730. Avec une croissance moyenne de 50,9% l'an, ce nombre est passé à 150 249 en 2022. Par rapport à sa valeur de 2021 qui ressortait à 132 849, le nombre de points de services financiers via la téléphonie mobile a augmenté de 13,1% en 2022. Cette augmentation contribue à l'amélioration de l'accès des clients aux services financiers via la téléphonie mobile. En moyenne, on note 135 utilisateurs par point de services à fin décembre 2021 contre 143 en 2020, selon le rapport annuel 2021⁵ de la BCEAO sur les services

³ Dans cette partie, les données traitées se limitent à 2022 compte tenu de la non-disponibilité du tableau de bord de l'inclusion financière dans l'UEMOA, édition 2024, produit par la BCEAO.

⁴ Le rapport annuel 2022 et 2023 de la BCEAO sur les services financiers n'est pas disponible.

⁵ Le rapport annuel 2022 et 2023 de la BCEAO sur les services financiers n'est pas disponible

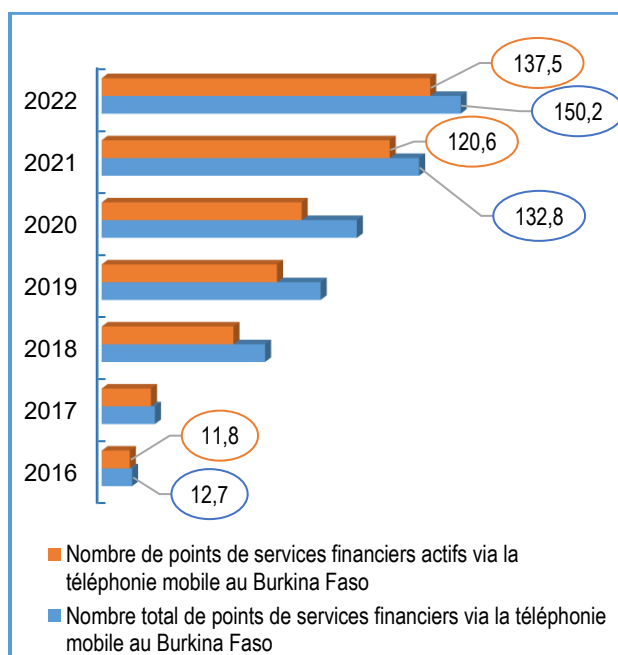
financiers.

Pour ce qui est du nombre des points de services financiers actifs via la téléphonie mobile, il enregistre une progression moyenne annuelle de 50,6% sur la période 2016-2022 correspondant à des valeurs de 11 794 et 137 493 respectivement en 2016 et 2022. De 2021 à 2022, ce nombre a progressé de 14,1%. Le taux d'activité des points de services se situe à 91,5% à fin décembre 2022 contre 90,7% un an plus tôt, soit une progression de 0,8 point.

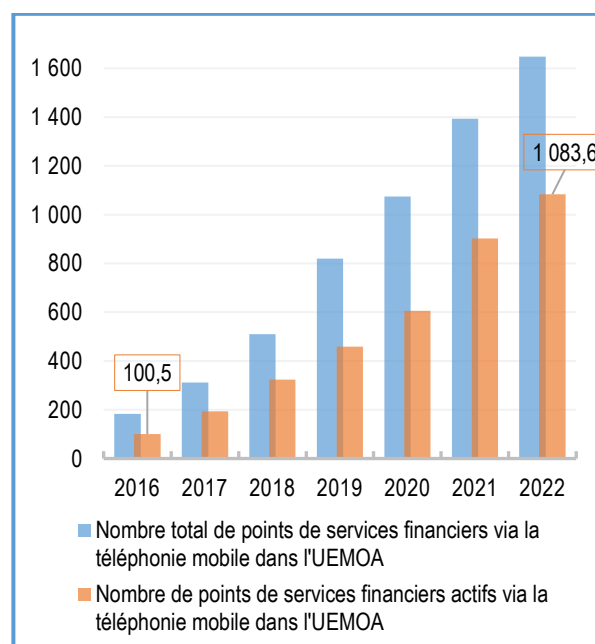
➤ **Part du Burkina Faso dans l'UEMOA**

Au sein de l'UEMOA, le Burkina Faso contribue en termes de nombre de points de services financiers via la téléphonie mobile, à hauteur de 6,9% en 2016 et 9,1% en 2022 soit une progression globale de 2,2%. Retenons que le Burkina Faso a atteint sa meilleure contribution en 2018 avec 13,4%. Quant aux points de services financiers actifs via la téléphonie mobile, la part du Burkina Faso y relative est passée de 11,7% en 2016 à 12,7% en 2022 avec un pic en 2018 (17,0%). Cette part a légèrement régressé de 0,7 point en 2022 par rapport à son niveau de 2021.

Graphique 68 : Evolution du nombre de points de services financiers via la téléphonie mobile au Burkina (En milliers)



Graphique 69 : Evolution du nombre de points de services financiers via la téléphonie mobile dans l'UEMOA (En milliers)



Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2023 du MTDPCE

I.2. Evolution des comptes de monnaie électronique

Points saillants :

- + 8,1 millions de comptes supplémentaires de monnaie électronique actifs dans l'UEMOA en 2022 dont 800 832 pour le Burkina Faso ;
- + 70,4% des comptes de monnaie électronique en activité en 2022 au Burkina Faso ;
- + Taux moyen d'activité de comptes de monnaie électronique au Burkina Faso supérieur à celui de l'UEMOA sur la période 2016-2022.

Commentaire général

Cette partie analyse les ouvertures de comptes de monnaie électronique au sein de l'UEMOA et au Burkina Faso, à savoir les comptes de monnaie électroniques créés et ceux actifs.

➤ Au sein de l'UEMOA

Le nombre de comptes de monnaie électronique dans l'UEMOA affiche une tendance haussière sur la période 2016-2022 avec un taux d'accroissement moyen annuel de 27,6%. Ce nombre est ressorti à 157,5 millions en 2022 contre 131,0 millions en 2021, soit une hausse de 20,2%. L'évolution des comptes de monnaie électronique est imputable à l'adoption croissante par les populations, des services financiers numériques, amorcée pendant la période du confinement liée à la pandémie de la COVID-19.

De 2018 à 2021⁶, les ouvertures des comptes de monnaie électronique sont portées par trois catégories d'acteurs avec une prédominance des établissements de monnaie électronique suivi des banques et des Systèmes Financiers Décentralisés. En 2021, les établissements de monnaie électronique détenaient 59,9% des comptes monnaie électronique, suivis des banques (40,1%) et des Systèmes Financiers Décentralisés avec une part négligeable.

Concernant les comptes de monnaie électronique actifs, le nombre est passé de 12,6 millions en 2016 à 65,5 millions en 2022. L'évolution moyenne annuelle du nombre de comptes actifs s'élève à 31,6% entre 2016 et 2022, soit environ 8,8 millions de comptes actifs de plus chaque année. Sur les deux dernières années le nombre de comptes de monnaie électronique actifs a progressé de 14,1% en 2022 correspondant à 8,1 millions de comptes supplémentaires.

Le taux d'activité a connu une hausse progressive entre 2016 et 2020, mais à partir de 2021, il s'est inscrit à la baisse avec des régressions de 1,6 point et 2,2 points respectivement en 2021 et 2022. Le taux moyen d'activité de comptes de monnaie électronique dans la zone UEMOA est ressorti à 40,5% sur la période 2016-2022 avec un niveau qui est resté supérieur à 40% depuis 2019.

➤ Au Burkina Faso

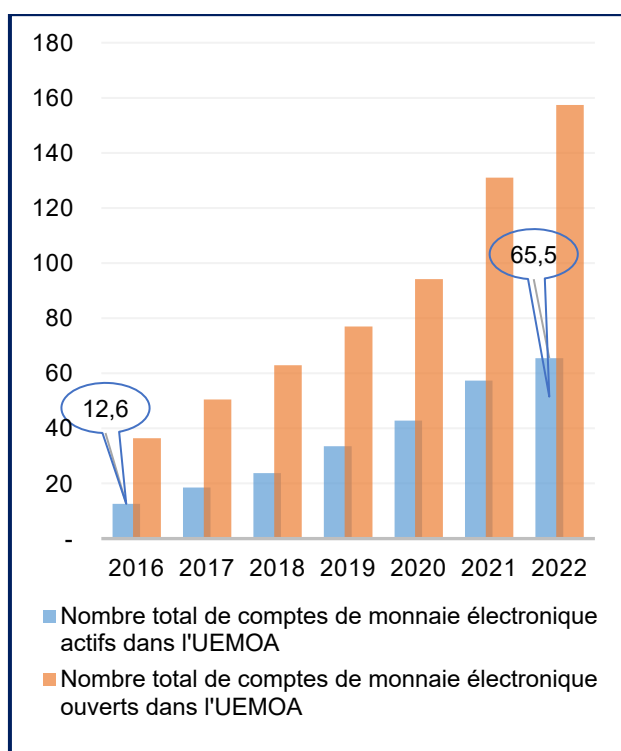
Le nombre de comptes de monnaie électronique est passé de 4,1 millions en 2016 à 18,9 millions en 2022. Ce nombre a évolué de 2,5 millions en moyenne l'an correspondant à un taux d'accroissement moyen annuel de 28,9%. De 2021 à 2022, ce nombre a progressé de 5,7%.

⁶ BCEAO, rapport annuel sur l'évolution des services financiers numériques dans l'UEMOA-année 2021, Décembre 2022

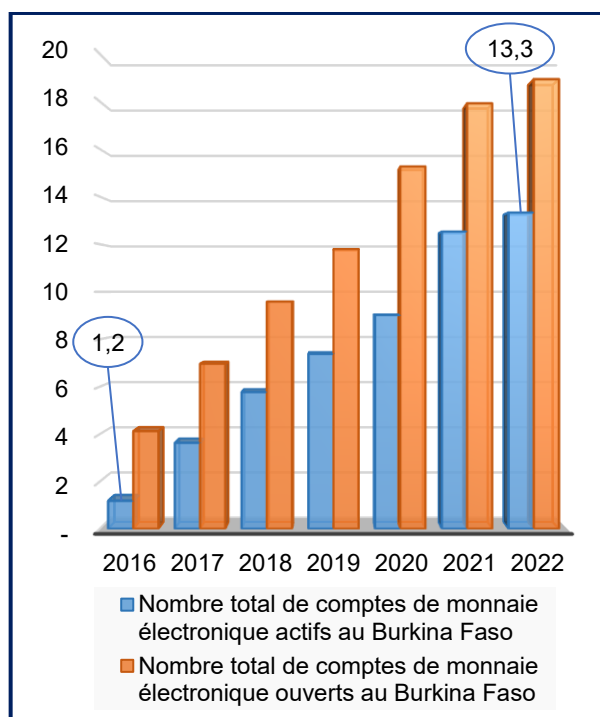
Pour ce qui est des comptes de monnaie électronique actifs, le nombre croit en moyenne de 49,7% l'an passant ainsi de 1,2 million en 2016 à 13,3 millions en 2022, soit environ 2,0 millions de comptes actifs de plus chaque année. Entre 2021 et 2022 le nombre de comptes de monnaie électronique actifs a progressé de 6,4% correspondant à un peu plus de 800 milles comptes supplémentaires.

Le taux d'activité s'est inscrit à la hausse sur la période 2016-2022 avec toutefois une légère baisse constatée en 2020 (-3,5 points), l'année 2017 ayant connu la plus forte augmentation avec une progression de 23,4 points. Le taux moyen d'activité de comptes de monnaie électronique au Burkina Faso est ressorti à 57,6% sur la période 2016-2022. Ce taux est supérieur à la moyenne de l'UEMOA (40,5%). En 2022, le taux d'activité s'est établi à 70,4% soit une progression de 0,5 point de pourcentage par rapport à 2021.

Graphique 70 : Evolution du nombre de comptes mobile money ouverts dans l'UEMOA (En millions)



Graphique 71 : Evolution du nombre de comptes mobiles money ouverts au Burkina Faso (En millions)



Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2023 du MTDPCE

1.3. Evolution des transactions et des transferts

Points saillants :

- ✚ Explosion des rechargements téléphoniques au Burkina Faso (achats de recharge de crédit téléphonique) avec une valeur qui a été multiplié par 33 entre 2016 et 2022 ;
- ✚ Prédominance des rechargements téléphoniques au Burkina Faso par rapport aux autres services de monnaie électronique ;
- ✚ Forte croissance des « transferts de personne à personne strictement » au Burkina Faso entre 2021 et 2022.

Commentaire général

Dans cette section, l'analyse porte sur les transactions au sein de l'UEMOA. Au Burkina Faso, cette analyse concerne les transactions et transferts ainsi que l'utilisation des services financiers.

➤ **Au sein de l'UEMOA**

Les transactions ont progressé en moyenne annuellement de 45,9% en volume et de 42,5% en valeur à partir de 2016, pour atteindre 7 106,3 millions d'opérations d'une valeur de 96 133 milliards de FCFA en 2022. Le nombre d'opérations enregistrées en 2021 se chiffrait à 5 146,5 millions pour une valeur de 63 895 milliards de FCFA. Il se dégage en 2022 une augmentation du volume des opérations de 1 959,9 millions (38,1%) correspondant à une valeur de 32 238 milliards de FCFA (50,5%).

➤ **Au Burkina Faso**

○ **Transactions et transferts**

Les transactions au Burkina Faso ont progressé en moyenne annuellement de 49,5% en volume et de 33,0% en valeur à partir de 2016, pour atteindre 1 532,9 millions d'opérations d'une valeur de 13 365 milliards de FCFA en 2022. Le nombre d'opérations enregistrées en 2021 se chiffrait à 1 277,8 millions pour une valeur de 9 397 milliards de FCFA. Il se dégage en 2022 une augmentation du volume des opérations de 255,1 millions (20,0%) correspondant à une valeur de 3 968 milliards de FCFA (42,2%).

Concernant les transferts transfrontaliers intra UEMOA (émis et reçus), sur la période 2016-2022, ils ont évolué en volume de 2,1 millions et en valeur de 136,6 milliards de F CFA en moyenne l'an, pour atteindre 14,9 millions de transferts d'une valeur de 949,2 milliards de FCFA. Entre 2021 et 2022 le volume des transferts du Burkina Faso est passé de 10,0 millions à 14,9 millions, soit un taux de progression de 48,6% contre 29,9% en termes de valeur, correspondant à 730,9 milliards de FCFA en 2021 et 949,2 milliards de FCFA en 2022.

○ **Utilisation des services**

Les principaux services adossés à la monnaie électronique concernent les opérations de rechargement de comptes et de retrait, les transferts, les paiements ainsi que les achats de recharge téléphonique.

Sur la période 2016-2022, les rechargements téléphoniques au Burkina Faso (achats de recharge de crédit téléphonique) sont le service le plus utilisé avec en moyenne 153,6 millions d'opérations supplémentaires chaque année. Ils sont suivis du rechargement du compte mobile money (26,5 millions d'opérations), des retraits cash (23,5 millions d'opérations) et des transferts de personne à personne (23,0 millions d'opérations).

Le volume des opérations de rechargement de porte-monnaie électronique au Burkina Faso affiche une tendance haussière sur la période 2016-2022. En effet, il a enregistré une croissance annuelle moyenne de 45,2% en passant de 19,0 millions en 2016 à 178,3 millions en 2022. Il se dégage ainsi en 2022 une augmentation de 24,6% par rapport à 2021.

Pour ce qui est des retraits cash, ils affichent une tendance à la hausse avec un volume qui est passé de 28,4 millions en 2016 à 169,3 millions en 2022, soit un accroissement moyen annuel de 34,6%. Le volume des retraits cash est en hausse de 61,2% entre 2021 et 2022.

Les rechargements téléphoniques au Burkina Faso (achats de recharge de crédit téléphonique) affichent une hausse fulgurante sur la période 2016-2022 avec un volume qui a été multiplié par 33 entre 2016 et 2022, soit une variation annuelle moyenne de 79,2%. Le volume de ces transferts se situent à 950,3 millions d'opérations en 2022. Comparé à 2021, il se dégage une variation positive de 6,0% correspondant à un volume de 54,0 millions de rechargements supplémentaires en 2022.

Les « transferts de personne à personne strictement » au Burkina Faso affichent une hausse continue sur la période 2016-2022 avec une variation annuelle moyenne en volume de 79,2%. Le volume de ces transferts se situent à 159,8 millions d'opérations en 2022. Comparé à 2021, il se dégage une variation positive de 81,5% correspondant à un volume de 71,7 millions de transferts supplémentaires en 2022.

Notes méthodologiques :

Un point de service mobile money : C'est un point de présence où s'effectue les transactions électroniques.

Taux d'activité des points de services : C'est le nombre de points de services actifs sur le nombre total de points de services multiplié par 100 ;

Monnaie électronique : C'est un stockage électronique de valeur monétaire sur une carte prépayée ou un appareil électronique, souvent un téléphone mobile, qui peut être utilisé par le plus grand nombre pour effectuer des paiements ;

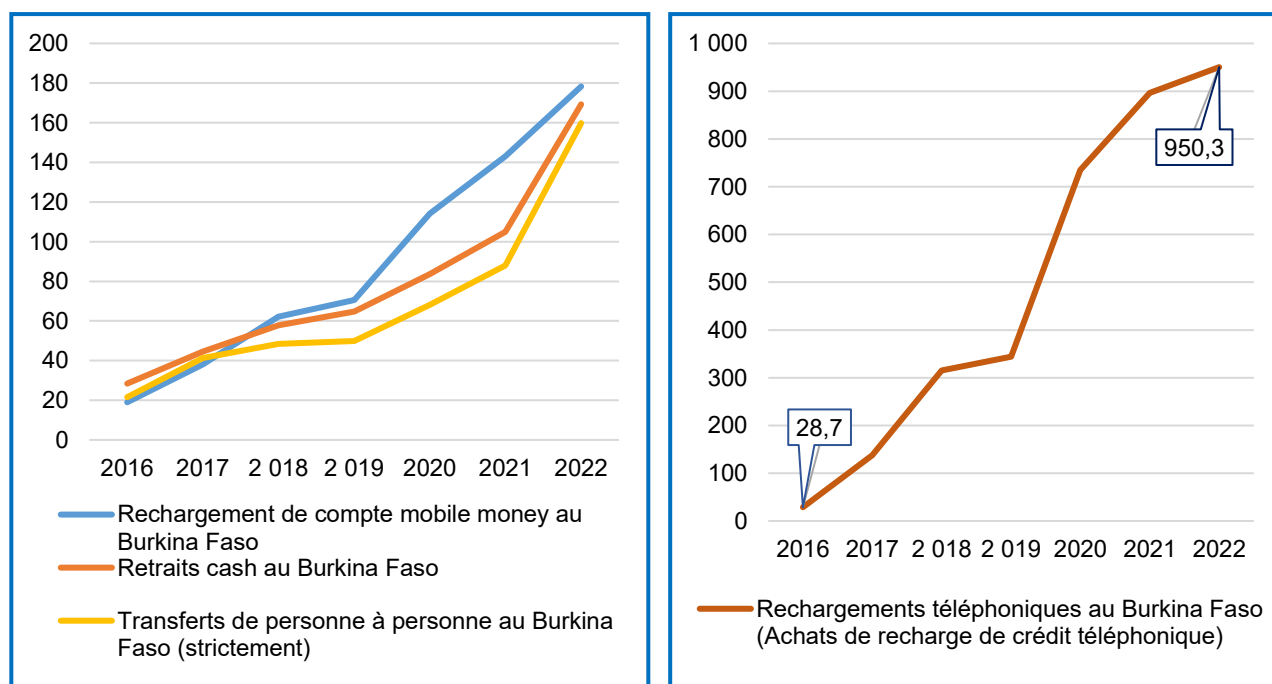
Compte de monnaie électronique actifs : C'est un compte de monnaie électronique qui a connu au moins une transaction au cours des 90 derniers jours.

Tableau 20 : Evolution des transactions et transferts

Indicateurs	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Volume total des transactions dans l'UEMOA (En milliers)	735 295	1 254 465	1 907 725	2 632 069	3 497 284	5 146 454	7 106 303
Volume total des transactions au Burkina Faso (En milliers)	137 361	351 604	496 137	770 384	1 035 980	1 277 795	1 532 869
Valeur totale des transactions dans l'UEMOA (En milliards de FCFA)	11 501	16 943	23 534	28 738	41 455	63 895	96 133
Valeur totale des transactions au Burkina Faso (En milliards de FCFA)	2 415	3 933	4 672	5 545	7 432	9 397	13 365
Volume des transferts transfrontaliers intra UEMOA (En milliers)	8 564	15 067	20 684	26 699	31 685	43 770	64 752
Valeur des transferts transfrontaliers intra UEMOA (En millions de FCFA)	484 894	780 626	994 319	1 285 737	1 713 141	2 375 330	3 468 067
Volume des transferts transfrontaliers intra UEMOA du Burkina Faso (En milliers)	2 134	4 196	5 740	6 848	7 560	10 034	14 909
Valeur des transferts transfrontaliers intra UEMOA du Burkina Faso (En millions de FCFA)	129 299	258 781	328 623	418 095	577 505	730 941	949 165

Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2023 du MTDPCE

Graphique 72 : Evolution du volume d'utilisation des services financiers via la téléphonie mobile au Burkina Faso (En millions)



Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2023 du MTDPCE

Chapitre 8 : Services postaux et financiers

I. Service Colis Postaux

Points saillants :

-  Baisse des colis postaux traités au cours des deux dernières années ;
-  Baisse continue du volume des colis postaux arrivés et distribués à partir de 2018.

Commentaire général

Les colis postaux internationaux traités se subdivisent, d'une part, en colis postaux déposés et expédiés, et d'autre part, en colis arrivés et distribués.

Sur la période 2014-2023, le volume de colis postaux internationaux traités s'est globalement contracté en passant de 15 702 à 14 406 avec un taux d'accroissement moyen annuel de -1,0%. Toutefois, on note une augmentation particulière de 21,5% entre 2020 et 2021. Cette progression pourrait s'expliquer par le développement du commerce en ligne dont la livraison se fait dans la plupart des cas par le biais du service colis de LA POSTE-BF. Entre 2022 et 2023, on note une baisse de 7,9% du volume de colis postaux traités imputable aux colis arrivés et distribués (-48,9%).

En 2023, les colis postaux déposés et expédiés représentent 92,4% des colis postaux traités contre 7,6% pour les colis arrivés et distribués.

➤ Colis postaux déposés et expédiés

De 2014 à 2023, le nombre de colis postaux déposés et expédiés est passé de 8 184 à 13 310, soit une hausse globale de 5 126 correspondant à un accroissement moyen annuel de 5,6%. Toutefois, entre 2014 et 2015, on observe une chute considérable (-36,1%) du volume des colis postaux déposés et expédiés due à la libéralisation du secteur postal et à l'entrée en marché du secteur privé. Face à cette situation, LA POSTE-BF dans le but d'accroître son chiffre d'affaires, a entrepris des actions commerciales et établi des partenariats avec des structures. Ce qui explique une reprise progressive à partir de 2015 jusqu'en 2022 avec une forte augmentation (48,5%) entre 2020 et 2021. Cette situation peut se justifier entre autres par la revue des tarifs du colis pour tenir compte de l'évolution du marché, la conquête de nouveaux marchés et le développement du e-commerce. On enregistre toutefois un léger repli (-1,4%) en 2023 due à la morosité du climat de consommation en lien avec la concurrence des opérateurs autorisés et l'utilisation de circuit informel de distribution du colis.

➤ Colis postaux arrivés et distribués

Le nombre de colis arrivés et distribués connaît une forte régression en volume de 6 422 entre 2014 et 2023 avec une variation moyenne annuelle de -19,3%. En 2022, le nombre de colis reçus et distribués est de 2 146 contre 1 096 en 2023, soit une baisse de 1 050 colis. Comme pour les colis postaux déposés et expédiés, cette situation s'explique également par la libéralisation du secteur postal et l'entrée en marché du secteur privé dans la distribution des colis qui ont réduit la part du marché du secteur des colis postaux. La survenance de la COVID 19 a aussi impacté fortement le secteur des transports (perturbations dans la chaîne logistique mondiale dans l'acheminement des colis), développant ainsi de nouvelles habitudes de distribution qui se sont maintenues dans certains cas après la pandémie.

La mise en œuvre du projet de convoyage des colis des pèlerins de la Mecque, la poursuite des activités commerciales, la mise en œuvre de la nouvelle tarification, à moyen terme l'ouverture à l'extérieur de la plateforme de e-commerce « FASORANANA » et la distribution à domicile permettront de booster

davantage la croissance des produits colis.

Notes méthodologiques :

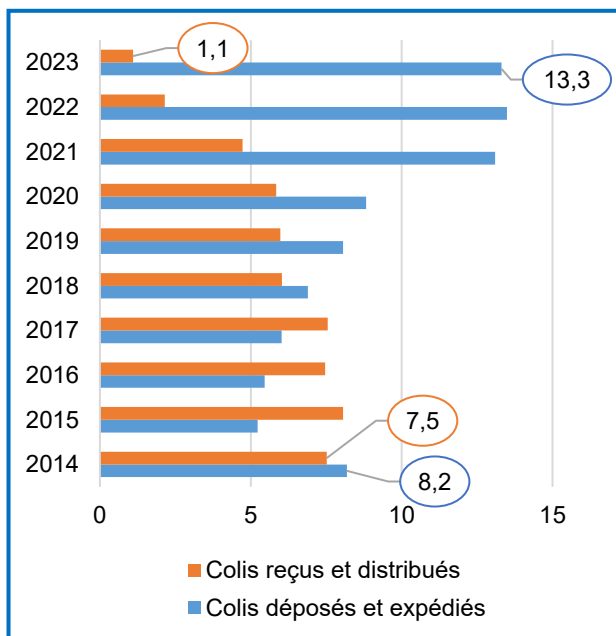
Un colis postal : c'est un envoi de documents ou de marchandises avec ou sans valeur commerciale dont le poids est relativement élevé (30 kg au minimum au Burkina Faso).

Le nombre de colis déposés et expédiés : c'est l'ensemble des colis reçus dans un bureau de poste pour être expédiés à l'international.

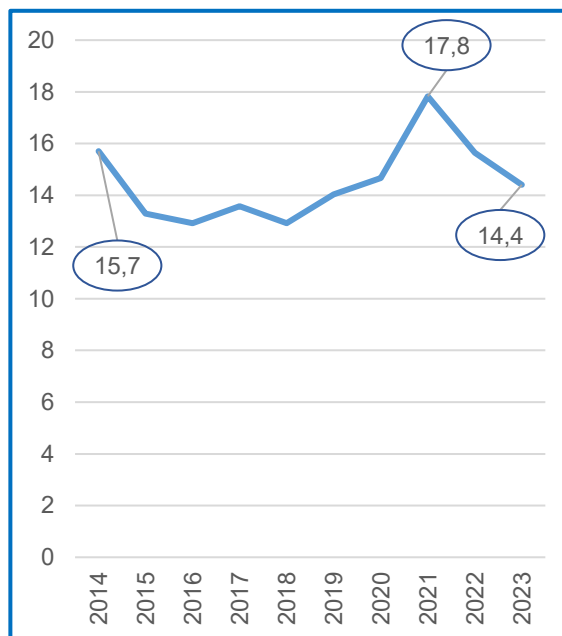
Le nombre de colis arrivés et distribués : c'est l'ensemble des colis reçus de l'international dans un bureau de poste pour être distribués sur le plan national.

Le volume des colis postaux traités : c'est l'ensemble des colis déposés et distribués tous régimes (UEMOA, hors UEMOA et international).

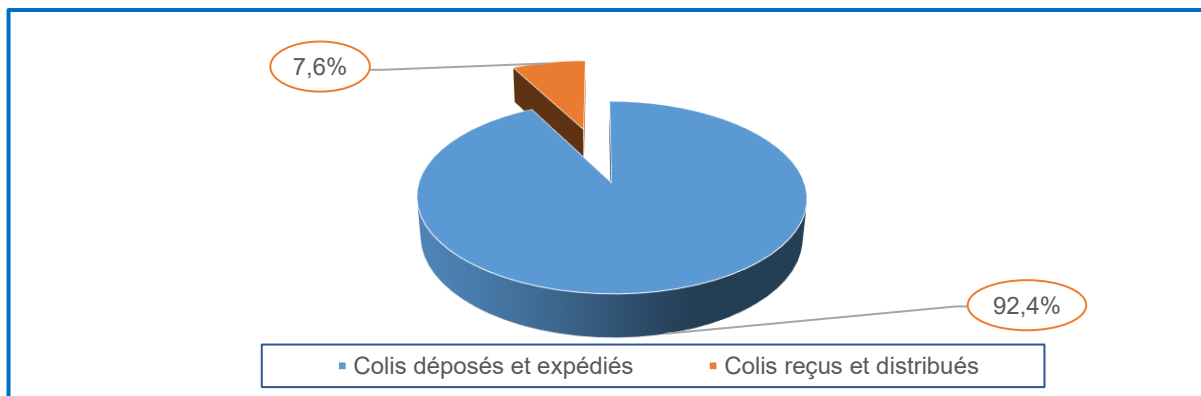
Graphique 73 : Evolution du nombre de colis traités par composante (En milliers)



Graphique 74 : Evolution du nombre total de colis traités (En milliers)





Graphique 75 : Répartition des colis postaux traités en 2023



Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2023 du MTDPCE

II. Services courriers

Points saillants :

-  Baisse de 11,4% l'an du volume du courrier traité au niveau national depuis 2014 ;
-  Hausse de 14,8% l'an du courrier traité au niveau international depuis 2014.

Commentaire général

Dans cette section, il sera question d'analyser le volume du courrier traité aux niveaux national et international.

L'évolution du volume total du courrier traité affiche une tendance baissière avec un taux d'accroissement moyen annuel négatif de 4,8 % de 2014 à 2023 en lien avec l'évolution technologique et l'influence des nouveaux modes de communication. Néanmoins, on note que le volume du courrier traité a connu une hausse continue de 2016 à 2019 avec une hausse globale sur cette sous période de 54,0%. Entre 2022 et 2023, le volume total du courrier traité a baissé de 14,7%, passant de 3,6 millions à 3,0 millions.

Sur l'ensemble du courrier traité en 2023, il ressort une relative prédominance du volume du courrier traité à l'international (52,4%) par rapport à celui traité au niveau national (47,6%).

➤ **Au plan national**

Sur la période 2014-2023, on observe une baisse significative du volume du courrier traité au niveau national passant de 4,3 millions en 2014 à 1,4 million en 2023, soit en moyenne une baisse annuelle de 11,4%. Cependant, une hausse de 40,7% est constatée entre 2016 et 2017, due à l'arrivée d'un nouveau produit (assistance courrier) dans le but de redynamiser le secteur du courrier. Entre 2022 et 2023, le volume du courrier traité au niveau national enregistre une baisse de 24,5% correspondant à un volume de 471 378.

➤ **Au plan international**

Le volume du courrier traité au niveau international connaît globalement une hausse significative sur la période 2014-2023 avec un taux d'accroissement moyen annuel de 14,8% et un pic atteint en 2019 (2,2 millions) ainsi qu'un plus bas niveau observé en 2016 (0,2 million). L'année 2020 enregistre une baisse de 21,5% en lien avec la COVID-19. Entre 2022 et 2023, le volume du courrier traité au niveau international a également connu un repli de 3,2% passant de 1,7 million à 1,6 million.

Notes méthodologiques :

Un courrier traité au niveau national : c'est une correspondance (lettres, imprimés, paquets, journaux et écrits périodiques) reçue ou envoyée par la poste à l'intérieur du pays.

Un courrier traité au niveau international : c'est une correspondance (lettres, imprimés, paquets, journaux et écrits périodiques) reçue et distribuée par la poste en partance ou en provenance de l'étranger.

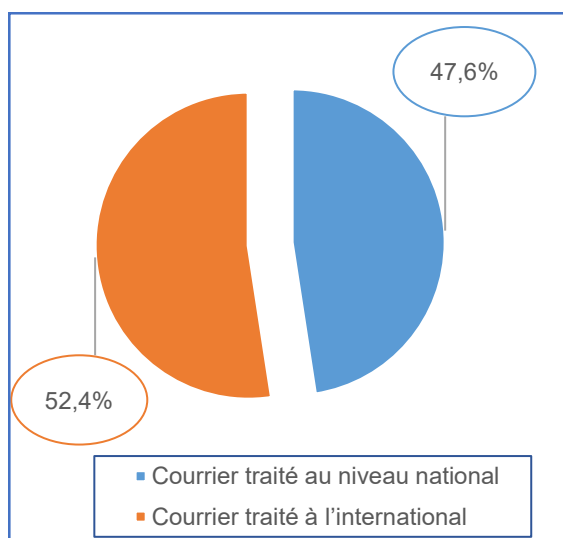
Le volume du courrier traité : c'est l'ensemble des courriers traités au niveau national et international.

Tableau 21 : Evolution du volume du courrier au niveau national et à l'international

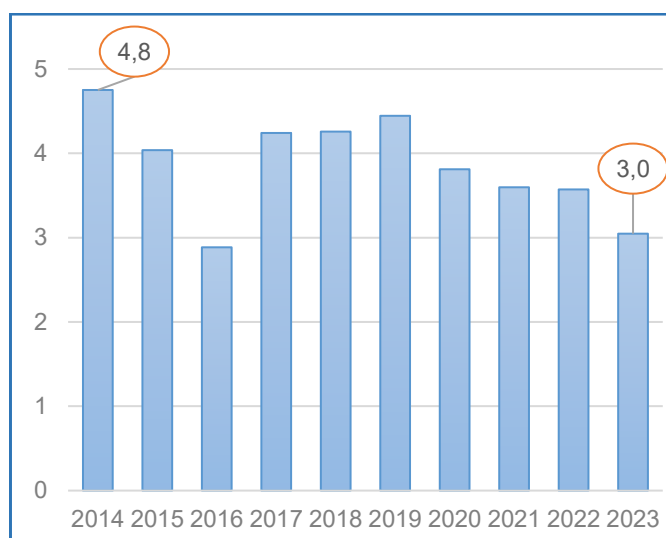
Ressources	Nombre en 2023	Evolution par rapport à 2022		Evolution par rapport à 2014		TAMA/2014
		Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	
Volume du courrier traité au niveau national	1 449 487	-471 378	-24,5	-2 838 729	-66,0	-11,4
Volume du courrier traité au niveau international	1 597 561	-53 304	-3,2	1 134 498	245,0	14,8
Ensemble	3 047 048	-524 682	-14,7	-1 704 231	-35,9	-4,8

Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2023 du MTDPCE

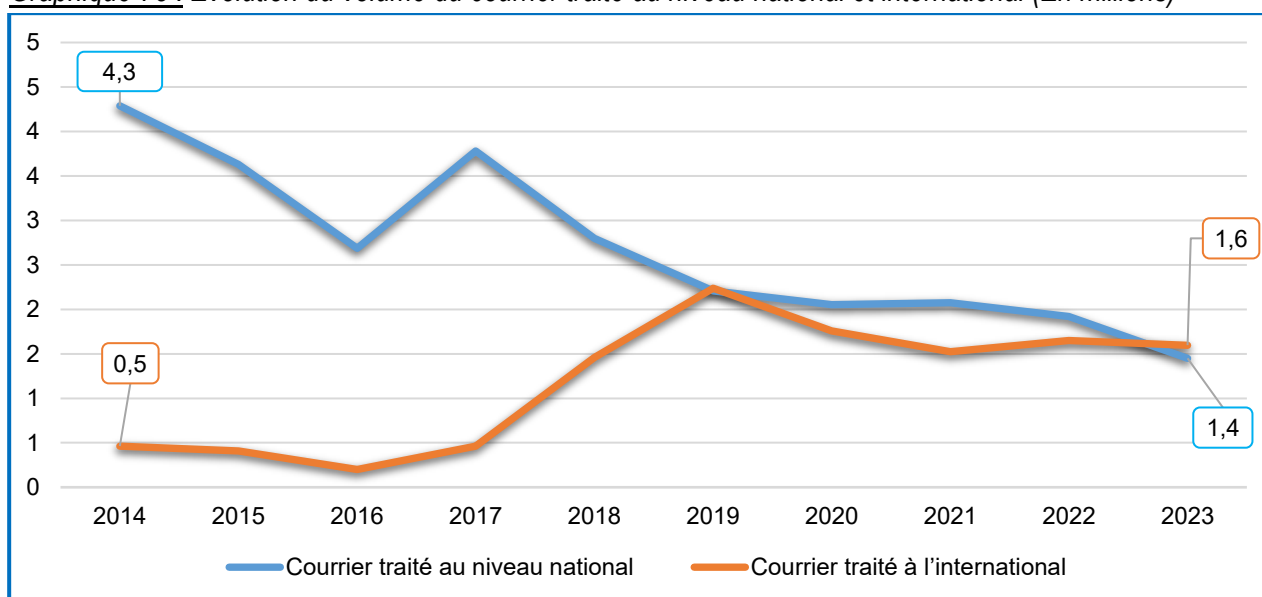
Graphique 76 : Répartition du volume du courrier traité en 2023



Graphique 77 : Evolution du volume total du courrier traité (En millions)



Graphique 78 : Evolution du volume du courrier traité au niveau national et international (En millions)



Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2023 du MTDPCE

III. Services financiers de LA POSTE BF

a) Comptes

Points saillants :

- + 38 532 comptes CNE ouverts en 2023 ;
- + 1 264 comptes CCP ouverts en 2023.

Commentaire général

Cette partie aborde les comptes CNE et les comptes CCP de LA POSTE BF.

➤ **Compte CNE**

Sur la période 2014-2023, on note une hausse du nombre de comptes CNE avec un taux d'accroissement moyen annuel de 6,0%. Cette croissance s'explique par l'amélioration de la qualité des services et les actions commerciales menées par LA POSTE BF qui ont suscité l'engouement des populations à l'épargne. Entre 2022 et 2023, le nombre de comptes CNE est passé de 804 204 à 842 736, soit un taux de progression de 4,8%.

➤ **Compte CCP**

Le nombre de comptes CCP affiche une tendance haussière sur la période 2014-2023 avec un taux d'accroissement moyen annuel de 5,3%. Ce nombre s'est accru globalement de 32,3% entre 2014 et 2018, avant de décroître de 23,6% entre 2018 et 2020. Cette régression s'explique principalement par l'apurement de la base de données des comptes à solde négatif. Entre 2022 et 2023, le nombre de comptes CCP a augmenté de 20,7% dû à l'amélioration de la qualité des services numériques associés aux comptes. La poursuite des activités de communication permettrait d'accroître le nombre de comptes.

Notes méthodologiques :

Un compte Caisse Nationale d'Épargne (CNE) : C'est une solution pour épargner, matérialisée par un livret ou une carte détenue par l'épargnant où figurent les dépôts, les retraits et les soldes.

Un Compte Courant Postal (CCP) : Désigne le compte courant d'un établissement postal associé à des moyens de paiement (encaissement cheque, virement et domiciliation).

Une agence postale : C'est un bureau de poste secondaire rattaché à une agence LA POSTE BF

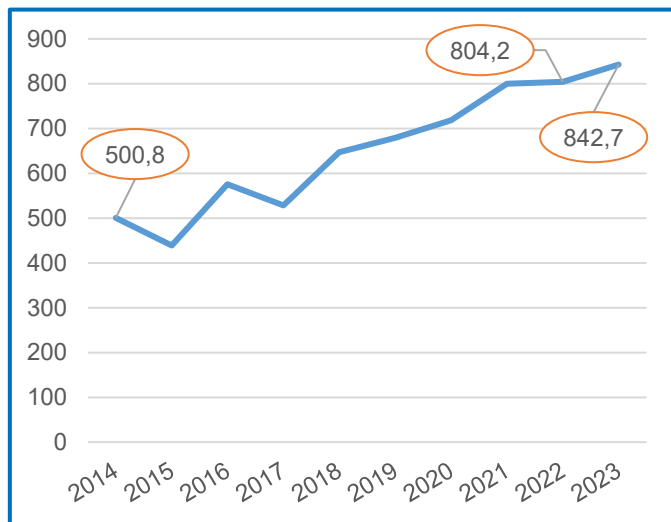
Une agence LA POSTE BF : C'est un bureau de poste de plein exercice (qui effectue toutes les opérations postales et financières).

Tableau 22 : Evolution du nombre de comptes CNE et CCP

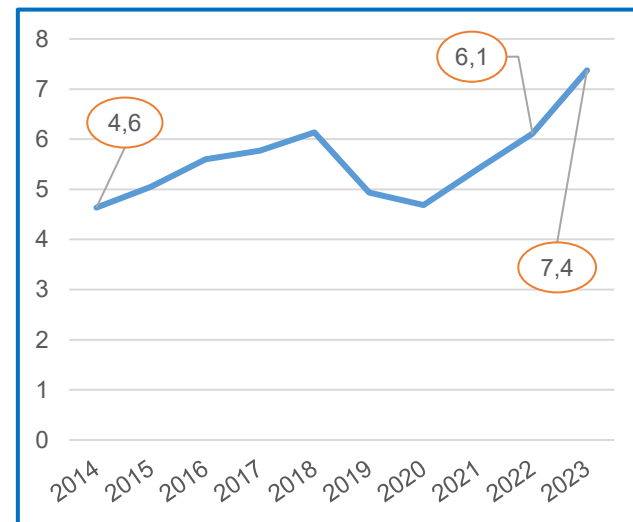
Ressources	Nombre en 2023	Evolution par rapport à 2022		Evolution par rapport à 2014		TAMA/2014
		Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	
Comptes CNE	842 736	38 532	4,8	341 961	68,3	6,0
Comptes CCP	7 373	1 264	20,7	2 737	59,0	5,3

Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2023 du MTDPCE

Graphique 79 : Evolution du nombre de comptes CNE (En milliers)






Graphique 80 : Evolution du nombre de comptes CCP (En milliers)



Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2023 du MTDPCE

b) Mandats postaux et transferts de fonds

Points saillants :

-  Baisse de 12 836 du nombre de mandats physiques en 2023 ;
-  Baisse continue du nombre de transferts de fonds émis sur la période 2014-2023 ;
-  Baisse de 29 814 du nombre de transferts de fonds payés entre 2022 et 2023.

Commentaire général :

Cette section traite des mandats physiques (émis et payés) et des transferts de fonds.

Les mandats physiques étaient dans le temps presque l'unique moyen de transferts de fonds par le biais des services postaux. Suite à l'apparition des nouvelles technologies de transfert de fonds (mobile banking, transfert de fonds électronique, applications mobiles etc.), les mandats physiques, émis et payés, ont nettement baissé. Ainsi, sur la période 2014-2023, le nombre de mandats physiques traités affiche une tendance baissière passant de 326 888 en 2014 à 79 989 en 2023, soit une baisse globale de 246 899 en volume et une variation annuelle moyenne négative de 14,5%. On note toutefois une hausse continue de 2020 à 2022 avec des taux de progression de 58,7%, 16,4% et 2,5% respectivement en 2020, 2021 et 2022. Cette tendance s'explique par la signature de conventions entre LA POSTE BF et des partenaires pour l'ouverture de mandats comptes en vue de procéder à des opérations de virement. En 2023, cette tendance s'est estompée avec une baisse de 13,8% imputable aux mandats émis (-14,0%) et payés (-5,9%).

Le nombre de mandats physiques traités sur la période est en moyenne dominé par les mandats émis avec un poids de 70,7% contre 29,3% pour ceux payés.

➤ Mandats physiques émis et payés

Sur la période 2014-2023, le nombre de mandats physiques émis s'est globalement contracté de 56,2% pour s'établir à 77 845 en 2023. Il en est de même pour les mandats physiques payés dont le nombre a fortement chuté de 98,6% pour se situer à 2 144 en 2023. Il ressort ainsi des baisses moyennes annuelles respectives de 8,8% et 37,6% sur la période. Entre 2022 et 2023, le nombre de mandats physiques émis a baissé de 17 701 contre 135 pour celui des mandats physiques payés.

➤ Transferts de fonds électroniques

Les transferts de fonds électroniques sont constitués de transferts de fonds émis et de transferts de fonds payés.

○ Transferts de fonds émis

Les transferts de fonds émis sont en baisse continue sur la période 2014-2023 avec une régression moyenne annuelle de 27,7%. Entre 2022 et 2023, le volume des transferts de fonds émis a baissé de 4,6% en passant de 10 821 à 10 319.

○ Transferts de fonds payés

Les transferts de fonds payés sont également en baisse continue sur la période 2014-2023 avec une régression moyenne annuelle de 21,9%. En 2023, le volume des transferts de fonds a baissé de 29 814 par rapport à 2022 pour s'établir à 84 120.

En général, l'évolution négative des transferts de fonds électroniques observée depuis 2014 s'explique par

: (i) l'entrée sur le marché d'autres opérateurs de transferts de fonds, (ii) la multitude des produits de transferts de fonds (Western Union, Small word, RIA, Money Gram, ...), (iii) l'avènement de Mobile Money (Orange money, Moov Money, Coris money, ...) et (iv) le circuit informel de transfert d'argent. Cette régression est beaucoup plus accentuée au niveau des transferts de fonds payés. Malgré ce constat, les transferts de fonds payés demeurent volumineux par rapport aux transferts de fonds émis. Cela traduit que le Burkina Faso est un pays payeur.

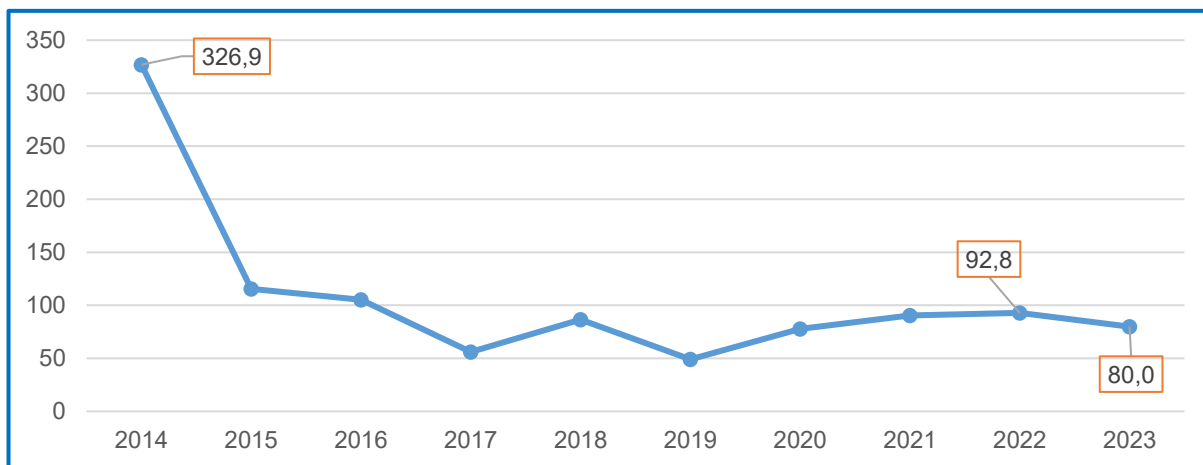
Notes méthodologiques :

Un transfert électronique de fonds : C'est la transformation de la monnaie physique en monnaie dématérialisée et de la monnaie dématérialisée en monnaie espèce via les systèmes informatiques.

Un mandat Physique : Désigne un titre émis et payé par un bureau de poste en exécution d'un transfert de fonds reçu d'un déposant au profit d'un bénéficiaire.

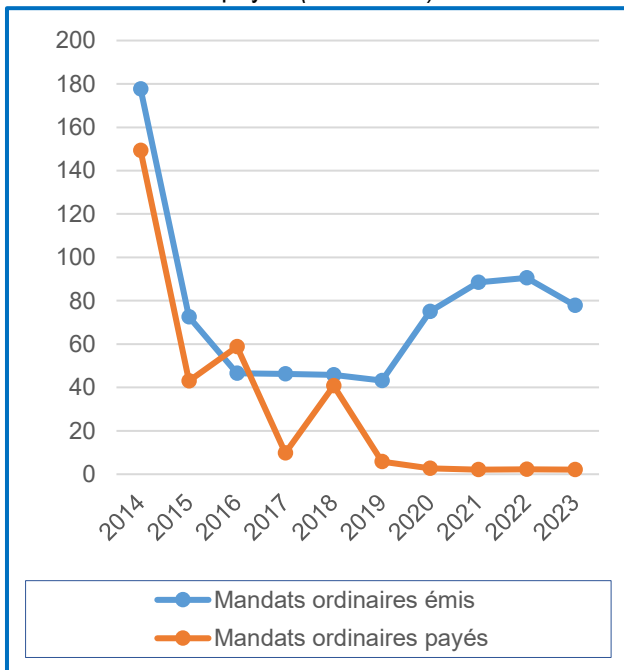
Un transfert de fonds : C'est l'ensemble des transferts d'argent électronique postaux émis ou payés et des transferts de fonds de partenariat émis ou payés.

Graphique 81 : Evolution du nombre de mandats ordinaires traités (ensemble, en milliers)

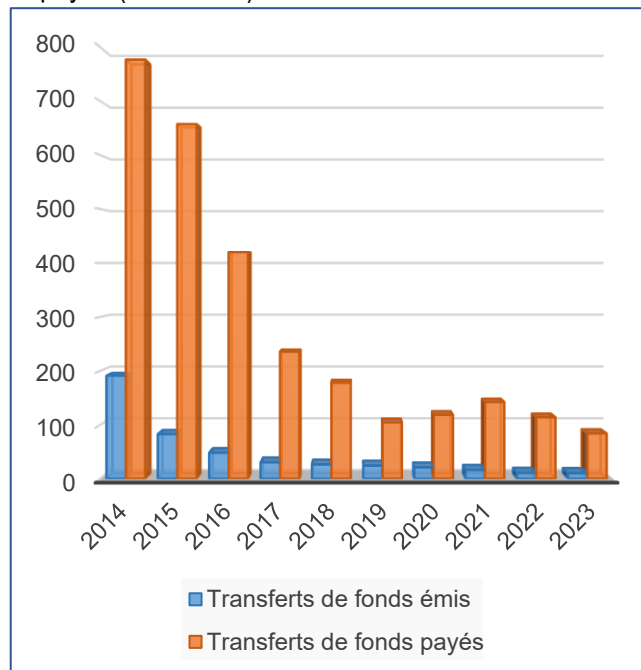


Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2023 du MTDPCE

Graphique 82 : Evolution du nombre de mandats ordinaires émis et payés (En milliers)



Graphique 83 : Evolution des transferts de fonds émis et payés (En milliers)



Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2023 du MTDPCE

III. Evolution du nombre de Boites Postales (BP)

Points saillants :

-  Hausse de 645 BP physiques entre 2022 et 2023 ;
-  Baisse de 2 594 BP physiques louées entre 2022 et 2023 ;
-  Nombre de BP virtuelles (SMART BP) louées multiplié par 3 en 2023.

Commentaire général

Cette section analyse l'évolution du parc de boites postales en distinguant les boites physiques et celles virtuelles, d'une part, et le parc total de celui utilisé, d'autre part.

➤ Boites postales physiques

Sur la période 2014-2023, le parc des boites postales physiques est passé de 35 302 à 38 310, soit un taux d'accroissement moyen annuel de 0,9%. Cela s'explique par le fait que LA POSTE BF dans sa politique d'extension et de modernisation du réseau postal, ouvre en moyenne deux (02) agences par an accompagnées d'une batterie BP de 200 BP par agence. Toutefois, le nombre de boites postales physiques a baissé en 2019 (-27) et 2022 (-499), imputable à la fermeture de certaines agences en lien avec la situation sécuritaire. Entre 2022 et 2023, le nombre de boites postales physiques a augmenté de 645, soit un taux de 1,7%. Cette reprise constatée en 2023 est due à une campagne promotionnelle sur l'abonnement aux boites postales physiques.

Le nombre de boites postales louées connaît une baisse moyenne annuelle de 2,9% entre 2014 et 2023. Cette même tendance est observée au niveau du taux d'abonnement qui enregistre un repli progressif en passant de 65,9% à 46,8%. Le taux d'abonnement ressort en moyenne à 59,8% sur la période.

D'une manière générale, on constate une évolution plus rapide du parc des BP physiques par rapport aux BP louées qui enregistrent une baisse dans le temps. Cette situation s'explique principalement par la résiliation de certaines BP physiques louées et du fait que la création du parc des BP physiques ne tient pas compte de la demande dans les zones rurales.

➤ Boites postales virtuelles

Avec l'avènement du numérique, LA POSTE BF dans le but de répondre aux exigences de la clientèle, a mis en place la boîte postale virtuelle (SMART BP) à partir de 2019 avec un parc de 57 002 SMART BP, qui est resté stationnaire depuis cette date.

Concernant les SMART BP louées, le nombre a baissé de 318 en 2022 après une hausse continue de 2019 à 2021. Au cours des deux dernières années, on constate que le nombre de SMART BP louées a plus que triplé passant de 755 en 2022 à 2 283 en 2023. Le taux d'occupation ressort en moyenne à 1,8% l'an sur la période 2014-2023 avec un niveau remarquable de 4,0% en 2023. Cette augmentation en 2023 est due à une

campagne promotionnelle sur l'abonnement aux boites postales virtuelles.

Notes méthodologiques :

Une boîte postale : C'est un casier à lettre installé dans un bureau de poste et destiné à recevoir du courrier. Le parc Boîtes Postales (BP) est l'ensemble des batteries BP installées dans toutes les agences du Burkina Faso (BP louées et non louées).

Les Boîtes Postales louées : C'est l'ensemble des abonnements des BP par les tiers (particuliers, entreprises, associations, officielles, administrations) et à jour de leur redevance

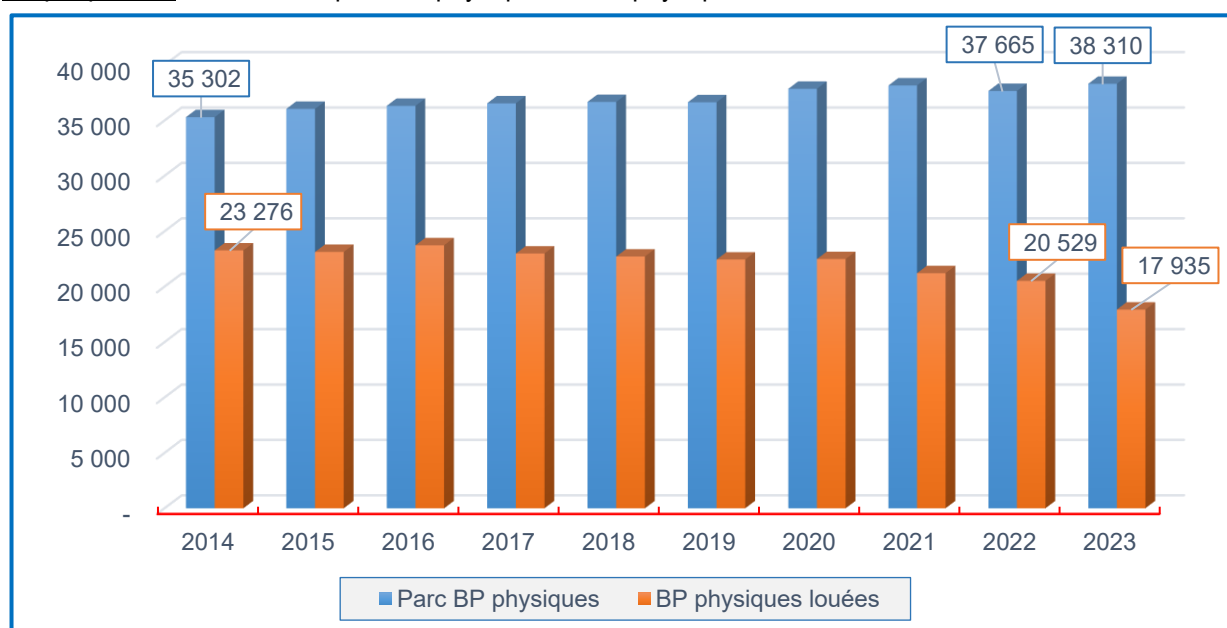
SMART BP : C'est une boîte postale numérique créée à partir de 2019.

Tableau 23 : Evolution du parc de boîtes postales virtuelles entre 2019 et 2023

Indicateurs	2019	2020	2021	2022	2023
Parc BP virtuelles (SMART BP)	57 002	57 002	57 002	57 002	57 002
BP virtuelles louées	498	533	1 073	755	2 283

Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2023 du MTDPCE

Graphique 84 : Evolution du parc BP physiques et BP physiques louées



Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2023 du MTDPCE

IV. Couverture géographique

Points saillants :

- ✚ Faible couverture géographique du territoire national (35,3%) ;
- ✚ Faible couverture des communes rurales (15,2%) ;
- ✚ 27 agences LA POSTE BF fermées de 2018 à 2023 ;
- ✚ 123 sur 124 agences LA POSTE BF interconnectées au réseau informatique.

Commentaire général :

Cette partie analyse l'évolution du nombre d'agences de LA POSTE BF, de l'interconnexion des agences de LA POSTE BF au réseau informatique, la couverture géographique et la répartition spatiale par région postale de ces agences.

La couverture du réseau postal est encadrée par le Décret N°2011-762/PRES/PM/MTPEN/MEF du 18 octobre 2011 portant fixation des normes de couverture territoriale, de qualité de service et d'encadrement tarifaire du service postal universel, qui en son article 2 stipule que « afin de faciliter l'accès du public au réseau de l'opérateur désigné, celui-ci dispose d'un point de contact (point poste) par commune rurale ou d'un point d'accès (bureau de poste) par ville de 100 000 habitants au moins ».

○ Nombre d'agences de LA POSTE BF

Au cours de la période 2014-2023, le nombre d'agences de LA POSTE BF a augmenté en moyenne de deux (2) l'an au lieu de six (6) prévus. Cela s'explique essentiellement par le non-renouvellement du contrat plan à partir de 2015. En 2023, six (6) agences ont été ouvertes portant ainsi le nombre d'agences LA POSTE BF à 124. Compte tenu du contexte sécuritaire, 27 agences LA POSTE BF sont temporairement fermées ramenant ainsi les agences LA POSTE BF fonctionnelles à 97.

○ Interconnexion des agences LA POSTE BF au réseau informatique

Le nombre d'agences de LA POSTE BF interconnectées au réseau informatique en 2016 était de 82 sur 110 agences. A partir de cette date, des actions d'interconnexion de dix (10) agences POSTE BF par an ont été entreprises en vue de mettre en réseau toutes les agences. En 2023, seule une (01) agence sur les 124 que compte LA POSTE BF n'est pas encore mise en réseau du fait du contexte sécuritaire et de la non-disponibilité du réseau électrique dans ladite localité.

○ Répartition spatiale suivant le découpage administratif

En termes de couverture géographique des agences LA POSTE BF, le taux de couverture nationale en agence en 2023 est de 35,3%. Tous les chefs-lieux des régions administratives et chefs-lieux de provinces ont bénéficié d'au moins une agence, de même que toutes les communes urbaines. Par contre, les communes rurales sont faiblement dotées en agence, soit une couverture de 15,2%. La région du centre enregistre le plus grand nombre d'agences (26) qui reste tout de même inférieur au nombre prévu par le décret suscité qui est de 35 agences.

○ Répartition spatiale par région postale des agences LA POSTE BF

En termes de répartition spatiale des agences par région, on note que LA POSTE BF a découpé le territoire national en cinq (05) régions postales qui supervisent et encadrent le fonctionnement de ses agences. Pour ce qui est de la couverture de ces régions postales en 2023, on relève que la région postale du Grand Ouaga est la mieux couverte avec un taux de couverture de 114,8%. Elle est suivie de celle de l'Ouest, du

Nord, du Centre et de l'Est avec des taux de couverture respectifs de 31,3% ; 28,6% ; 27,6% et 26,6%.

LA POSTE BF, ayant constaté le besoin crucial d'intégrer le numérique dans la gestion de l'exploitation des produits postaux et financiers, s'est engagée en 2016 vers la digitalisation pour offrir des produits accessibles, pratiques et sécurisés qui répondent aux besoins de la clientèle. Entre 2019 et 2023, le nombre des différents produits et services liés à la transformation digitale n'a pas beaucoup varié excepté l'arrivée d'un nouveau produit (Orange Money) au niveau des produits monétiques. Sur les deux années, on constate une prédominance des services en ligne (Post connect, Alert SMS, Post-Banking, Suivi et localisation, et Notification SMS).

Notes méthodologiques :

Couverture géographique des agences LA POSTE BF : c'est le nombre d'agences postale BF implantées sur l'ensemble des 351 communes du Burkina Faso.

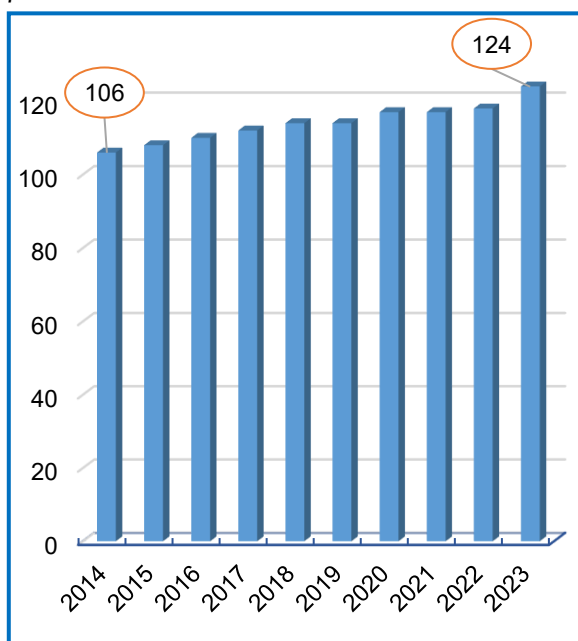
Région postale : concerne les structures régionales (05) qui sont les représentations déconcentrées de La Poste BF. Chaque directeur régional supervise et encadre le fonctionnement des agences postale dans leur région territoriale.

Tableau 24 : Répartition des agences postales par région et par commune en 2023 (Nombre)

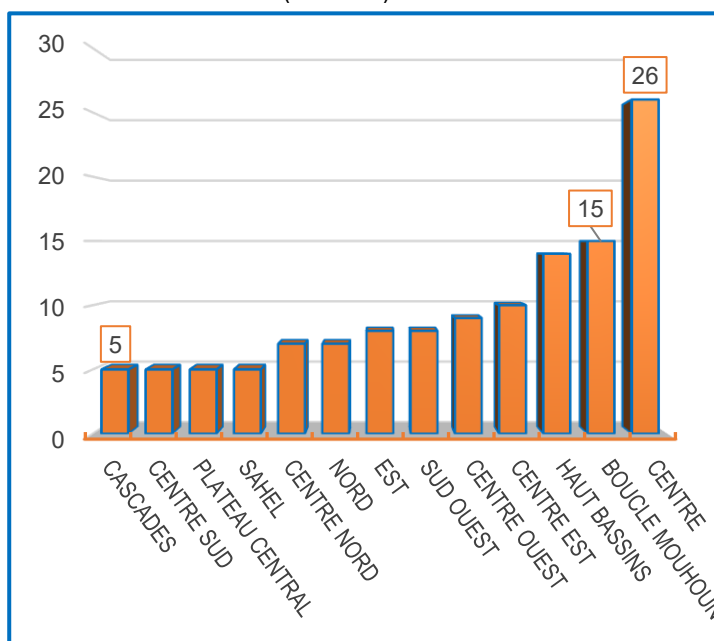
Régions	Nombre de communes	Communes		Communes dotées d'agences		Nombre d'agences supplémentaires par région	Nombre d'agences
		Urbaines	Rurales	Urbaines	Rurales		
BOUCLE MOUHOUN	47	6	41	6	9		15
CASCADES	17	3	14	3	2		5
CENTRE	7	1	6	1	3	22	26
CENTRE EST	31	6	25	6	4		10
CENTRE NORD	28	3	25	3	4		7
CENTRE OUEST	39	4	35	4	5		9
CENTRE SUD	19	3	16	3	2		5
EST	27	5	22	5	3		8
HAUT BASSINS	34	3	31	3	5	6	14
NORD	27	4	23	3	3	1	7
PLATEAU CENTRAL	20	3	17	3	2		5
SAHEL	27	4	23	4	1		5
SUD OUEST	28	4	24	5	3		8
Ensemble	351	49	302	49	46	29	124

Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2023 du MTDPCE

Graphique 85 : Evolution du nombre d'agences postales au BF

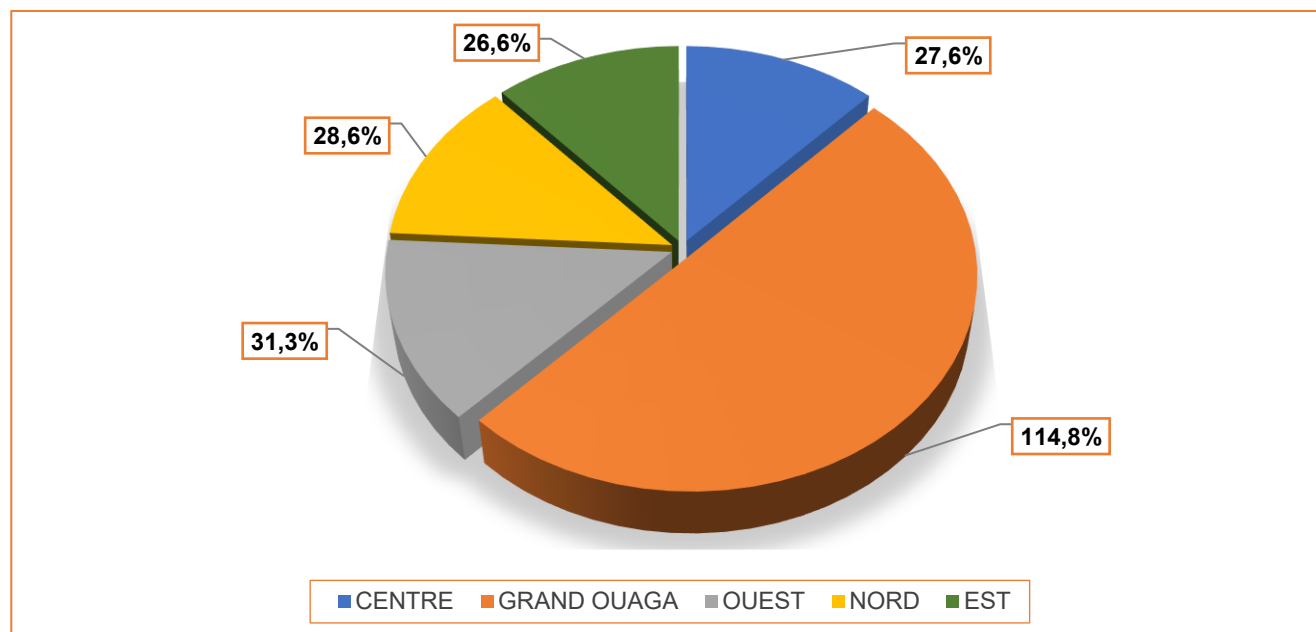


Graphique 86 : Répartition des agences postales par région administrative en 2023 (Nombre)



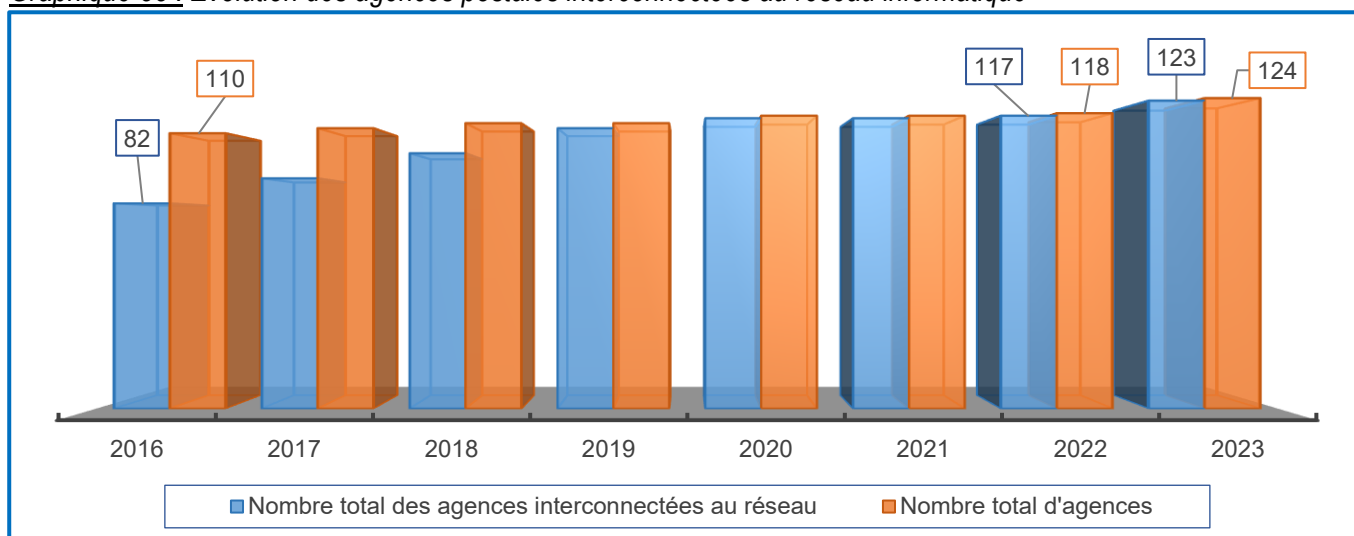
Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2023 du MTDPCE

Graphique 87 : Taux de couverture des agences par région postale en 2023



Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2023 du MTDPCE

Graphique 88 : Evolution des agences postales interconnectées au réseau informatique



Source : DGESS/MTDPCE, annuaire statistique 2023 du MTDPCE

ANNEXES

Annexe 1 : Équipe de rédaction

N°	Nom & Prénom (s)	Structure	Fonction
1	BARRO Braïma	DGESS/MTDPCE	Directeur général des études et des statistiques sectorielles
2	ILBOUDO W. Jonas	SG/MTDPCE	Chargé d'Etudes
3	BADIEL Moussa	DGESS/MTDPCE	Directeur des statistiques sectorielles et de l'évaluation
4	BAMBARA Adeline Marie Rachelle	DGESS/MTDPCE	Chef de service administratif et financier
5	OUEDRAOGO T. Wilfried	DGESS/MTDPCE	Chef de service de la production Statistique
6	DRABO Goutiri	DGESS/MTDPCE	Chef de service des enquêtes et de l'évaluation
7	LOMPO Y Pacôme	DGESS/MTDPCE	Agent
8	SIGUIRI Hamadé	DGESS/MTDPCE	Chef de service des études, de la prospective et de la planification stratégique
9	BONKOUNGOU Aloïse	DGESS/MTDPCE	Chef de service du suivi et de l'évaluation des investissements publics
10	KORGO Wend-Kuuni Esaïe	DGESS/MTDPCE	Agent
11	TAPSOBA Albert	DGTD/MTDPCE	Chef de service de planification, du suivi et d'évaluation
12	BONDE Pierre	DGF/MTDPCE	Chef de service de l'exécution budgétaire
13	SOME B. Placide	ANPTIC	Responsable de l'Antenne régionale de maintenance de Ouagadougou
14	OUEDRAOGO Idrissa	LA POSTE BF	Chef Division Statistiques et Etudes DSIPN
15	ZIDA Pengdwendé	INSD	Agent
16	NABALOUM Saïdou	TELECEL FASO	Chef de service SARH
17	BEYEN Moumini René	ANSSI	Chef de service
18	SOUBEIGA David	ARCEP	Chef de service
19	SAWADOGO Amadé	DRH/MTDPCE	Chef de service du développement des ressources humaines
20	NANEMA Eugène	DGCE/MTDPCE	Chef de service de la planification, du suivi et d'évaluation
21	GANGO Louis	ONATEL SA	Ingénieur planificateur réseaux mobile
22	WILLY/KABORE N. Carine	DGESS/MTDPCE	Directrice de la Coordination des Projets et programmes et du Partenariat

